

صكنا من الاجل

Supplément Radio-Télévision

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14398 - 6 F

- DIMANCHE 12 - LUNDI 13 MAI 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Sur le pont

Nouveau sursis pour l'Afrique du Sud

EN dépit des apparences, malgré la persistance d'importantes divergences et la pression que continuent d'exercer sur eux les extrémistes dans les deux camps, les principaux dirigeants politiques sud-africains, blancs et noirs, viennent de montrer qu'ils veulent préserver le processus de négociations et de réformes engagé l'an dernier. Quelles que soient les difficultés, ils souhaitent manifestement ne pas remettre définitivement en cause une évolution spectaculaire, notamment depuis l'accord historique conclu, le 8 août 1990, par le président Frederik De Klerk et M. Nelson Mandela, le leader du Congrès national africain (ANC), qui suspendait à cette occasion la lutte armée déchaînée vingt-neuf ans plus tôt.

Le 5 avril dernier, pour que le gouvernement satisfasse un certain nombre de ses exigences, l'ANC avait lancé un ultimatum qui expirait jeudi 9 mai. Une rencontre de dernière minute entre M. De Klerk et M. Mandela a permis, au prix de quelques concessions supplémentaires, de passer le cap de cette échéance sans la rupture dont l'ANC brandissait la menace.

VENDREDI, M. Mandela a déclaré que le gouvernement disposait d'un nouveau délai de sept jours pour interdire toutes les armes lors des rassemblements politiques. M. Mandela tient beaucoup à cette demande, car il s'agit, selon son mouvement, d'un des moyens essentiels de mettre un terme aux affrontements incessants entre groupes noirs rivaux, tout particulièrement entre ceux qui dépendent de l'ANC et du parti Inkatha, à dominante zouloue.

L'enjeu est grave, car, depuis la reprise à grande échelle des règlements de comptes inter-ethniques au cours de l'été 1990, près de 2 000 personnes ont été tuées. Le gouvernement semble avoir promis de mieux assurer la police dans les quartiers noirs - et de façon plus impartiale - mais ne s'est pas encore engagé à interdire aux Zoulous le port de leurs armes traditionnelles, notamment lances et sagaies, qui sont souvent des instruments meurtriers.

C'EST pour cela que l'ANC en a nouveau délai, en soulignant une fois de plus que l'ensemble des négociations pourrait être interrompues. On note à Pretoria que la nouvelle échéance vient à expiration avant les dates des 24 et 25 mai prévues par M. De Klerk pour une conférence réunissant tous les partis sur la question de la violence. L'ANC demeure très réticent quant à sa participation et préférerait que cette réunion importante ait lieu sous l'égide « neutre » des Eglises.

En fait, il semble que l'ANC, en exigeant le désarmement complet de l'Inkatha, veuille placer le gouvernement au pied du mur sur un point que la formation de M. Mandela considère comme déterminant pour la suite du processus de négociation au sujet de l'avenir politique du pays. M. Mandela - poussé par les éléments les plus durs de l'ANC - voudrait que le gouvernement prenne définitivement ses distances à l'égard de l'Inkatha, accusé depuis longtemps de n'être qu'un outil du pouvoir pour diviser les organisations noires et surtout pour affaiblir le Congrès national africain.

MD146 - 0513 0 - 6.00 F



Un appel de M. Perez de Cuellar

Trente millions d'Africains menacés par la famine

Le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, a lancé, vendredi 10 mai à New-York, un appel en faveur de l'Afrique, menacée de famine. On estime à trente millions le nombre d'Africains qui auront besoin de secours d'urgence en 1991. M. Perez de Cuellar a demandé un sursaut de solidarité de la part de la communauté internationale. Plusieurs experts s'interrogent toutefois, à la lumière des expériences passées, sur la façon dont est gérée l'aide alimentaire.

L'aide dévoyée

par Eric Fottorino

Le Bangladesh sous les eaux, les populations du Sud-Soudan, du Rwanda et du Libéria en proie à la famine : les images se bousculent de populations sans abri, d'enfants décharnés ou effrayés, de mères en pleurs et d'hommes vaincus. Un spectacle qu'on croirait éternel et qui montre combien, au terme de ce siècle de progrès, le tiers-monde reste à la merci de catastrophes n'ayant de naturel que l'apparence.

Les crises, les inondations et les sécheresses annoncent depuis toujours l'exode et la famine. Pourquoi faut-il aujourd'hui encore que des millions de familles soient prises au dépourvu et finalement victimes de drames dont l'histoire enseigne la terrible fréquence ?

L'impulsance le dispute à la colère de devoir un jour célébrer, là une basilique somptueuse, là une mosquée luxueuse ou des barages inutiles, des palais abusques, des projets agricoles aussi dispendieux

qu'inutiles ; puis dans ce même tiers monde truffé d'« éléphants blancs », de déplorer l'insuffisance des secours, le manque de moyens, l'imprévoyance, l'incompétence.

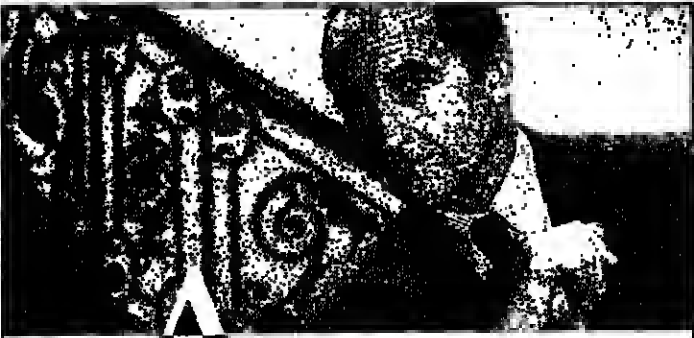
Une fois encore se pose la question de l'efficacité de l'aide humanitaire. Dans son principe, elle est incontestable. Qui remettrait en cause le soutien porté à des populations sinistrées, même si les régimes en place ne remplissent pas les conditions idéales de respect des droits de l'homme ou de la démocratie ? Au milieu des années 80, un courant libéral recommandait de secourir seulement les « bons pauvres », justifiant ainsi son refus de soulager le peuple éthiopien sous prétexte que le régime dirigé par le colonel Mengistu ne méritait aucun égard. Cette distinction entre les victimes s'est effacée et tant mieux. Avant d'être marxiste la souffrance est d'abord humaine.

Fondée sur ce principe d'universalité, l'aide internationale ne doit pourtant pas céder à l'angélisme du don. Apaiser sa conscience par l'envoi d'une aide médicale ou alimentaire sans vérifier son emploi sur place ressemble fort à de la légèreté.

Lire la suite page 9 et l'appel de M. Perez de Cuellar en faveur de l'Afrique page 20

Le « Grand Jury RTI-le Monde »

M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, invité du « Grand Jury RTI-le Monde », dimanche, à partir de 18 h 30.



A l'écoute de ses jeunes, Monsieur le Maire entendait déjà le groupe de Jazz dans la future salle de spectacle. Tout naturellement, il a rencontré le Crédit Foncier.

CRÉDIT FONCIER
En premier, le Crédit Foncier.



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 OA ; Maroc, 8 OA ; Tunisie, 750 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 S CAN ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 200 DR ; Irlande, 1,10 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (lithéral), 2,50 S.

La rencontre Baker-Bessmertnykh au Caire

Des progrès dans la voie d'un règlement au Proche-Orient

Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh, devait rencontrer son homologue américain, M. James Baker, dimanche soir 12 mai au Caire. A l'issue de sa visite « historique », vendredi à Jérusalem, et de ses entretiens avec les dirigeants israéliens « dans une ambiance amicale et sérieuse », il a estimé que « les chances de mettre en route une négociation sont bonnes ». L'URSS et Israël ont décidé de maintenir le dialogue au plus haut niveau.



Lire page 3 l'article d'ALAIN FRACHON

Le S.O.S. de Moscou

L'URSS lance un appel à l'aide massive des sept Grands en agitant le spectre de son effondrement

par Daniel Vernet

Heureux Soviétiques ! Ils se dirigent « vers le bon port, celui de la perestroïka », alors que, aux dires mêmes de M. Mikhaïl Gorbatchev, ils sont « dans le brouillard », que « les instruments ne fonctionnent pas » et que « l'équipage n'est pas très homogène » (1). Heureux navire qui, prenant l'eau de toutes parts, se maintient encore à flot !

Le problème est que, si port il y a, plus personne ne sait très bien à quoi il ressemble. A l'origine, la perestroïka devait

accroître l'efficacité du système. Loï de l'améliorer, elle l'a détruit, mais les vieilles méthodes de direction de l'économie et d'encadrement de la société n'ont pas été remplacées et l'URSS est menacée par ce que le premier ministre Valentin Pavlov appelle « une décomposition colossale » (2).

Ce n'est pas l'expression d'une délectation morose. C'est un argument politique. La direction soviétique cherche à faire de sa situation catastrophique une force, et de sa faiblesse un atout dans ses négociations avec les Occidentaux. Le discours est en

substance le suivant : la situation intérieure de l'URSS est devenue un problème international qui ne préoccupe pas seulement les Soviétiques. Personne n'a intérêt à un effondrement de l'URSS, et surtout pas les Américains et les Européens. Ceux-ci doivent donc tout faire pour aider les Soviétiques à sortir de la mauvaise passe actuelle, en leur apportant une aide massive et en refusant de soutenir les républiques sécessionnistes.

(1) Conférence de presse avec M. Mikhaïl Gorbatchev le 6 mai.
(2) La République du 9 mai.

Lire la suite page 5

Cannes 91 A la vie, à la mort

« Lune froide », de Patrick Bouchitey, devrait être scabreux. Il est merveilleux

par Danièle Heymann

Il a peut-être erré Patrick Bouchitey, galéré, attendu assez longtemps. Rico de ce qu'il a fait avant son premier long-métrage n'est inutile, cependant. L'acteur avec Claude Miller, Alain Cavalier, Etienne Chatiliez : des trucs à la jérémy, ses « doublages sauvages », avec ce génie anthropomorphique de faire parler les bêtes. Et puis, « Lune froide », un court métrage, mis en scène en 1985, adapté d'une nouvelle de Charles Bukowski, grand pourvoyeur de bitures cinématographiques, intitulé littéralement « La Sirène baiseuse de Venise (Californie) ». Un petit morceau de

bravoure et de douleur joué par Jean-François Stevanin et lui, qui reçoit même un César. Mais on sait bien qu'en France personne ne voit les courts-métrages.

Alors, six ans plus tard, parce que cette histoire ne pouvait le quitter, Bouchitey l'a reprise. S'appuyant avec l'aide de Berruyer pour le scénario, sur une autre nouvelle de Bukowski - extraite aussi des « Contes de la folie ordinaire » - il a voulu raconter ce qui a valu au pauvre Simon et Dédé, après « Lune froide ».

Après, Simon et Dédé sont de vieux enfants qui vivent en noir et blanc. Ils ont la mémoire sale, de temps en temps ça leur fait mal. Simon ça va. Traîne-godasses, pas

propres sur eux, dans une ville sans qualité, ils carburent à la Budweiser, c'est assez exotique et peu alcoolisé, donc ils se scourent doucement. Ils ont le temps de faire plein de bêtises dans leur vieille 403, larcinant ça et là, cherchant les filles, pas méchantes.

Dédé fait raler son beau (Jean-Pierre Buisson), ce fout rien, parle de musique, de guitare blanche, branché Jimi Hendrix, il est joyeux, il rit souvent. Simon est plus réservé, il a des larmes en stock et travaille à la pêche. Simon et Dédé votent à la fête, descendant des menages, Dédé vomit un peu. Mais après ils vont mater la belle contorsionniste.

Lire la suite page 10

Le Monde
 REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
 15, RUE FAUGUERE,
 75001 PARIS CEDEX 15
 Tél. : (1) 40-65-25-25
 Télécopieur : (1) 40-65-25-99
 Tél. : 206 806 F
 ADMINISTRATION :
 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
 Tél. : (1) 40-65-26-26
 Télécopieur : (1) 40-65-30-10
 Tél. : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde
 Durée de la société :
 cent ans à compter du
 10 décembre 1944.
 Capital social :
 620 000 F
 Principaux associés de la société :
 Société civile
 « Les Rédacteurs du Monde »,
 « Association Beuve-Méry »,
 Société anonyme
 des lecteurs du Monde,
 Le Monde-Entreprises,
 M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde
 PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
 Françoise Huguet, directeur général
 Philippe Dupuis, directeur commercial

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS
 Tél. : (1) 45-55-91-81 ou 45-55-91-71
 Tél. MONDIPUB 206 136 F
 Tél. : 45-55-91-70. Société civile
 du journal Le Monde et du Monde Presse SA.

Imprimerie
 du Monde
 12, r. M. Curmoult
 94852 IVRY CEDEX
 (1990)

Reproduction interdite de tout article,
 sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
 et publications, n° 37 437
 ISSN : 0395-2037

Reproduction interdite de tout article,
 sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
 et publications, n° 37 437
 ISSN : 0395-2037

Reproduction interdite de tout article,
 sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
 et publications, n° 37 437
 ISSN : 0395-2037

Reproduction interdite de tout article,
 sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
 et publications, n° 37 437
 ISSN : 0395-2037

Reproduction interdite de tout article,
 sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
 et publications, n° 37 437
 ISSN : 0395-2037

Reproduction interdite de tout article,
 sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
 et publications, n° 37 437
 ISSN : 0395-2037

Reproduction interdite de tout article,
 sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
 et publications, n° 37 437
 ISSN : 0395-2037

Reproduction interdite de tout article,
 sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
 et publications, n° 37 437
 ISSN : 0395-2037

Reproduction interdite de tout article,
 sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
 et publications, n° 37 437
 ISSN : 0395-2037

Reproduction interdite de tout article,
 sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
 et publications, n° 37 437
 ISSN : 0395-2037

Reproduction interdite de tout article,
 sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
 et publications, n° 37 437
 ISSN : 0395-2037

Reproduction interdite de tout article,
 sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
 et publications, n° 37 437
 ISSN : 0395-2037

Reproduction interdite de tout article,
 sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
 et publications, n° 37 437
 ISSN : 0395-2037

Reproduction interdite de tout article,
 sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
 et publications, n° 37 437
 ISSN : 0395-2037

Reproduction interdite de tout article,
 sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
 et publications, n° 37 437
 ISSN : 0395-2037

Reproduction interdite de tout article,
 sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
 et publications, n° 37 437
 ISSN : 0395-2037

Reproduction interdite de tout article,
 sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
 et publications, n° 37 437
 ISSN : 0395-2037

Reproduction interdite de tout article,
 sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
 et publications, n° 37 437
 ISSN : 0395-2037

Reproduction interdite de tout article,
 sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
 et publications, n° 37 437
 ISSN : 0395-2037

Reproduction interdite de tout article,
 sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
 et publications, n° 37 437
 ISSN : 0395-2037

Reproduction interdite de tout article,
 sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
 et publications, n° 37 437
 ISSN : 0395-2037

Reproduction interdite de tout article,
 sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
 et publications, n° 37 437
 ISSN : 0395-2037

Reproduction interdite de tout article,
 sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
 et publications, n° 37 437
 ISSN : 0395-2037

Reproduction interdite de tout article,
 sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
 et publications, n° 37 437
 ISSN : 0395-2037

Reproduction interdite de tout article,
 sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
 et publications, n° 37 437
 ISSN : 0395-2037

Reproduction interdite de tout article,
 sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
 et publications, n° 37 437
 ISSN : 0395-2037

Reproduction interdite de tout article,
 sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
 et publications, n° 37 437
 ISSN : 0395-2037

Reproduction interdite de tout article,
 sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
 et publications, n° 37 437
 ISSN : 0395-2037

Reproduction interdite de tout article,
 sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
 et publications, n° 37 437
 ISSN : 0395-2037

Reproduction interdite de tout article,
 sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
 et publications, n° 37 437
 ISSN : 0395-2037

Reproduction interdite de tout article,
 sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
 et publications, n° 37 437
 ISSN : 0395-2037

Reproduction interdite de tout article,
 sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
 et publications, n° 37 437
 ISSN : 0395-2037

Reproduction interdite de tout article,
 sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
 et publications, n° 37 437
 ISSN : 0395-2037

Reproduction interdite de tout article,
 sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
 et publications, n° 37 437
 ISSN : 0395-2037

Reproduction interdite de tout article,
 sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
 et publications, n° 37 437
 ISSN : 0395-2037

Reproduction interdite de tout article,
 sauf accord avec l'administration

DATES

Il y a dix ans

L'attentat contre Jean-Paul II

« On n'a tiré sur le pape ! » Le cri fait d'abord le tour de la place Saint-Pierre, en ce mercredi 13 mai 1981, puis gagne les rues environnantes et tout Rome avant d'être repris par les radios, les télévisions et la presse pour être répandu dans le monde entier. Stupeur, incrédulité, indignation. Les mêmes réactions que celles qu'avait suscitées, trois ans auparavant, la mort subite de Jean-Paul I^{er} après un petit mois de pontificat. Avec de la colère en plus : on avait osé lever la main sur l'homme en blanc, symbole vivant de la charité. Le terrorisme se mêle au sacrilège !

Il est 17 h 17, précises. Lorsque Jean-Paul II, juché sur sa jeep blanche, parcourt, comme tous les mercredis, la foule des fidèles massée devant la basilique. Il serre les mains, embrasse les enfants, bénit les malades. Avant qu'il regagne l'estrade d'où il doit tenir son audience hebdomadaire traditionnelle, trois ou quatre coups de feu claquent. L'agresseur a tiré presque à bout portant. Le pape s'écroule, plié en deux, sa soutane blanche tachée de rouge.

C'est la panique. Les policiers italiens chargés de la sécurité du pape se précipitent sur la jeep, qui accélère brusquement. Deux touristes américains ont été blessés également. Une femme à la main, un homme plus grièvement. L'auteur de l'attentat, Mehmet Ali Agca, est arrêté. Menacé de lynchage par la foule déchaînée, il doit sa vie à deux agents de police italiens qui le ceinturent et l'emmènent. Jean-Paul II est aussitôt transporté à la clinique Gemelli. « Pourquoi ont-ils fait ça ? », murmure-t-il avant une intervention chirurgicale qui durera plus de quatre heures.

Pendant ce temps, devant le micro du pape, un prêtre répète en plusieurs langues aux gens toujours abasourdis qui remplissent la place : « Le Saint-Père a été blessé. Prions pour lui. Répondons ensemble le Pater et l'Ave Maria. » Hommes politiques, membres du gouvernement italien et chefs de parti défilent à la chioque pour exprimer leur horreur devant cet acte qualifié par le président de la République, M. Sandro Pertini, de « crime ignoble qui touche les sommets de la laïcité et de l'abjection ».

Les rumeurs les plus folles circulent. Le pape serait à l'agonie. Les Cassandres rappliquent, avec un plaisir morbide, les prophéties de Nostradamus : le pape élu l'année où sont morts successivement deux papes sera assassiné et cela annoncera le règne de l'Antéchrist. D'autres s'inspirent de la vacance du pouvoir au Saint-Siège. En fait, de sa chambre d'hôpital, Jean-Paul II continue à présider aux destinées de l'Eglise catholique. Le cas du « siège vacant », prévu par Paul VI, ne s'applique qu'à la mort d'un pape ou du moins à une incapacité telle qu'il ne peut plus exprimer sa volonté. C'est alors seulement que le gouvernement de l'Eglise est assuré par le camerlingue.

Qui est Mehmet Ali Agca ?

Pourquoi cet attentat ? Qui est ce mystérieux Mehmet Ali Agca ? Au Moyen Âge et surtout à la Renaissance, les papes étaient le cible d'intrigues politiques et plusieurs ont connu une mort violente par le poison ou l'épée. De nos jours, les papes comme toutes les personnalités publiques (banques d'Etat, vedettes du show-business) sont à la merci de terroristes ou d'illuminés. John Kennedy, Ronald Reagan et John Lennon en sont des exemples récents. De même, Paul VI échappa de justesse à un attentat lors d'une visite aux Philippines en 1970. Un poète surréaliste bolvien, Benjamin Mendoza y Amor, se précipita sur le pape avec un kris (poignard) et ne fut maîtrisé que grâce à l'agilité et à la force du garde du corps du pontife, Mgr Paul Marcinkus. Déjà en février 1981, lors du voyage de Jean-Paul II aux Philippines et au Japon, l'escalade de Karachi avait été endeuillée par l'explosion d'une bombe, placée dans une cage d'escalier du stade où la foule attendait le pape. L'attentat, qui a fait un mort et trois blessés, n'a jamais été revendiqué.

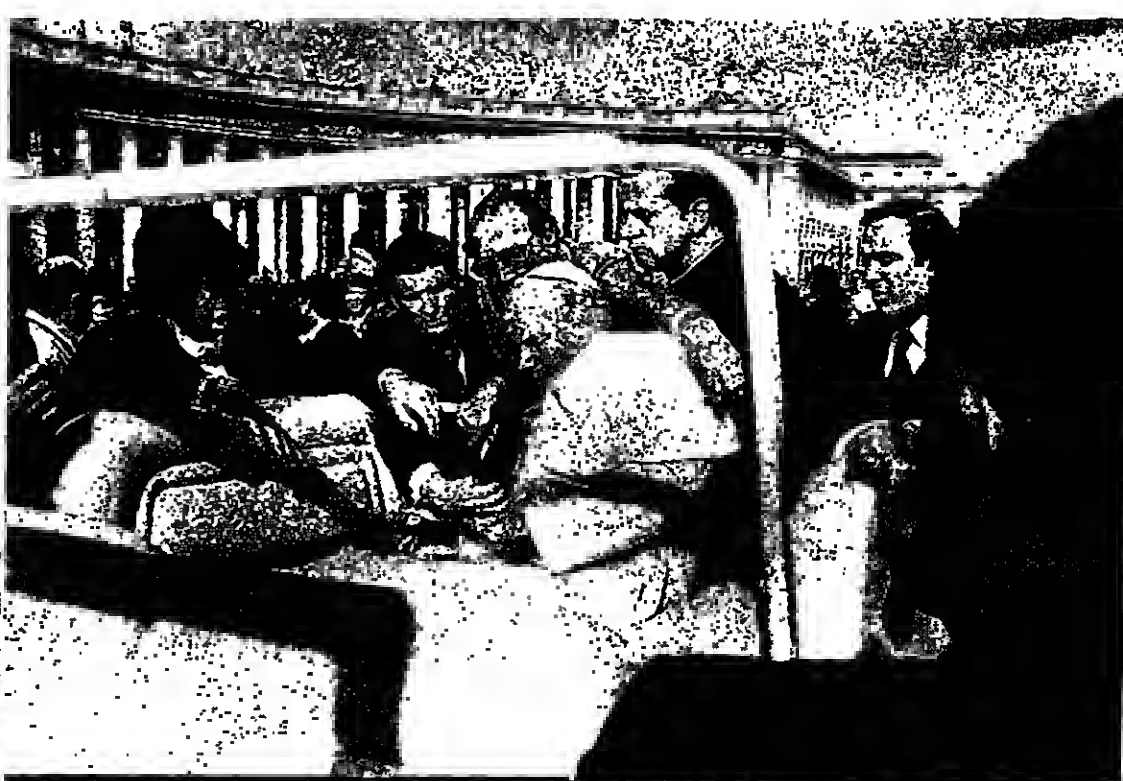
Quotidien à Agca, il n'était pas inconnu au bataillon. Le 27 novembre 1979, veille du voyage de Jean-Paul II en Turquie, le quotidien Milliyet publiait la lettre d'un terroriste de droite, Mehmet Ali Agca, menaçant de tuer le rédacteur en chef de ce journal d'Istanbul et qui venait de s'évader de prison. Lettre exaltée dans laquelle Agca menaçait d'assassiner le pape, « commandant masqué d'une croisade (...) si cette visite inopportune et non fondée n'est pas annulée ».

Recherché en vain par la police turque, c'est ce même Agca qui mit sa menace à exécution le 13 mai 1981.

Bien qu'Agca prétende, dans un premier temps, avoir agi seul, les magistrats romains au geste d'un isolé. Le mandat d'arrêt émis par le parquet de Rome cite six chefs d'accusation pour des délits commis « en concours avec des personnes inconnues » à Milan, Pérouse, Palerme, Rome, après la traversée de nombreux pays européens, Allemagne fédérale, Suisse, Espagne, cela fait évidemment beaucoup pour un solitaire sans argent et sans appuis. D'autant qu'il a toujours réglé ses notes d'hôtel en argent liquide.

La « filière bulgare »

La condamnation aux travaux forcés à perpétuité d'Ali Agca, en juillet 1981, ne résout pas de nombreuses énigmes. L'enquête, plutôt expéditive, n'a pas démontré l'existence d'un complot, mais alors comment expliquer ce geste, sinon par un déséquilibre mental ? Un homme qui déclare devant ses juges : « Au nom de Dieu omnipotent, j'annonce la fin du monde. Je suis Jésus-Christ réincarné ! » est-il fou ou sain d'esprit ? Un illuminé ou un dissimulateur rusé ?



D'abord, qui est exactement Mehmet Ali Agca ? Né à Hakimbun (Turquie) en 1958 dans une famille modeste, il entre à l'université d'Istanbul à dix-sept ans. Là, il devient un « loup gris » (selon la légende, les ancêtres turkmènes auraient été conduits jusqu'en Asie Mineure par une harde de loups) et entre au Parti d'action nationaliste, autocommuniste et antisocialiste, mêlé au trafic de drogue, d'armes et de cigarettes via Sofia, les services secrets bulgares, et dénonce trois agents présumés en poste à Rome, pour terminer par une déclaration qui conforte la thèse souvent évoquée (notamment par la télévision britannique en 1981) mais jamais démontrée : « L'ordre d'assassiner le pape est venu de l'ambassade soviétique à Sofia. »

C'est un salmigondis de faits précis et de mensonges flagrants. Au cours de l'instruction, il aurait donné cent vingt-huit versions, de son projet d'assassiner le pape. Assorties d'articles dans le Reader's Digest intitulé « L'homme qui voulait tuer le pape », où il s'efforce de démontrer que l'assassin turc avait été « programmé » dès sa jeunesse par les services secrets soviétiques. Thèse reprise par une coquette télévision, « The Man who Shot the Pope », écrite par Marvino Kalb et Bill McLaughlin pour la chaîne NBC. Paul Henze et Claire Sterling figurent au générique en qualité de consultants.

La riposte soviétique

Cette théorie n'explique ni l'amateurisme de l'attentat ni le fait qu'Agca n'a pas été aussitôt liquidé par le KGB. Autre bêtise, l'aveu du ministre de la Défense, Leho Legorin, que des agents secrets italiens avaient rendu visite à Agca alors qu'il était censé être maintenu en secret. Ce sont eux, selon le ministre, qui avaient persuadé le prisonnier de passer aux aveux en échange d'une réduction de sa peine. Toutes ses déclarations furent ainsi frappées de nullité et la « filière bulgare » rebornée. Pourtant, des personnalités aussi éminentes que Henry Kissinger ou Alexander Haig continuaient à tenir pour acquise la participation des services secrets soviétiques.

La polémique rebondit en 1983, lorsque

l'URSS sortit de son silence pour donner sa version des faits. La *Literaturny Gzeta* publia un long feuilleton de Jonas Andronov, « Sur la piste des loupes », qui accusait Paul Henze, l'inspecteur de la « piste bulgare », d'être l'instigateur d'un double complot : celui où le pape a failli perdre la vie, et celui des médias, destiné à désigner l'URSS et la Bulgarie comme auteurs du crime. Muet sur l'organisation de l'attentat, Andronov se contenta d'accusations sans preuves et d'insinuations vagues. A vouloir trop prouver, les deux thèses, l'américaine et la soviétique, s'annulent.

Sauf un élément troublant de dernière heure. Après un silence de dix ans, depuis sa fuite d'URSS, un ancien haut responsable soviétique du KGB, Viktor Ivanovitch Cheimov, a fait une déclaration fracassante à Washington, en mars 1990. Lors d'une conférence de presse, il a affirmé que c'était bien le KGB qui avait tout d'assassiner Jean-Paul II en mai 1981. Il a précisé en avoir été informé en 1979, alors qu'il se trouvait à Varsovie. Un ordre reçu de Moscou, a-t-il indiqué, demandait que l'on « obtienne le maximum d'informations sur les moyens de s'approcher physiquement du pape ». Et d'ajouter : « Cela signifiait qu'ils voulaient l'assassiner. » L'ordre recommandait l'utilisation de ressortissants étrangers, impossibles à lier aux services d'espionnage de l'URSS.

Quant à la victime, non seulement elle a pardonné à son agresseur, mais elle lui a même rendu visite en prison. En décembre 1983, Jean-Paul II s'est entretenu avec Ali Agca pendant une vingtaine de minutes. Que se sont-ils dit ? Malgré la tentative d'un quotidien turc de faire lire à des sourds-muets sur les lèvres d'Agca et du pape (l'entretien était filmé par la télévision), on ne saura rien. « Je lui ai parlé comme à un frère qui avait de ma confiance », a simplement déclaré Jean-Paul II.

Qui plus est, le pape déclara publiquement que la Vierge de Fatima, dont la première apparition aux trois petits bergers portugais a eu lieu le 13 mai 1917, avait « détourné de sa main » la balle de l'assassin, qui s'est touché au front. Lorsque Jean-Paul II visitera Fatima le 13 mai prochain, il pourra apercevoir cette balle, qu'il avait offerte à l'évêque de Leiria-Fatima, Mgr Alberto Cosme do Amaral. En effet, elle a été sentie dans le couroir de diamants et de pierres précieuses qui est placé sur la statue de la Vierge dans des occasions extraordinaires, comme « ex-voto du chef de l'Eglise catholique, qui a survenu miraculeusement à l'attentat d'il y a dix ans ».

ALAIN WOODROW

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h30

animé par
BERNARD KOUCHNER

Philippe CALONI

avec Dominique PENNEQUIN
 et Pierre-Marie CHRISTIN (RTL)
 André PASSERON
 et Eric FORTORINO (Le Monde)

en direct sur

RTL

صوتك من الامم

صكنا من الامل

ETRANGER

La visite de M. Bessmertnykh à Jérusalem

Soviétiques et Israéliens ont célébré dans les formes l'« événement historique »

A l'issue de sa visite en Israël, le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh, s'est rendu, vendredi 10 mai, au Caire - quatrième étape de sa tournée au Proche-Orient - où il devait s'entretenir dimanche avec le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker. Une rencontre qu'il devait avoir dans les jours prochains à Genève avec M. Yasser Arafat et être reportée sine die, et M. Bessmertnykh doit se rendre mardi au Liban.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Les symboles avaient en moins tant d'importance que les déclarations publiques : le drapeau à la faucille et à l'étoile de David sur la tribune de presse ; le Tupolev de l'Aéroport international sur le tarmac de l'aéroport Ben-Gourion ; la radio israélienne qui diffusait des chansons russes à longueur d'émissions, etc. Si la première visite jamais faite en Israël par un ministre soviétique des affaires étrangères, vendredi 10 mai, n'a duré que quelques heures, les autorités ont cependant célébré dans les formes « l'événement historique ».

An terme de quatre années de réchauffement continu des relations bilatérales, les Soviétiques ont donc brisé le « tabou » qu'ils s'étaient fixé, et qui était resté inviolé depuis 1948, ce dépechant M. Alexandre Bessmertnykh à Jérusalem. Avant tout, c'est ce geste qui a compté. Les Israéliens ont apprécié, sans être dupes sur le moment choisi : en se rendant au vendredi 10 mai, M. Bessmertnykh savait qu'il limitait à l'avance ses conversations, puis-que le shabbat interdit toute activité officielle à la tombée du jour.

Le reste fut sans surprise. Arrivé de Jordanie, le ministre soviétique a quitté Israël en milieu d'après-midi après quatre heures d'entretiens à Jérusalem, d'abord avec son homologue israélien, M. David Lévy, puis avec le chef du gouvernement, M. Itzhak Shamir. Des rares déclarations que MM. Bessmertnykh et Lévy ont bien voulu consentir à la presse, dont un fort contingent de journalistes soviétiques, il ressort que « l'amitié a été amicale et sérieuse » et - c'est peut-être le plus impor-

tant - que les deux parties ont décidé de maintenir le dialogue au plus haut niveau.

Prudent comme peut l'être un diplomate soviétique, M. Bessmertnykh s'est soigneusement refusé à prendre un engagement public et précis sur l'une des questions qui intéressaient le plus ses hôtes israéliens : la normalisation des relations diplomatiques avec l'élevation des représentations dans les deux pays du niveau consulaire à celui des ambassades.

« Une marge d'amélioration »

« On s'en rapproche de plus en plus, cela va venir », a-t-il dit, sans avancer la moindre date. Visiblement, les Soviétiques se ménagent une marge de manœuvre et de pression en gardant en réserve cette ultime étape de la normalisation.

Rompues par l'URSS au lendemain de la guerre israélo-arabe de juin 1967, les relations diplomatiques ont été rétablies en juin 1967, avec l'ouverture d'une mission consulaire soviétique à Tel-Aviv, puis d'un consulat israélien à Moscou. Depuis, a rappelé le diplomate soviétique, « le développement des relations bilatérales a été continu et satisfaisant ». « Il y a encore une marge d'amélioration », a-t-il poursuivi, mais, d'ores et déjà, le nombre de projets de coopération mis en chantier dépasse ce que nous avons avec bien d'autres

pays ».

Prudence encore sur la question du lien entre l'émigration des juifs soviétiques et les implantations israéliennes dans les territoires occupés. Comme s'il avait décidé, à l'occasion de cette tournée proche-orientale, de ne dire à ses interlocuteurs que ce qu'ils souhaitent entendre, M. Bessmertnykh s'est catégoriquement refusé à répéter ou à confirmer les propos qu'il avait tenus la veille : lors d'une conférence de presse à Amman, il avait averti que l'URSS pourrait fermer les portes de l'émigration si les Israéliens poursuivaient la colonisation de la Cis-jordanie et de la bande de Gaza.

« Ni menace ni pression »

Le ministre soviétique s'est, cette fois, borné à indiquer que l'émigration était avant tout le résultat de la démocratisation en URSS, laissant entendre qu'elle ne dépendait donc pas de considérations de politique étrangère. Dans les discussions en cours pour la recherche d'une formule de négociation régionale, a-t-il précisé, il n'est pas question « d'exercer des pressions artificielles sur les participants ». A en croire M. Avi Pazner, un conseiller du premier ministre, M. Bessmertnykh a garanti que l'émigration des juifs soviétiques se poursuivrait sans entrave.

« Il n'y a eu ni menace ni pression », a récapitulé M. Lévy, en

□ KOWEÏT : Washington appelle au respect des droits de l'homme. - Les Etats-Unis ont appelé le Koweït à faire en sorte qu'à partir du samedi 11 mai les procès des personnes accusées d'avoir collaboré avec l'Irak pendant l'occupation de l'émirat se déroulent de manière « équitable et prompte ». « Nous avons dit de manière continue au gouvernement koweïtien l'importance de respecter les droits de l'homme et les principes de la procédure légale dans les accusations de collaboration et d'abus durant l'occupation irakienne », a indiqué le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher. - (AFP)

□ Deux démineurs français grièvement blessés au Koweït. - Deux sous-officiers du 17^e régiment du génie parachutiste (RGPA) basé à Montauban (Lot-et-Garonne), les sergents Jean-Michel Chasseigne et Fabrice Toussiot, ont été grièvement blessés, jeudi 9 mai, à Koweït, par un engin explosif lors

d'une opération de destruction de munitions. Selon le ministère de la défense, leurs jours ne sont pas en danger. Après une intervention chirurgicale à Koweït, les deux hommes ont été rapatriés par avion, vendredi 10 mai, vers la France. Le 29 avril, un légionnaire du 6^e régiment étranger du génie (REG) avait été mortellement blessé en déclenchant par accident la mise à feu d'un engin explosif au Koweït. - (AFP)

□ Un Palestinien de quinze ans tué par des soldats israéliens. - Dans un camp de réfugiés proche de Naplouse, dans le nord de la Cis-jordanie, un Palestinien de quinze ans a été tué par balles, vendredi 10 mai, par des soldats israéliens, a-t-on appris de source palestinienne. A la suite de ce décès, de violents affrontements entre manifestants palestiniens et soldats ont éclaté à Naplouse et deux Palestiniens ont été blessés et hospitalisés. - (AFP)

saluant, plus chaleureusement que ne l'aurait fait un responsable de la gauche, « la contribution soviétique en faveur de la paix » au Proche-Orient. Avec des formules floues et précautionneuses, M. Bessmertnykh a fait part, de son côté, d'un vague optimisme quant à la relance d'un processus de paix. « Il y a aujourd'hui l'occasion d'avancer vers un règlement, on discute des moyens de réunir une conférence de paix », a-t-il dit ; les chances de mettre en route une négociation sont bonnes, assez sérieuses.

Cela confirme sans doute que l'URSS est un acteur à part entière dans les efforts entrepris par les Etats-Unis pour réunir une conférence régionale regroupant Arabes et Israéliens sous les auspices de Washington et de Moscou. Au-delà de cette constatation toutefois, les positions de l'Etat hébreu et de l'URSS paraissent toujours aussi éloignées. Significativement, M. Bessmertnykh parle de « conférence régionale », comme les Américains et les Israéliens. La formule du ministre soviétique laisse entendre que Moscou ne veut pas tout à fait abandonner son projet de « conférence internationale » réunissant les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU et toutes les parties en conflit, y compris l'OLP - une proposition qu'Israël considère comme parfaitement irrecevable.

Autre point de contentieux entre l'URSS et Israël : les ventes d'armes soviétiques aux pays qui maintiennent l'état de guerre avec l'Etat hébreu. Le ministre de la défense, M. Moshe Arens, relevait cette semaine : « C'est bien l'URSS qui reste l'un des plus grands fournisseurs d'armes de la région ». Les circuits peuvent être indirects, ils sont tout aussi inquiétants pour les Israéliens : « J'espère que l'URSS fera pression sur la Corée du Nord pour qu'elle abandonne le projet de vendre des missiles Scud-B à la Syrie », avait ajouté M. Arens. Comme M. Bessmertnykh faisait observer, vendredi, que les Arabes, eux, avaient peur des capacités militaires d'Israël, M. Lévy a assuré que l'Etat hébreu était prêt à conclure un pacte de non-agression avec ses voisins.

ALAIN FRACHON

Après le refus irakien d'une force de police de l'ONU

Washington pourrait avoir recours à une nouvelle résolution du Conseil de sécurité

Les Etats-Unis pourraient demander au Conseil de sécurité de l'ONU de voter une résolution autorisant l'envoi d'une force de police dans le nord de l'Irak pour protéger le retour des réfugiés kurdes chez eux et permettre le départ des forces américaines de cette zone, a indiqué vendredi soir 10 mai, le secrétaire d'Etat américain M. James Baker. Dans les milieux diplomatiques de l'ONU, on juge toutefois difficile l'adoption d'une nouvelle résolution du Conseil en raison des positions très réservées de l'URSS et de la Chine à l'égard d'un nouveau texte qui accroîtrait l'intervention étrangère en Irak.

NEW-YORK

de notre correspondant

Au lendemain de son entrevue avec M. George Bush, au cours de laquelle il a informé le président américain du refus de Bagdad d'autoriser le déploiement d'une force de police de l'ONU dans le nord de l'Irak, le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Pérez de Cuellar, a expliqué, vendredi 10 mai, qu'il ne lui était pas possible de prendre lui-même la décision et que celle-ci relevait donc d'une nouvelle résolution du Conseil de sécurité.

Pour les représentants occidentaux, le seul moyen de sortir de l'impasse est effectivement de recourir à cette dernière solution. Mais, en l'état actuel des discussions, un nouveau texte se heurterait à une opposition catégorique des Chinois, qui ont déjà discrètement informé les membres du Conseil. Opposition qui tient

autant à des raisons de principe (la Chine s'est abstenue lors du vote de la précédente résolution - 688 - sur la situation des réfugiés) qu'à l'irritation que manifeste en ce moment Pékin à propos des conditions posées par Washington à l'octroi à la Chine de la clause de la nation la plus favorisée.

« La carte du pire »

Pour leur part, les Soviétiques sont également très réticents et il faut compter aussi avec la grande prudence observée par d'autres pays représentés au Conseil de sécurité, en dehors des cinq membres permanents. Ce qui incite un observateur au Conseil à prédire qu'une telle résolution « ne recueillerait pas le minimum de neuf voix nécessaires à son adoption ».

Ce qui explique que Bagdad « joue la carte du pire en espérant que la situation tournera à son avantage » comme l'estime un haut fonctionnaire. « Accepter maintenant une présence militaire onusienne, c'est prendre le risque qu'elle reste très longtemps sur place. En revanche, il est plus facile pour l'Irak de laisser la coalition armée s'embourber chaque jour un peu plus dans le nord du pays pour finir par décider de partir ou plus vite. Comme les Américains l'ont fait à Beyrouth », explique-t-il.

Sentant le danger, Washington a aussitôt réagi au refus de Bagdad. Se disant « gravement préoccupé », par cette réponse négative à une présence onusienne, un porte-parole de l'administration américaine a fermement invité, le 10 mai, l'Irak « à reconsidérer son refus ». Sans préjuger la suite à donner à cette première « rébellion » de Saddam Hussein depuis la mise en application du cessez-le-feu.

S. M.

Londres s'opposera à tout assouplissement des sanctions contre l'Irak « aussi longtemps que Saddam Hussein sera au pouvoir »

Le premier ministre britannique, M. John Major, a assuré, vendredi 10 mai, que son pays s'opposerait à toute atténuation des sanctions contre l'Irak tant que le président Saddam Hussein serait au pouvoir. « La Grande-Bretagne opposera son veto à toute résolution de l'ONU destinée à assouplir le régime de sanctions que nous avons mis en place ; cela aussi longtemps que Saddam Hussein restera au pouvoir », a-t-il dit lors d'un congrès

du Parti conservateur, à Perth, en Ecosse.

Selon le premier ministre britannique, Londres est décidée à faire en sorte que l'Irak ne puisse pas reconstruire sa machine de guerre. « Nous devons faire en sorte, par tous les moyens possibles, que l'Irak ne puisse jamais retrouver sa capacité à menacer ses voisins avec des armes nucléaires, chimiques ou biologiques », a ajouté M. Major. - (Reuters)

DIPLOMATIE

Avant la reprise des négociations sur l'Espace économique européen

La Suisse estime que son adhésion à la CEE doit être « étudiée en priorité »

Une adhésion de la Suisse à la CEE « devient l'option à étudier en priorité », a déclaré le gouvernement helvétique dans un communiqué publié, vendredi 10 mai, à Berne, avant la reprise, lundi, à Bruxelles, des négociations entre les Douze et les Six

de l'Association européenne de libre-échange (ALEE) sur l'Espace économique européen (EEE).

Le Conseil fédéral a fait savoir qu'il entendait poursuivre ces négociations jusqu'à leur terme, mais « sans illusion », compte tenu

des obstacles à surmonter pour aboutir à un « traité équilibré ».

En cas d'échec, la Suisse recherchera de nouvelles formules d'accord pour se rapprocher de la CEE, mais se refuse à une « adhésion précipitée ».

BERNE

de notre correspondant

Les Suisses, qui attendaient une prise de position claire de leur gouvernement en faveur de l'adhésion à la CEE, en ont été pour leurs frais. Alors que depuis plusieurs semaines une partie de la presse avait entretenu le suspense, Berne hésite toujours à franchir le pas décisif, même si l'idée de l'adhésion est en train de gagner du terrain.

« Hâte-toi lentement » : ainsi pourrait se résumer la politique du Conseil fédéral à l'égard de la construction européenne. Sous la pression des événements, et tenant compte d'une sensible évolution dans l'opinion publique, il a sans doute amorcé un nouveau virage en direction de la CEE. Mais la position gouvernementale, telle qu'elle a été présentée par les ministres de l'économie, M. Jean-Pascal Delamu-

raz, et des affaires étrangères, M. René Felber, s'inscrit bien dans la traditionnelle circonspection et l'art du compromis helvétiques.

Soucieuse de préserver sa neutralité et ses institutions, la Suisse avait d'abord espéré parvenir à des arrangements avec la CEE - sans passer nécessairement par l'adhésion - en participant aux négociations sur la création de l'EEE.

« Avancer à reculons »

Mais ces pourparlers n'ont pas répondu à l'attente de Berne et, dans sa forme actuelle, le futur traité n'aurait guère de chance d'obtenir l'approbation populaire. Excluant d'emblée des velléités isolationnistes, le gouvernement helvétique a donc envisagé d'accorder la priorité à la perspective d'une adhésion à la CEE, ont expliqué MM. Delamuraz et Felber, qui représenteront la Suisse à la réunion ministérielle de Bruxelles.

Les deux ministres ont souhaité qu'un grand débat s'engage dans le pays sur l'avenir européen de la Confédération et qu'une éventuelle adhésion se fasse « sans précipitation ». Le gouvernement ne veut pas forcer la main à la population, qui décidera en dernier ressort, une éventuelle adhésion de la Suisse à la CEE dépendra de l'évolution de l'opinion. Pour la première fois, un récent sondage a fait apparaître une majorité de 54 % de Suisses favorables à l'entrée dans la CEE, avec une proportion de 74 % parmi les francophones, et de 47 % dans les régions de langue allemande. Mais le Conseil fédéral n'entend pas prendre le risque d'être désavoué par les électeurs, comme ce fut le cas lors du référendum sur l'adhésion de la Confédération aux Nations unies. Si les radicaux et les démocrates du centre ont salué cette prudence, deux autres partis gouvernementaux, les socia-

listes et les démocrates-chrétiens, auraient, au contraire, souhaité un peu plus d'audace. Un député radical de Genève a, pour sa part, reproché au gouvernement « d'avancer à reculons vers l'Europe ».

JEAN-CLAUDE BUHRER

□ Une majorité d'Autrichiens restent opposés à une adhésion à la CEE. - Un référendum sur l'adhésion de l'Autriche à la CEE « donnerait aujourd'hui un résultat négatif », selon un sondage publié vendredi 10 mai à Vienne. Pour 94 % des 1 723 personnes interrogées, la suppression des limitations du transit, consécutive à l'adhésion, serait un inconvénient ; 81 % redoutent un « assouplissement » des lois écologiques ; 74 % craignent la vente de propriétés foncières aux étrangers et 64 % estiment que la neutralité est plus importante pour l'Autriche que son adhésion. - (AFP)

Document

La décennie Mitterrand

racontée par

Jacques

Attali

Jean-Louis

Bianco

GLOBE

de mai

AMÉRIQUES

Etats-Unis : la résistible chute de Clark Clifford

L'une des grandes figures du Parti démocrate est impliquée dans un scandale de « narcodollars »

Avocat réputé pour l'étendue de ses relations et grand serviteur du Parti démocrate, M. Clark Clifford est aussi le patron de la First American Bankshares, l'un des principaux établissements bancaires de Washington. C'est cette dernière fonction qui lui vaut d'être éblouissant par les sifflets du scandale de la BCCI, une banque luxembourgeoise soupçonnée de blanchir l'argent de la drogue. Le département de la justice, un tribunal de New-York et la Réserve fédérale mènent une triple enquête sur les relations véritables entre les deux établissements et leurs dirigeants. Une affaire qui vient au plus mauvais moment pour le Parti démocrate, décapité par la victoire de M. Bush dans la guerre du Golfe.

NEW-YORK

de notre correspondant

« Je ne sors pas... J'ai été abusé... Mo confondu et trahi ». Il y avait quelque chose de pitoyable à voir l'un des avocats les plus respectés et redoutés de l'établissement washingtonien contraindre récemment d'assurer lui-même sa défense devant les caméras de la chaîne CBS. Depuis quelques jours, le piège a commencé à se refermer sur Clark Clifford. A tel point que certains se demandent si ce fidèle serviteur de l'Etat et de quantité de présidents des Etats-Unis depuis un demi-siècle, l'une des figures marquantes du Parti démocrate, ne va pas voir bientôt sa brillante carrière de *lawyer* et de grand banquier brutalement interrompue par la justice. Et ce en raison des relations coupables que la First American Bankshares, sa banque, entretenait avec la Bank of Credit and Commerce International, un établissement luxembourgeois dont les ramifications, étendues à de nombreux pays, dont les Etats-Unis, servaient au blanchiment des narcodollars en provenance du cartel de la drogue colombienne.

A quatre-vingt-quatre ans, Clark Clifford reconnaît qu'il vit actuellement « la période la plus difficile ». De fait, son parcours professionnel et politique sans faute le plaçait au-dessus de tout soupçon. Confident du président Harry Truman dont il rédigeait les discours durant l'après-seconde guerre mondiale, procureur-général et ami de John Kennedy, sa fidélité au Parti démocrate lui vaudra d'obtenir le secrétariat à la défense sous l'administration Johnson avant de devenir, bien plus tard, l'ambassadeur spécial de M. Jimmy Carter.

Celui que l'on a tout fait de baptiser « The Washington Monument » est aussi une personnalité du monde politique et des représentants des firmes américaines et étrangères qui finit antichambre dans son cabinet de Connecticut Avenue, à l'enseigne Clifford & Warnke, aurait pu se contenter de cette légitimité. Mais les mystérieux dirigeants de la BCCI devaient en décider autrement. Depuis longtemps, cette banque, créée en 1972 avec des pétrodollars par Agha Hassan Abedi, un banquier pakistanais lié à l'ancien général Zia et qui s'était mis en tête d'offrir ses services au tiers-monde n'a les crédits sur les créances en créant une fondation à cet effet) mais aussi, plus prosaïquement, aux riches émirs du pétrole, voulait prendre pied aux Etats-Unis. Et tout particulièrement à New-York, capitale des transactions financières internationales.

Bert Lance, une relation commune

En 1975, la BCCI échoue toutefois dans une première tentative pour s'emparer de Financial General Bankshares, un établissement installé à Washington. Deux ans plus tard, Agha Hassan Abedi décide en lançant cette fois une offre publique d'achat hostile sur la même banque. Une opération réussie grâce au soutien financier de la Kuwait International Finance, une société financière gérée par Ghaith Pbaraon et avec l'assistance juridique de Clark Clifford. Ce dernier et Hassan Abedi se sont connus grâce à une relation commune, Bert Lance, le directeur du budget de l'époque dont le président Carter devra se séparer par la suite après la faillite d'un établissement bancaire dans lequel il avait des intérêts. M. Abedi et la BCCI - les

deux ne font qu'un - ont le sens du devoir. Ils donnent un discret coup de main à Bert Lance pour le sortir de ses difficultés financières, ils aident le financier saoudien Ghaith Pbaraon, un intermédiaire que l'on retrouvera des années durant dans quantité de contrats conclus avec l'Arabie saoudite, à acquérir la National Bank of Georgia (la banque détenue jusqu'à par l'ancien directeur du budget de Jimmy Carter) et, enfin, ils proposent en 1981 à Clark Clifford de prendre la présidence de la Financial General Bankshares, l'établissement convoité qui sera rebaptisé First American Bankshares.

Pour en arriver là, compte tenu de la fronde des anciens actionnaires de Financial General et de l'opposition de la commission boursière américaine qui dénonce le manque de transparence des structures et des comptes de la BCCI, Clark Clifford a dû se battre. Aujourd'hui, il affiche un triomphe modeste. « Nous avons fait la tournée du gouvernement, du département d'Etat et du Trésor pour savoir quelle serait leur attitude à l'égard du rachat d'une banque américaine par des intérêts étrangers. Nous n'avons pas rencontré d'objection », raconte-t-il. « Cela peut se comprendre. A l'époque, les Etats-Unis envoyaient entre 60 et 80 milliards de dollars par an dans la région et les autorités voulaient que une partie de cet argent revienne dans le pays », ajoute-t-il.

Des chèques libellés par Manuel Noriega

Avec le concours de son associé, le plus fidèle au cabinet d'avocats, Robert Altman, aussitôt promu directeur général de la nouvelle banque, Clark Clifford s'empresse de développer la nouvelle acquisition de M. Abedi. En quelques années, la First American Bankshares, qui a repris la National Bank of Georgia dont Ghaith Pbaraon ne veut plus, va se hisser parmi les cinquante premières banques américaines. Et que de classement, certes, mais l'établissement qui emploie 9 000 personnes affiche fin 1990 environ 11 milliards de dollars d'actifs et dispose d'un réseau de près de 300 succursales réparties pour l'essentiel à Washington, à New-York et dans les Etats du Sud, notamment en Floride d'où proviendront les malheurs du célèbre homme d'affaires devenu banquier.

C'est ainsi qu'à Tampa, en octobre 1988, a lieu un étrange transfert de trésorerie pour transférer des quantités de drogue par les douanes américaines, une collusion « d'intérêts » a pu être établie non seulement avec la BCCI mais, aussi, par ricochet, avec la First American Bankshares. Non seulement l'union précoce entre Robert Altman et Kathleen Erickson n'a pas été menée à terme, mais les deux faux fiancés - et véritables agents du FBI - aidés par une escouade de policiers, ont réussi à passer les menottes à tous les invités. Une opération rondement menée par les douaniers américains avec le concours des forces françaises, britanniques, suisses, luxembourgeoises à l'issue de près de deux ans d'enquêtes et de filatures dans la trentaine de pays où la Bank of Credit and Commerce International a ses antennes.

La « Cocaine-Chase », selon son nom de code, a fait tomber à cette occasion quelques petits bonnets de la drogue et plusieurs responsables de la BCCI qui, finalement, acceptèrent de plaider coupable et seront condamnés à des peines de prison pour avoir blanchi des coca-dollars. Mais le coup de filet a surtout semé l'effroi à Washington où le tandem Clifford-Altman s'empresse de nier tout lien d'intérêt entre la First American Bankshares et la BCCI, désormais *persona non grata*. Tout en continuant à confier au cabinet Clifford & Warnke le soin de défendre les inculpés de la banque luxembourgeoise. Au grand dam des dignitaires du Parti démocrate qui s'inquiètent de l'effet que peut avoir sur leurs troupes la conduite de leur doyen d'âge. D'autant que celui-ci joue de malchance. Lors de sa minutieuse enquête sur le blanchiment de la drogue, la sous-commission ad hoc constituée par M. John Kerry, sénateur démocrate du Massachusetts, découvre des chèques portant sur quelques milliers de dollars et libellés par Manuel Noriega, l'excitateur panaméen, considéré lui aussi comme un narcodollars et dont les autorités militaires américaines réussissent à s'emparer en décembre 1989.

Des montants minimes mais qui prouvent que « Tête d'ananas »,

ainsi que le surnommaient ses compatriotes, a fait transiter ces chèques par l'intermédiaire d'un compte détenu par la BCCI à la First American Bankshares. A cette évocation, Clark Clifford retrouve son mordant. « Ce sont seulement cinq chèques sur des millions de chèques qui transitent par la First American. De toute façon, dites-vous bien que même si nous avions remorqué ces transferts, cela n'aurait fait aucune différence. A l'époque, Manuel Noriega figurait sur les feuilles de paie du gouvernement américain... » L'argument ne semble avoir convaincu ni le département de la justice ni les tribunaux de New-York et encore moins la Réserve fédérale qui cofinane tous les grands holdings bancaires. A New-York, M. Robert Morgenthau, l'un des principaux juges new-yorkais spécialisés dans les affaires de blanchiment de l'argent de la drogue, a confirmé récemment que la BCCI détenait en fait le contrôle de la First American, ce qui implique maintenant de sérieux ennuis pour ses deux agences de Manhattan, rachetées à Bankers Trust, et qui constituent l'une des pièces maîtresses du dispositif. A Washington, les autorités fédérales bancaires ont admis à présent l'argumentaire du juge Morgenthau.

Début mars, le conseil de la Réserve fédérale a donné l'ordre à la BCCI de cesser toute activité aux Etats-Unis et de céder toutes les actions « directement ou indirectement » en sa possession et qui auraient pu lui assurer le contrôle de la First American. Un contrôle d'autant plus aisé à dissimuler que la First American Bankshares Corp est cofinancée par une société-holding, la First American Bankshares Inc, elle-même détenue par une seconde holding, la Credit and Commerce American Holdings

NV, dont le siège social est aux Antilles néerlandaises, pour le fiscal bien connu et où les liens établis de longue date avec la BCCI seraient difficiles à prouver.

« J'ai été utilisé »

Face à cette cascade de « révélations » des autorités bancaires fédérales qui ne semblent avoir surpris que M. Clifford et Altman, l'avocat, qui a encore fière allure, ne cache pas son amertume. « Je ne sais tout cela que depuis deux mois. J'ai été utilisé par ces gens qui voulaient tirer profit de la réputation que j'avais à Washington... »

Le fait d'en parler déjà au passé confirme le discrédit dont pâtit dorénavant M. Clifford au regard de ses anciennes relations d'affaires et de ses amis politiques. Mais il est déjà avéré que les deux hommes ont menti au juge fédéral qui les interrogeait sur leurs liens réels avec la banque luxembourgeoise. D'où l'impression générale que M. Clifford s'est laissé « abuser » beaucoup plus qu'il n'a été manipulé.

Ce que peosent déjà plusieurs membres de la commission bancaire de la Chambre des représentants qui, le 12 avril dernier, a annoncé à M. Clark Clifford et Robert Altman qu'elle allait leur demander de venir expliquer devant cette commission comment, co-titulaire de leurs déclarations, la « banque des narcodollars » est devenue propriétaire d'un des principaux établissements bancaires américains.

SERGE MARTI

ASIE

INDE

Tension entre Islamabad et New-Delhi à propos du Cachemire

Le ton monte depuis quelques jours entre Islamabad et New-Delhi à propos du Cachemire. Le premier ministre indien, M. Chandra Shekhar, a menacé le Pakistan, vendredi 10 mai, de « payer un prix élevé » s'il ne s'abstenait pas d'envoyer des « infiltrateurs et des saboteurs » de l'autre côté de la frontière.

NEW-DELHI

de notre correspondant

Selon M. Chandra Shekhar, l'Inde ne tolérera pas davantage de « méaventures » comme celle qui s'est déroulée la semaine dernière lorsque, selon lui, un groupe de militants cachemiris entraînés au Pakistan a tenté de franchir la frontière. Au cours de cet incident, les troupes indiennes auraient tué soixante-dix « terroristes ». « Aucun pouvoir sur terre », a affirmé M. Chandra Shekhar, « ne peut séparer le Cachemire de l'Inde ».

A Islamabad, le chef de l'armée, le général Aslam Beg, a indiqué que les récentes escarmouches de part et d'autre de la « ligne de contrôle » avaient accru la tension entre les deux pays, ajoutant que le Pakistan était pleinement capable de faire face à toute menace. Selon le quotidien pakistanaï *The News*, ordre a été donné aux familles des soldats stationnés en Azad Kashmir (Cachemire « libre », côté pakistanais) de quitter la zone en raison des tirs de l'artillerie indienne. Selon un autre quotidien d'islamabad, *The Muslim*, 30 000 personnes auraient déjà obtenu l'ordre.

Cette escalade verbale intervient alors que les relations entre les deux pays s'étaient plutôt améliorées ces derniers mois. Mais New-Delhi soupçonne son voisin de

vouloir créer un climat de violence dans la vallée pendant la période électorale. Il est maintenant établi que les militants cachemiris disposent de camps d'entraînement en territoire pakistanais, notamment dans les zones tribales qui séparent le Pakistan de l'Afghanistan.

A Srinagar, les affrontements entre militants indépendantistes et forces de l'ordre se font chaque jour plus violents, les premiers ayant désormais recouru à des armes semi-lourdes (mitrailleuses et lance-roquettes), les seconds se laissant entraîner à une répression de plus en plus féroce et aveugle et multipliant, selon les organisations de défense des droits de l'homme, les exécutions sans procès et les viols.

L'organisation américaine *Asia Watch* estime que, depuis le début de l'année 1990, les forces de l'ordre ont exécuté environ deux cents personnes, et dénonce un large recours à la torture. Les indépendantistes, ajoute *Asia Watch*, sont eux aussi responsables d'exécutives et d'assassinats, et n'hésitent pas à utiliser des explosifs dans les lieux publics.

L. Z.

○ CORÉE DU SUD : nouvelle tentative d'immolation par le feu. - Un ouvrier sud-coréen de vingt ans a tenté, vendredi 10 mai, de s'immoler par le feu pour protester contre le régime du président Roh Tae-woo. Il s'agit du cinquième geste suicidaire au cours des deux dernières semaines. Trois contestataires ont péri. Le jeune Yoon Yong-soo s'est aspergé de dissolvant pour peinture sur un campus universitaire de Kwangju (Sud-Ouest). Il y a mis le feu après avoir crié « A bas le régime Roh ! », a rapporté la presse. Hospitalisé, il est dans un état grave. - (AFP)

AFRIQUE

Mauritanie : des militaires en tenue de démocrates

Après de sanglants règlements de comptes, le président Ould Taya s'oriente vers une libéralisation du régime, mais des résistances demeurent

NOUAKCHOTT

de notre envoyé spécial

« Adhésion à un mouvement clandestin », « activisme », « contacts douteux » ou simplement « mauvaises manières de servir » : ces confessions extorquées ont valu à plusieurs centaines de militaires négro-africains une fois malmenés et libérés, d'être « rayés du contrôle » ou envoyés en « permission de détention ». Au dire du lieutenant-colonel Cheikh Ould Baba, ministre de l'Intérieur, beaucoup sont impliqués dans une « conspiration de très grande envergure », déjouée, fin novembre, qui visait, tout bonnement, à « détruire la quasi-totalité du pays ».

Ces accusations porteraient à sourire si elles n'avaient « justifié » l'arrestation d'au moins mille cinq cents Négro-Africains, essentiellement des militaires, et la « disparition » de quelque cinq cents « complices ». L'Union des travailleurs de Mauritanie (UTM) a réclamé, dans un communiqué, un « procès public » pour les auteurs de ce « véritable génocide » et la constitution d'une commission d'enquête indépendante. Comme l'a demandé, dans une lettre ouverte au chef de l'Etat, un groupe de cinquante personnalités très en vue.

Des tenants du panarabisme - baasistes - nassériens - qui ont repris du poids, depuis deux ans, à la faveur du conflit avec le Sénégal, sont-ils à l'origine de ces nouvelles exactions contre des membres de la communauté négro-africaine ? On l'a jugé le moment opportun pour connaître leur forfait, alors que tout le monde avait les yeux fixés sur le Golfe ? Toujours est-il que ces massacres plongent dans l'embarras le colonel Maouya Ould Taya, le chef de l'Etat, dont on mesure mal encore la part de responsabilité.

Des officiers ont déjà été sanctionnés avant même que la commission militaire d'enquête n'ait rendu ses conclusions, qui seront gardées secrètes. Le colonel Ould Taya s'est borné, pour le moment, à « ne pas exclure » qu'il ait pu y avoir des « baasistes ». Mais, soucieux de ménager l'honneur de ses frères d'armes - qui l'ont porté au pouvoir en décembre 1984 - et de mériter leur confiance, il refuse à quelque

« étranger » que ce soit le droit de mettre son nez dans les affaires de l'armée.

Au sein de toutes les communautés ethniques, arabo-berbère et négro-africaine, commence à s'exprimer un sentiment de « révolte » à l'encontre de la gent militaire. « Il n'est plus possible que l'armée continue à gouverner », lance M. Ould Mohamed Ragbi, secrétaire général de l'UTM, qui l'accuse d'entretenir les querelles raciales, la rend responsable de l'isolement diplomatique et du marasme économique dont souffre le pays. « Ils doivent se retirer de l'honneur », ajoute-t-il, pour y mettre la forme.

Appelés à d'autres fonctions

Le retour, dans les casernes, des militaires, aux affaires depuis treize ans, est resté maître du jeu, et ses adversaires, qui tentent de reprendre l'initiative. Le chef de l'Etat, qui refuse de réunir une conférence nationale, veut brusquer les choses, réduire, autant que possible, la période de transition, pour ne pas donner aux opposants, qui commencent à montrer les dents, le temps de s'organiser.

Des Arabes de seconde zone

Les opposants craignent que le contenu de ces réformes politiques ne leur échappe. Ainsi, se plaçant dans le pas des associés à la rédaction de la Constitution et évoquant « la nécessité de créer une coordination et de s'entendre sur une plateforme ». Du coup, des alliances objectives se négocient, toutes communautés ethniques confondues, dont on ne peut juger de la solidité. A considérer le peu de respect que ses compatriotes ont pour la chose publique, M. Moustapha Ould Abdelkader, ministre de l'Hydraulique, se dit « pas très optimiste » sur la suite des événements.

A vrai dire, une certaine panique

a commencé de gagner les rangs des Beydanes face au vent de fronde qui se met à souffler dans la population haratine, composée des descendants des esclaves noirs qui, à tous points de vue, avait été son sort au sein. Les Maures blancs réalisent ainsi que si cette « révolte des guezels » prend corps, ils n'auront plus, à eux seuls, les moyens de se maintenir au pouvoir.

« Nous ne voulons plus être des Arabes de seconde zone, qui ne profitent de rien, qui ne participent à rien et qui font l'ombre », affirme, avec un accent populiste, M. Messoud Ould Boukhair, chef de file des Maures noirs contestataires et membre-fondateur du mouvement clandestin El Hor (la Liberté). « Les Beydanes me reprochent de flirter avec les Négro-Africains », raconte-t-il, de jouer le diviseur de la communauté arabe.

De peu noire mais de culture arabe, les Haratines aspirent à devenir une force autonome. « Nous sommes le ciment de l'unité nationale », déclare M. Ould Boukhair, qui a l'ambition de réunir tous les débris du système actuel : nomades, prolétaires, blancs et noirs, que la sécheresse a poussés vers les bidonvilles de Nouakchott, Négro-Africains, éternels souffre-douleur du régime, et même Beydanes, amers de constater que la petite tribu des Smacides - celle du chef de l'Etat - a accaparé le pouvoir politique et économique.

Pour le moment, les contestataires partagent un même souci : « faire sauter le régime », disqualifié, à leurs yeux, pour piloter le processus de démocratisation, habillé qu'il est à user de « méthodes arbitraires, dictatoriales et intolérantes ». Si cet élan unitaire se concrétise, permettra-t-il de gommer une bonne fois pour toutes, les divisions ethniques et de bâtir enfin, trente ans après l'indépendance, un Etat qui tienne debout ?

JACQUES DE BARRIN

(1) Le dernier recensement remonte à 1988 mais ses résultats n'ont jamais été publiés. Selon des estimations, la population se répartit, grosso modo, de la manière suivante : 40 % de Maures noirs (Haratines), 30 % de Maures blancs (Beydanes) et 30 % de Négro-Africains (pauvres, pour l'essentiel d'origine toucouleur).

صلى الله عليه وسلم

entre Islamabad et New Delhi
à propos du Cachemire

Les tensions entre l'Afghanistan et l'Inde ont augmenté ces derniers jours. L'Inde a accusé l'Afghanistan d'être le principal fournisseur d'armes aux talibans. L'Afghanistan a répondu que l'Inde était responsable de la situation en Afghanistan. Les deux pays ont échangé des accusations et des contre-accusations. L'Inde a déclaré qu'elle ne se laisserait pas influencer par les talibans. L'Afghanistan a déclaré qu'il ne se laisserait pas influencer par l'Inde. Les tensions restent élevées.

en tenue de démocrate

Le président américain a été élu démocrate. Il a battu le républicain. Les démocrates ont gagné. Les républicains ont perdu. Les élections ont été libres et équitables. Les citoyens ont pu voter en toute sécurité. Les résultats ont été annoncés rapidement. Les deux camps ont accepté les résultats. Les tensions ont diminué. La démocratie a été renforcée.

EUROPE

URSS : malgré des incidents persistants

La tension diminue en Arménie

La tension semblait diminuer en Arménie à la veille du week-end, mais la persistance d'incidents, y compris un attentat manqué contre un haut responsable communiste, montre que les affrontements peuvent reprendre à chaque instant. Tass affirme qu'une grenade a été lancée, vendredi 10 mai, dans la soirée contre le principal bâtiment administratif de Stepanakert, chef lieu de la région du Haut-Karabakh, l'enclave arménienne en territoire azéri soumise à l'état d'urgence.

MOSCOU

Tass indique que M. Viktor Polianitchko, second secrétaire du Parti communiste d'Azerbaïdjan, était présent lorsque la grenade a explosé, mais qu'il n'a pas été blessé. M. Polianitchko, qui est un Slave, comme l'étaient traditionnellement les « numéros deux » communistes dans les Républiques périphériques, est chargé de maintenir le statu quo dans cette région controversée. Agé de cinquante-quatre ans, ce Russe originaire de Rostov-sur-le-Don a passé trois ans en Afghanistan et il est membre du comité central soviétique depuis juillet 1990.

Il a pour mission de ne pas céder aux revendications arméniennes et de faire en sorte que le Haut-Karabakh reste soumis à Bakou. L'attentat n'a eu lieu qu'à la fin de la nuit, peu après 20 heures. M. Polianitchko aurait déjà été victime de trois tentatives de la même nature.

Aucun journaliste occidental n'a été admis récemment à se rendre à Stepanakert ni dans la région elle-même, où vivent cent soixante-dix mille Arméniens complètement encerclés, qui se sont dotés de milices d'autodéfense que le pouvoir central et Bakou s'efforcent de désarmer.

Pertes militaires

Un soldat aurait, d'autre part, été tué et huit autres blessés lors d'un affrontement avec des miliciens arméniens dans la région d'Aktsafa, en territoire azéri, mais à proximité de la frontière arménienne. C'est la première fois au cours de la dernière vague de violences qu'il est fait mention d'un mort dans les rangs de l'armée régulière dans cette région. Les militaires sont de plus en plus engagés dans les opérations de maintien de l'ordre, alors qu'ils avaient pour consigne de se tenir à l'écart lorsqu'éclataient des incidents et de laisser faire les unités du KGB ou du ministère de l'Intérieur.

L'escarmouche a eu lieu dans la vallée de la Kours, alors qu'un convoi arrivait à un poste militaire situé près de la frontière : deux camions ont été incendiés. L'agence de presse indépendante azérie Asa qualifie toute l'affaire d'« embuscade » tendue par des miliciens arméniens infiltrés en Azerbaïdjan et affirme que ceux-ci ont fait usage de grenades et de pistolets mitrailleurs. Le ministre de la Défense, interrogé samedi matin par téléphone, a confirmé l'attaque du convoi et le nombre de blessés, mais a démenti qu'un des soldats ait été tué.

Les dernières attaques de villages arméniens frontaliers n'auraient pas fait de morts, et ce calme relatif des derniers jours, après la flambée qui a coïncidé avec la très brève visite, lundi 6 mai, de M. Mitterrand à Moscou, est peut-être dû aux célébrations de la victoire de 1945, qui, en URSS, ont lieu le 9 mai. On explique ici que les militaires étaient occupés par les festivités qui accompagnent traditionnellement cet anniversaire et que les opérations étaient nécessairement réduites. De là à en déduire que l'armée fédérale, loin de jouer le rôle de tampon entre ethnies rivales, est parfois elle-même à l'origine des incidents.

Les Izvestia ont publié samedi un reportage sur les tensions dans le Caucase. L'envoyé spécial de ce quotidien s'efforce de démontrer certaines informations parues dans la presse occidentale, en particulier, l'URSS ne ressemble pas dans quelques années à ce qu'elle est aujourd'hui.

Les Soviétiques eux-mêmes l'admettent implicitement, sans en savoir beaucoup plus long sur ses futurs contours. Quand le responsable de l'idéologie au sein des forces armées, le général Chiliga, parle de la nécessité de défendre « les frontières de 1939 », on peut penser que Moscou a intégré, à terme au moins, l'indépendance des pays baltes dans sa stratégie. La fin des réactions occidentales devant la répression anti-arménienne dans le Caucase, comparée à l'indignation provoquée par l'intervention des forces spéciales en janvier dernier à Vilnius et Riga, semble indiquer que les démocrates ont fait leur thèse américaine et que les Soviétiques en profitent (le Monde du 25 avril) : le Kremlin a le droit de faire régner l'ordre chez lui, sauf dans les républiques baltes qui constituent un cas particulier parce que leur intégration dans l'URSS, conséquence du pacte Molotov-Ribbentrop, n'a jamais été reconnue par les Occidentaux.

« Les frontières de 1939 »

Il serait bien hasardeux d'affirmer que la question des nationalités n'aurait pas pris une tournure singulière si l'émergence des nationalismes suite inévitable du desserrement des contraintes, avait été traitée plus rapidement. Mais M. Gorbatchev, qui est le seul dirigeant soviétique depuis Lénine à ne pas avoir d'expérience bors de la Russie et qui a formé autour de lui les équipes les plus « russes » jamais vues depuis des décennies, a tardé à prendre la mesure du problème et à définir une politique.

« La désintégration de l'URSS en un kaléidoscope de républiques n'est pas dans l'intérêt de l'Europe », a récemment déclaré le secrétaire au Foreign Office Douglas Hurd, n'a intérêt au démantèlement de l'URSS. Mais une chose est d'exprimer un souhait, une autre est de se préparer à affronter une situation nouvelle sur laquelle les Occidentaux n'ont qu'une influence réduite. Qu'on le veuille ou non, que l'on considère cette évolution comme conforme aux intérêts occidentaux ou regrettable par les ferment d'instabilité qu'elle

introduit, l'URSS ne ressemble pas dans quelques années à ce qu'elle est aujourd'hui.

Le général Moïseïev met en garde la Géorgie. — Le général Mikhaïl Moïseïev, chef d'état-major des forces armées soviétiques, a affirmé vendredi 10 mai à Ottawa que la Constitution soviétique donne pouvoir à ses forces de « résoudre les problèmes intérieurs » du pays. « Cela s'est produit en Arménie, cela se produira en Géorgie ou on est en train de créer une armée nationale non autorisée par la Constitution », a ajouté le général Moïseïev. — (AFP)

nous ne pourrions pas la faire », a déclaré à la République M. Pavlov, qui demande des importations de marchandises, des moyens financiers pour soutenir le cours du rouble, des investissements, ainsi qu'« une série d'autres choses qui nous permettront d'ouvrir les frontières et le marché ».

Le chef du gouvernement soviétique se prononce en outre pour que la propriété d'Etat des entreprises se transforme « le plus rapidement possible » en sociétés privées ou par actions et annonce la signature imminente d'un décret présidentiel instituant un régime d'exception dans les secteurs clés pour interdire les arrêts de travail et poursuivre les grévistes.

Dans quelques jours, le gouvernement soviétique mettra la dernière main à un programme anti-crise remanié, qui, espère-t-il, sera signé par toutes les républiques fédérées, y compris celles qui réclament leur indépendance. Cela sera-t-il suffisant pour rassurer les bailleurs de fonds occidentaux qui ont jusqu'à présent fait avec l'URSS de la perestroïka des expériences plutôt décevantes ?

Si M. Gorbatchev est invité à présenter le mois prochain au sommet de Londres sa liste de revendications, devra-t-on invoquer le nouveau « droit d'ingérence » pour exiger le respect des engagements pris dans l'accord avec les républiques ? Par exemple la souveraineté des républiques et la tenue d'élections véritablement pluralistes six mois après la signature d'un traité d'union. Sans quoi, une aide serait plus que politiquement douteuse, économiquement inutile.

DANIEL VERNET

(1) Conférence de presse avec M. Mitterrand à Moscou le 6 mai.
(2) La République du 9 mai.

BELGIQUE : en se présentant aux élections à Bruxelles

M. Wilfried Martens relance la querelle avec Strasbourg

BRUXELLES

de notre correspondant

Le premier ministre, M. Wilfried Martens, a annoncé vendredi 10 mai qu'il se présenterait dans la capitale belge et non dans son fief flamand de Gand, lors des prochaines élections législatives, cela notamment pour parvenir à « la désignation définitive de Bruxelles comme capitale de l'Europe ». L'homme qui participait activement, il y a vingt ans, aux « marches flamandes » sur Bruxelles sera en tête de la liste du Parti social-chrétien flamand (CVP) qui briguera le Sénat lors du scrutin national prévu pour janvier 1992 et au cours duquel une centaine de membres de cette Assemblée seront élus au suffrage universel tout comme l'ensemble des députés.

Majoritairement francophone, Bruxelles compte de nombreux Flamands dans sa périphérie, de telle sorte qu'aux dernières élections de 1987 il y avait sept sénateurs néerlandophones sur seize dans son arrondissement électoral. En raison de l'avantage de ses fonctions, le premier ministre pourrait prendre des voix aux candidats francophones, notamment aux socialistes, ce qui fait dénoncer par certains une « OPA flamande sur Bruxelles ».

Alors que beaucoup de Wallons cultivent leur différence avec la capitale, les Flamands tiennent pour leur ville où ils occupent, en nombre, les postes importants dans la haute administration. En annonçant sa

candidature, M. Martens prend le risque de rallumer des querelles communautaires. Il répond qu'elle s'inscrit naturellement dans son action pour un « fédéralisme d'union » dépassant les clivages linguistiques et, surtout, il la justifie par les ambitions européennes de Bruxelles. « Il est évident, a-t-il dit, que dans l'Union politique de la Communauté européenne, il y aura une nouvelle relation entre la Commission européenne — le pouvoir exécutif de la Communauté — et le Parlement européen, qui devra le contrôler. Il est tout aussi évident que la Commission et le Conseil des ministres se trouveront dans la capitale où siège le Parlement européen. Si nous ne gagnons pas le combat pour le siège du Parlement, les autres institutions quitteront Bruxelles et, dans dix ans, quinze ans, nous aurons perdu celles-ci ».

Difficile pour M. Martens de relancer plus spectaculairement la « querelle du siège » avec Strasbourg, loin des prudences qu'on lui prêtait dans la perspective d'une éventuelle succession à M. Jacques Delors à la présidence de la Commission. Pourtant le même jour dans la Libre Belgique, le premier ministre a salué « la décennie Mitterrand », pendant laquelle les rapports franco-belges « ont peut-être gagné en profondeur et en intimité ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

ROUMANIE : à l'occasion de l'ancienne fête nationale

Des manifestations monarchistes ont eu lieu dans plusieurs villes

BUCAREST

de notre correspondant

« Regele in tara ! Iliescu afara ! » (« Le roi au pays, Iliescu dehors ! ») : quelques milliers de personnes ont manifesté, vendredi 10 mai à Bucarest et dans quelques grandes villes de Roumanie, à l'occasion du 10 mai, jour de la royauté et ancienne fête nationale roumaine, réclamant le départ du président Iliescu et le retour de l'ex-roi Michel, exilé en 1947 après la prise du pouvoir par les communistes.

A Bucarest, les manifestants se sont réunis à l'appel du Parti libéral monarchiste. A Cluj (Transylvanie), c'était un appel commun des partis parlementaires (monarchiste, national, paysan et libéral) et de l'Alliance civique (opposition extraparlamentaire) : la dissidente Doina Cornea a pris la parole pour réclamer le retour du roi. Plusieurs journaux d'opposition, dont le premier numéro du quotidien de Ion Raicu (candidat du Parti paysan à la présidentielle) publiaient, vendredi, un message du roi Michel dénonçant les « individus qui ont servi la dictature avec zèle » et affirmant que « l'heure de la véritable démocratie a sonné ». Depuis son expulsion, le roi a été l'objet de quelques heures dans le pays en décembre dernier.

Nouvelle condamnation du général Vlad. — L'ancien chef de la Sécurité, le général Iulian Vlad, a été condamné, vendredi 10 mai, à quatre ans de prison pour avoir ordonné l'arrestation de plus de 1 200 manifestants lors du soulèvement de décembre 1989. Il purgait déjà une peine de trois ans et demi de prison pour arrestation illégale d'un responsable de l'opposition, M. Dumitru Mazilu. — (Reuter)

nier et faute de leader crédible de l'opposition, le roi Michel, qui vit actuellement en Suisse, est devenu populaire au sein des opposants, même si, pour l'instant, la majorité de la population — qui ne connaît souvent la monarchie qu'à travers une grossière propagande communiste — se prononcerait pour une République, lors d'un éventuel référendum, d'ailleurs réclamé par la majorité de l'opposition.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

(Publié)

La recherche américaine au front de la jeunesse

Défi lancé à l'âge

NEW YORK - Les U.S.A. sont le pays de la jeunesse ? Il semblerait que ce soit le cas, à en juger par le budget investi pour vaincre les signes de l'âge.

De New York retentit la nouvelle de la dernière conquête des chercheurs, qui est destinée à ravir les fans de la jeunesse.

Il s'agit d'un test demandé par une multinationale en cosmétiques pour pharmacies à l'Institut IRI de New York et conduit par la dermatologue Daniel Gormley sur une pomme de pomme de terre.

Gormley déclare : « Appliquée sur une vingtaine de volontaires, la préparation a montré une grande efficacité dans la réduction des rides, tant en profondeur qu'en nombre » et il s'est arrêté sur quelques détails du test : « La pomme a été appliquée sur une partie du visage de personnes âgées de 22 à 43 ans. A la fin du traitement, nous avons relevé une amélioration de la zone traitée quatre fois supérieure à l'autre ».

Distribuée par Kodak, dont le siège est à New York, cette pomme arrive aussi dans les pharmacies françaises, en deux versions : à utiliser selon le conseil du pharmacien : Anti-Age Retard pour un résultat visible en quelques mois, et Anti-Age Super pour une action énergique, même pour les personnes âgées de plus de 50 ans.

EN BREF

AFGHANISTAN : Le roi Zahir Shah propose la mise sur pied d'un système parlementaire. — Le roi Zahir Shah d'Afghanistan, en exil à Rome, a formulé vendredi 10 mai plusieurs propositions, dont la tenue d'élections libres et l'organisation d'un système parlementaire, pour ramener le pays dans son pays déchu, qui veut obtenir le respect de l'accord sur le désarmement classique en Europe et la conclusion du traité START, ou encore jouer un rôle modérateur dans un éventuel règlement au Proche-Orient.

Mais comment oublier que la situation actuelle de l'URSS n'est pas seulement la conséquence des « ex-

toutefois indiqué que le général Pinochet séjournerait au Brésil jusqu'au 14 mai et qu'il se rendait ensuite en Afrique du Sud pour visiter une usine d'armements. — (AFP)

ESPAGNE : un membre de la garde civile tué au Pays basque. — Un garde civil espagnol a été tué, jeudi 9 mai, par l'explosion d'une bombe devant chez lui, à Orreaga, près de Bilbao, a déclaré un porte-parole du gouvernement local selon lequel des soupçons pèsent sur l'ETA. Le mouvement séparatiste basque intensifie actuellement son action dans la perspective des élections municipales, le 26 mai, a précisé ce porte-parole. — (Reuter)

IRLANDE DU NORD : huit ans de prison pour un ancien dirigeant du Sinn Féin. — Un ancien dirigeant du Sinn Féin (branche politique de l'Armée républicaine irlandaise), Danny Morrison, a été condamné, jeudi 9 mai, à huit ans de prison pour l'enlèvement, en janvier 1990, d'Alexander « Sandy » Lynch, un militant de l'IRA qui travaillait pour les services spéciaux de la police. Danny Morrison, trente-huit ans, a été acquitté de

l'inculpation de tentative d'assassinat contre l'informateur de police. — (AFP)

GHANA : premier pas vers le multipartisme. — Les autorités ont annoncé, vendredi 10 mai, l'organisation prochaine d'un référendum sur une nouvelle constitution, celle-ci devant autoriser la formation de partis politiques — interdits depuis près de dix ans — et prévoir l'élection au suffrage universel d'un président, d'une Assemblée nationale, et la création d'un poste de premier ministre. — (AFP)

MALI : le nouveau chef de l'Etat en visite à Tripoli et à Alger. — Le lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré, nouveau chef de l'Etat, devait quitter, samedi 11 mai, une visite officielle de trois jours en Libye puis en Algérie. De bonne source, on indique que la situation d'insécurité dans le nord du Mali — notamment dans les régions de Tombouctou et de Gao, assemblées peuplées par les Touaregs nomades — sera au centre de ses entretiens avec le colonel Khadafi et le président Chadli. Le chef de l'Etat malien devrait tenter d'obtenir leur appui pour l'application des « accords

de Tamanrasset », signés début janvier par le gouvernement de l'ex-président Traoré et les Touaregs rebelles. — (AFP)

POLOGNE : limogeage du vice-ministre de la santé. — Le vice-ministre polonais de la santé, M. Kazimierz Kaspera, vivement critiqué après ses attaques publiques contre la contraception et les homosexuels, a été limogé vendredi 10 mai par le premier ministre, M. Jan Krzysztof Bielecki. Le porte-parole du gouvernement n'a pas donné les raisons de la révocation, se contentant de dire : « n'est-ce pas ce que tout le monde réclamait ? ». — (Reuter)

SRI-LANKA : enquête sur les circonstances de l'attaque contre une équipe de Médécins sans frontières. — Le gouvernement sri-lankais a nommé, vendredi 10 mai, un enquêteur chargé d'éclaircir les circonstances de l'attaque perpétrée par un hélicoptère de l'armée contre une équipe de Médécins sans frontières (le Monde daté 3-6 mai), tandis que Paris a élevé une « vigoureuse protestation » à la suite de cet incident qui a fait cinq blessés au sein de l'équipe de MSF. « La France ne peut accepter

une telle attitude délibérée de l'armée sri-lankaise », a déclaré un porte-parole du Quai d'Orsay. — (AFP)

TCHAD : l'ex-président Goukouni Oueddei demande la tenue d'une conférence nationale. — Une « coordination de l'opposition », regroupée autour de l'ex-président Goukouni Oueddei, vient d'adresser, de Tripoli (Libye), un appel au président Idriss Déby pour légaliser les groupes politiques et organiser, dans un « bref délai », une conférence nationale, « afin de débattre de l'avenir politique et constitutionnel du pays et de jeter les bases véritables d'un Etat de droit ». — (AFP)

RECTIFICATIF : une erreur s'est glissée dans l'article de Jacques de Barrin et Michel Deur consacré à la Tunisie « Les islamistes affrontent le pouvoir tunisien » (le Monde du 10 mai). Il fallait lire : « M. Mohamed Mzali, ancien premier ministre de M. Bourguiba qui l'avait limogé en 1986 au profit de M. Rachid Sfar puis de M. Ben Ali », et non « (...) qui l'avait limogé en 1986 au profit de M. Ben Ali ».



LES 10 ANS DU 10 MAI

Les vieux amis du Morvan

Le président n'oublie pas ses anciens compagnons de la Nièvre. Il trouve toujours le temps de téléphoner, d'envoyer un mot, de rendre une visite

Après avoir dressé un bilan politique, économique, diplomatique de la décennie, fait le point sur la réalisation des « cent dix propositions » de M. Mitterrand et souligné les effets de l'arrivée d'une nouvelle génération aux leviers de commande, illustrée notamment par des portraits de trois proches collaborateurs du président, M^{me} Guigou, M^{me} Vadrine et Bianco (*Le Monde* des 7, 8, 9, 10 et 11 mai), nous achevons la publication de notre série sur le dixième anniversaire de l'élection de 1981 en suivant les traces du chef de l'Etat dans son département de la Nièvre et en examinant l'évolution de sa courbe de popularité.

CHATEAU-CHINON (Nièvre) de notre envoyé spécial

« Bonne chance pour demain. » C'est prouvé, le président n'est pas neutre : le 11 mars 1989, le cachet de la poste en fait foi, il adressait, de Bruxelles, ces mots d'encouragement à un maire du Morvan, candidat aux élections municipales. Certes, Gouloux, avec ses deux cent quatre habitants, est à l'écart de tout, et l'intéressé ne se connaît pas d'adversaire depuis 1954, mais tout de même, pour un président de tous les Français... M. Mitterrand n'a-t-il d'ailleurs pas déjà adressé de « sincères ombrages » au même Camille Marchand, le 10 mars 1989, et cette fois d'Alger ?

Comme le maire de Gouloux, ils sont encore quelques-uns, dans les recoins du Morvan, à recevoir régulièrement un « fidèle pensée » du président. Un jour, cela vient de Pékin, un autre de Nouakchott ou de Madrid. Comme il n'a pas la mémoire du code postal, M. Mitterrand achève toujours sa carte d'écriture un peu fantaisiste par cette formule à l'ancienne : « 58 Nièvre-France ».

A Château-Chinon, M^{me} Ginette Chevrier, l'ancienne propriétaire de l'Hôtel du Vieux-Morvan, où il avait sa chambre, lui a aménagé un bureau dans son nouvel appartement. Sur la table de travail, bien sûr, quelques albums de cartes postales. Aux murs, les photos des fidèles : Roger Hanin, Pierre Rousset, Pierre Tournier (le chauffeur), Pierre Jose, Roland Dumas, Robert Badinter. « C'est sa place », murmure M^{me} Chevrier, en posant les mains, précautionneusement, sur le dossier d'une chaise, au centre de la table de la salle à manger. « Le 10 mai, j'ai pleuré, dit-elle encore. On n'était plus maître chez nous. C'était formidable. »

A Nevers, dans l'arrière-boutique de sa confiserie, un autre compagnon de bien avant le 10 mai, Charles Lyrion, quatre-vingt-huit ans, entoure, lui aussi, sa collection de cartes postales. « La première date du mariage de Grace Kelly, en 1956. » « Le 1^{er} janvier dernier, à 17 heures, j'ai reçu un coup de téléphone, m'a dit Denise. C'était lui. » François Mitterrand en ligne directe, privilège de l'ancienneté. Quand il le faut, quoi qu'il arrive, le président parvient toujours à trou-

ver le temps de téléphoner, ou d'envoyer un petit mot, ou encore de rendre une visite, même furtive, avec, toutefois, le sentiment de gêner quelque peu, de violer l'intimité passée, à cause de l'escorte incommode des motards, des « gorilles », des « VO », (policiers chargés de la sécurité des voyages officiels) des gendarmes du secteur, et de la « cour », ministres ou fonctionnaires, qui suit, pour ainsi dire, en toutes occasions, et par tous les temps, celui qui est devenu, au fil des ans, « Tonton », puis « Dieu ».

« Elle m'a pris pour un timbre »

Il arrive, pourtant, que la fréquentation d'un tel président ne soit pas sans risques. Chez Monique, un café-restaurant de Château-Chinon, la patronne se souvient d'un voyage en car en Bretagne : « Châteauneuf-Chinon, Mitterrand, ouais, eh bien, c'est tout juste si on ne s'est pas fait lyncher ! » En 1984, Camille Marchand est hospitalisé à Chalon, pour un genou. « Plusieurs copains m'avaient déjà appelé après l'opération, raconte le maire de Gouloux. L'infirmerie commençait à s'impatienter, quand je repars encore un appel. Je lui ai dit la vérité : « C'est l'Elysée. Sauf qu'elle m'a pris pour un timbre ! Jus- qu'au lendemain, où j'ai pu lui montrer une lettre du président. »

Amitié, fidélité, simplicité : c'est la devise du président dans sa République du Morvan. Elu député de la Nièvre en 1946, le jeune secrétaire général aux anciens combattants, choisi par de Gaulle, s'est soudain pris de passion pour la reconstruction de trois villages, Plancher, Moutauche et Dun-les-Places, qui avaient été brûlés par les nazis, en représailles contre la résistance des maquis. « Un petit Oradour niver-nais », résume sobrement le fils de l'un des fusillés. En 1990, dans la préface d'un livre consacré à l'un de ces villages (1), M. Mitterrand se souvient de ce vieux homme, « mutilé de la grande guerre », mis en joue, un matin d'été, qui dit à son petit-fils, à l'instant fatal : « Ferme les yeux, cela ne fait pas mal. »

En 1953, François Mitterrand se présente à Nevers, sur une liste composée d'UDSR, de MRP et de radicaux socialistes. « On se réunis-sait tous les samedis avec Georges Doyon (ami de toujours de François Mitterrand, décédé en mai 1979) à

l'Hôtel de France, se souvient Charles Lyrion. L'UDSR, c'était le plein centre droit, à l'époque. Rien que des généraux, mais pas de soldats. Je rigole d'autant plus qu'aujourd'hui on fait la même politique qu'en ce temps-là. Le Parti socialiste, il est tellement pâle que ça ne compte plus. »

Mais Nevers n'aime pas Mitterrand. « Il était haï par la gauche aussi bien que par la droite. » Et François Mitterrand n'aime pas davantage Nevers, assure Jean-Pierre Harris, actuel premier adjoint au maire de la ville, Pierre Bérégovoy, et vice-président du conseil général de la Nièvre. Lorsqu'il lui arrive de passer devant la maison de la culture de Nevers, le président se laisserait aller à quelques haïns : « Alors, vous ne l'avez encore pas fait sauter ? » Il manifeste la même hargne vis-à-vis de son successeur à la mairie de Château-Chinon, qui eut l'audace d'aménager une piscine dans l'ancienne prison de la sous-préfecture, juste au-dessous du nouvel hôtel de ville : « De votre bureau, vous verrez ainsi le spectacle de votre ruine », affirme le président, quand il repasse, souvent précipitamment, dans ce qui fut son bureau de « maire du dimanche ».

La chasse aux loups

« Il juge la politique de Nevers versatile, comme les sables de la Loire ; la différence du Morvan, qui est pour lui une terre de fidélité », ajoute Jean-Pierre Harris. De retour d'Algérie, ce professeur de philosophie avait besoin de reconstruire « quelque chose qui n'avait pas les discours gaulliens ». En 1962, le philosophe rencontre d'oc M. Mitterrand, qui, dans les basses eaux d'un socialisme qu'oc appellera, plus tard, « mitterrandien », a repris son métier d'avocat. « Je me souviens qu'il a plaidé pour les Liaisons dangereuses et pour quelques marchands de tableaux. » Entre deux cours, Jean-Pierre Harris accompagne « le président » en tournée chez « ses maîtres », dans le Morvan. « J'étais émerveillé par sa qualité d'écoute, sa patience extraordinaire, sa mémoire des gens, des petites histoires de famille, de la maladie qu'avait eue un tel ou une telle, bien des années plus tôt. Pour moi, Mitterrand, c'est un géographe. »

Sa première rencontre avec Fran-

çois Mitterrand, Camille Marchand, le sabotier de Gouloux, la situe vers 1949, dans la maison d'en face, celle de son beau-père, qui faisait marcboul-ferrant et bistrôt, à gauche, juste avant la patte d'oie qui mène vers Saulieu l'appétissante, et la Bourgogne qui sait ouvrir son homme. Sur le mur de la maison, il ne reste, de ce premier moment, qu'une plaque de métal rouillée, au nom d'un apéritif oublié, Byrrh. « La commune avait eu une amende de 7 millions de francs pour une chasse aux loups qui n'avait pas été organisée dans les règles. Un conseiller municipal avait été tué, accidentellement. Mitterrand s'est occupé du dossier. L'amende a été ramenée à 3 millions de francs. Oh, c'est un malin, c'est sûr qu'il s'en souvient encore de la chasse aux loups, à Gouloux... » « Il y a eu de bons moments, mais aussi de mauvais. Au moment de l'Observatoire (2), le quartier se réduisait », conclut le maire de Gouloux, tout petit, tout sec, et toujours habillé en kaki, comme pour la dernière guerre, celle d'avant le Golfe, bien sûr.

Le président dispose de nombreuses familles. La sienne, bien sûr, avec Danièle, « la naufragée », qui, dit-on, s'aimait pas trop la Nièvre. La famille de la Résistance, celle des débuts dans le Morvan qui o'tait pas si rose, puis de la Convention des institutions républicaines, et enfin, du parti d'Epiny. Mais il s'en est taillé une autre, secrètement, comme on se garde pour soi tout seul le coin où l'on trouve les champignons, celle des Morvandiaux, sa France profonde à lui, celle des « taiseux », qui disent peu mais o'en pensent pas moins. « Nous, on l'appelait président, comme ça, on pouvait pas se tromper », raconte M^{me} Simone Bondeux, qui fut son adjointe à la mairie de Château-Chinon.

Hai par les communistes, qu'il a battus à deux reprises, aux élections législatives de 1946 puis aux élections cantonales de 1949, en conflit avec la SFIO et son leader local, le docteur Daniel Benoist, qui devien-dra, plus tard, bien plus tard, en 1982, son secrétaire d'Etat aux per-sonnes âgées, le député de la Nièvre, ministre permanent de la IV^e Ré-publique, ministre de l'information, de la France d'outre-mer, de l'intérieur, ministre d'Etat, garde des Sceaux, devint, également, dans les années 50, la bête noire des ponja-

distes. « Il fallait le protéger dans les réunions », raconte André Emery, l'ancien maire de Dun-les-Places.

En décembre 1955, le *Monde* rap-porte en quelques lignes que M. Mitterrand n'a été « agressé », à Fours, par des ponjadistes. Touché « en plein nez » par une poire et « saignant abondamment », le minis-tre a dû sortir, entouré d'une poi-gnée d'amis. Au fil des souvenirs, plus ou moins précis, plus ou moins enjolivés, on raconte encore qu'un jour l'un des fidèles, Paul Barrau, le pharmacien de Lormes, est arrivé à Nevers, avec un coffre de voiture rempli de mitraillettes. « Pour le défendre. » Selon un autre compa-gnon de ces jours anonymes, le cof-fre était plein de... bazookas.

Les Morvandelles de l'Opéra

« Eh oui, on a connu notre grand homme », soupire M^{me} Monique Barrau, un rien déabusée. « On ne les voit plus beaucoup, les Morvan-delles, à l'Opéra ou à New-York. » Bien qu'elle n'ait pas, affirme-t-elle, « le culte du passé », M^{me} Barrau consent à son tour à sortir ses reli-ques : un sceau, fort rare, parait-il, à l'effigie de François Mitterrand, une photo de la campagne présidentielle de 1965 - « un président jeune pour une France moderne », - et surtout, ce bout de journal avec ces mots de recommandations : « Réveiller le ministre à 8 heures, sans faute ». A en croire les grognards du Mor-van, marcbœux sans galoo d'un emploi qui restait à construire, François Mitterrand dormait n'im-por-te où.

« Jamais d'argent sur lui, pas plus que de montre. La maison, c'était le cadet de ses soucis. Ce n'était pas un homme d'argent », affirme André Emery. « Il fignolait pas mal de gens, mais, moi, je me suis toujours senti assez libre avec lui. A tel point qu'un jour il avait un trou à son cos-tard, au coude. Les autres m'ont dit : « Dis-lui, lui, qu'il a un trou au coude ». Alors, il le lui a dit. L'Emery, ce jour-là, à François Mit-terrand - « homme d'Etat français », comme on dira, un jour, dans les dictionnaires. André Emery, le mar-chand de vins de Guéigny, a le sen-timent d'être entré ce jour-là dans l'histoire, par un petit trou de cos-tume, l'histoire d'un président qui, avant de le devenir, téléphonait de Paris, à Jean Chevrier, l'hôtelier, à Monique Barrau, la pharmacienne, à Fernand Dussert, le charcutier, à d'autres encore, pour qu'on aille le chercher à la gare.

« Je ne me souviens pas qu'il ait jamais demandé de faire sauter un PV, du temps qu'il était président du conseil général de la Nièvre », dit un ancien gendarme, ce qui vaut, dans sa bouche, un bien beau compli-ment. Même lorsqu'il lui présentait un vrai double langage, ses amis de la Nièvre lui pardonnaient tout. « Un jour (avant les municipales de 1983), il me convoque à l'Elysée. Vous aimeriez bien Nevers ? Oui, n'est-ce pas ? ... Moins, voilà, je dois vous demander un sacrifice : j'ai un ministre à placer, rapporte en riant Michel Girard, conseiller général de la ville, et membre du comité direc-teur de l'UDSR du temps d'« Hnu-phouët-Boigny. Eh bien, tel que je le connais, je suis sûr qu'il o'tenu le discours inverse à Bérégovoy : « Pierre, je vais vous demander un service : je n'ai personne à Nevers. »

A l'Hôtel du Vieux-Morvan, où il avait sa chambre, depuis son élec-tion - contre un socialiste - à la mairie de Château-Chinon en 1959, restent dans le hall d'entrée deux photographies, deux photos des deux victoires de 1981 et 1988, comme pour rappeler au visiteur instantané qu'un président de la République est passé par là. Ils sont encore nombreux à vouloir accéder aux mystères de la chambre 15. Un lit, une chaise, comme dans beau-coup de petits hôtels, avec, peut-être, pour supplément d'âme, ce lever du jour à la fenêtre : un long bistrôt rouge se dessine, à l'aube, au ciel, comme sur ses affiches du Parti socialiste qui exigeaient de « changer la vie ». Rien n'a changé : le Tournon, la Cure, le Coussou courent toujours, dans leurs valises embrunées, avant de rejoindre le lit de l'Yonne, cet « éternel persan-teur du bassin de la Seine », que l'on devine des fenêtres du Vieux Mor-van et qui remonte vers Paris.

JEAN-LOUIS SAUX
FIN

Dans le « Los Angeles Times »

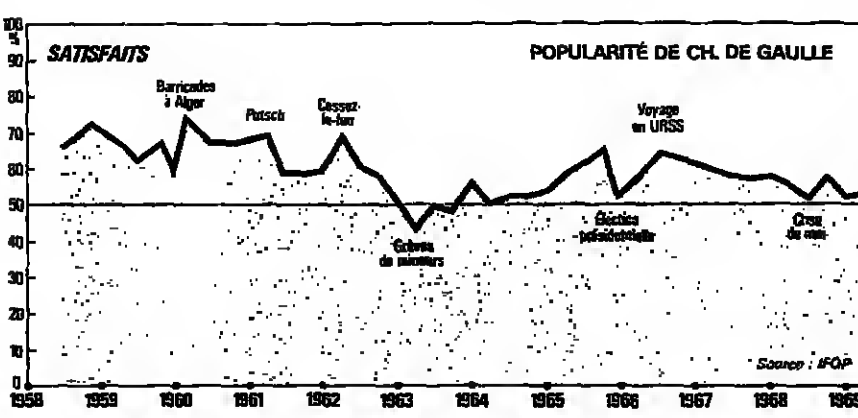
De Gaulle-Mitterrand : la complémentarité

« M. Mitterrand termine sa décennie au palais présidentiel avec un équilibre gauche-droite renversé, écrit William Pfaff dans le *Los Angeles Times* (*Herald Tribune* du 10 mai). Il a complété ce que le général de Gaulle avait commencé, en réconciliant les Français entre eux, en faisant la preuve de leur consensus sur les questions d'intérêt national et de politique essentielles et en validant la Constitution et les institutions politiques qui étaient le legs du général. »

« Il y a à une belle Iranie. Les vieux ennemis entrent dans les livres d'histoire comme compléments l'un de l'autre. L'œuvre du général de Gaulle devait être complétée par M. Mitterrand. L'œuvre de M. Mitterrand aurait été impos-sible à réaliser sans de Gaulle. Nul doute qu'aucun ne l'aurait voulu ainsi. Les deux, peut-on croire, sont capables d'apprécier l'ironie. Les Français eux-mêmes ont raison d'être reconnaissants de tout ça. »

Les hauts et les bas de la popularité

La cote de M. Mitterrand s'est redressée après avoir chuté. Elle est au plus haut lorsque le partisan s'efface derrière l'arbitre



Les courbes de popularité de M. Mitterrand et de Charles de Gaulle suivent des tracés presque identiques. Celle de M. Mitterrand est familière (1). On connaît, après l'état de grâce - ou l'état d'incertitude - notamment de la part d'électeurs du centre droit qui rallieront par la suite le camp des mécontents (2), - l'effritement durable, accentué par les jours de vis successifs de la rigueur, de 1982 à 1984, puis la reconquête, de 1986 à 1988, et enfin le maintien à un niveau élevé - au-dessus de la majorité absolue pour la SOFRES - malgré quelques soubresauts.

Il en va presque de même pour Charles de Gaulle (3), dont la popularité décroît de 1958 à 1963, malgré les « pics » que constituent les temps forts du dossier algérien, jusqu'à frôler la courbe inverse des « mécontents ». La reconquête de l'opinion s'effectue progressivement jusqu'en 1966. Le cours, tou-jours cahoteux, s'inverse alors une dernière fois, à l'occasion notamment de la crise de mai 68, tout en restant au-dessus de la barre des 50 % de « satisfaits ».

Pour de Gaulle comme pour M. Mitterrand, les « accidents » de popularité s'expliquent par les difficultés internes. De 1982 à 1985, c'est la rigueur, d'autant plus mal perçue que le discours officiel s'efforce longtemps de la masquer, puis la querelle scolaire, dont le paroxysme se situe à l'été 1984, et l'affaire Greenpeace, à l'automne 1985. L'actuel président pulvérise ainsi le record d'impopu-larité de la V^e République (en décembre 1984, 36 % d'opinions favorables pour la SOFRES, 26 % pour l'IFOP).

La barre des 50 %

En 1963, au beau milieu des « trente glorieuses », le général de Gaulle pâtit, lui aussi, d'une crise économique et sociale, singulière-ment d'une grève de mineurs, de février à avril, qui précipitera, au septembre la présentation par M. Valéry Giscard d'Estaing, alors ministre des finances, d'un plan de stabilisation.

Il y a pourtant des différences flagrantes. Sur le niveau moyen de

la popularité tout d'abord. Celle-ci ne descend au-dessous de 50 % qu'en 1963 (43 % en mars). De même, la courbe des « mécon-tents » ne dépasse qu'à trois reprises 40 %, en mars et novembre 1963, et en décembre 1965 (4).

Pour M. Mitterrand, au contraire, les « méconcontents » dépas-sent rapidement les « satisfaits » (en première fois en septembre 1982 selon l'IFOP, puis durablement à partir de mars 1983, et à partir de juin 1983 pour la SOFRES), et ce jusqu'en mars 1986 (pour l'IFOP) comme pour la SOFRES). Ce n'est qu'à partir de la cohabitation que la popularité de M. Mitterrand recommence à l'envoyer les sommets (60 % pour l'IFOP, 65 % pour la SOFRES), non sans « accidents », jusqu'à la crise du Golfe.

Différences, aussi et surtout, dans les attentes de l'opinion qui permettront aux deux hommes d'élargir le cercle des adhésions. Au-delà de la dimension histori-que, Jean Charlot souligne que la popularité de Charles de Gaulle, de 1958 à 1963, puis de 1964 à 1967,

repose sur une adéquation entre les aspirations des Français (un pré-sident de la République qui gouve-rne, une politique étrangère indépendante) et l'action du gé-néral (4). L'accueil fait à la politique algérienne, au choix de l'élection du président au suffrage universel, d'une part, et à l'activité interna-tionale du général - jusqu'au voyage au Canada et à la crise israélienne de 1967 - d'autre part, en témoignent. Les courbes des premiers ministres qui se succèdent aux côtés du président suivent d'ailleurs des courbes strictement identiques.

La popularité de M. Mitterrand, au contraire, remonte au cours de la cohabitation, lorsque le chef d'un des camps s'estompe derrière l'arbitre et que le président, au lieu de gouverner, s'efforce de symbo-liser l'unité et d'apparaître comme le garant du consensus et des ins-titutions. C'est alors au premier ministre que les Français imputent les difficultés rencontrées au cours de cette période.

« Les sondages, ça va, ça vient. Rien de plus humiliant pour lui et de plus inquiétant pour les autres

qu'un homme politique qui court après les humeurs de l'opinion publique », écrit M. Mitterrand en 1980 (5). Il ajoute pourtant : « La tendance, en politique comme ailleurs, mieux vaut la connaître. » Que cette « tendance » donne quel-ques élans, cela n'est pas douteux. Mais l'exemple de Charles de Gaulle montre aussi que la popu-larité ne se traduit pas automati-quement en bulletins de vote.

GILLES PARIS

- (1) Charles de Gaulle apparaît comme le « meilleur » président de la V^e République (56 %) devant M. Mitterrand (20 %), selon un sondage SOFRES-Figaro-Magazine de 1988.
- (2) Voir le baromètre mensuel SOFRES-Figaro-Magazine, et celui de l'IFOP pour le *Journal du Dimanche*.
- (3) Jacques Lecallou, la Popularité du président de la République, commentaire, 1982.
- (4) Les Français et de Gaulle, Pion, 1971. Présenté et commenté par Jean Charlot, cet ouvrage rassemble les son-dages effectués de 1944 à 1969 par l'IFOP.
- (5) Ici et maintenant, Fayard, 1980.

صلى الله عليه وسلم

سكنا من الاجل

LES 10 ANS DU 10 MAI

Dîner chez le président

Les «acteurs de 1981» se sont retrouvés pour fêter, vendredi soir 10 mai 1991, la victoire, dix ans auparavant, de M. François Mitterrand. Le président de la République avait tenu à ne pas modifier son emploi du temps : c'est à 11 heures avec M. Michel Rocard qui a «notamment» souhaité un bon anniversaire au chef de l'Etat, puis remise du rapport annuel de M. Paul Legatte, médiateur de la République, entretiens de travail et examen de notes l'après-midi.

M. Mitterrand, qui ne souhaitait pas célébrer son arrivée au pouvoir de façon ostentatoire, avait invité ses amis politiques, ses amis de la Nièvre, ses amis du monde du spectacle et quelques proches de sa

famille. Tous n'étaient pas là (soit ils n'avaient pu être invités, faute de place : soit ils étaient empêchés) et M. Mitterrand a regretté ces absences. Donnant l'exemple à la centaine de convives rassemblés dans la salle des fêtes du palais de l'Élysée, il s'est déplacé de table en table tout au long de la soirée qui s'est achevée vers minuit.

Entre deux escapades vers le buffet, se sont ainsi retrouvés les trois premiers ministres socialistes, MM. Pierre Mauroy, Laurent Fabius, Michel (et Michèle) Rocard, d'anciens conventionnels comme MM. Louis Mermaz et Louis Madaud (qui traditionnellement dînent avec le chef de l'Etat tous les ans à la même époque), d'anciens et

d'actuels membres du gouvernement (MM. Jean-Pierre Chevènement, Hubert Curien, Marcel Debarge, Jacques Delors, Georges Fillioud, Lionel Jospin, Pierre Joxe, Jack Lang, Henri Nallet, Paul Quilès et M. Yvette Roudy), Barbara, Daniel Gélain, Michel Piccoli, Jean-Marie Thibault, Roger Hanin, plus beau-frère du président que comédien en cette circonstance, et les collaborateurs de M. Mitterrand à l'Élysée.

Les chanteuses Viktor Lazlo et Marie-José Alié (également journaliste à FR3), ainsi que Mory Kanté, accompagné de sa cora (instrument à cordes africain), ont fait de cette fête une vraie fête puisqu'elle s'est terminée par des chansons.

A. Ch.

Abécédaire d'un anniversaire

○ **Détournement.** - Les opposants au TGV dans le Drôme ont détourné les affiches du PS « Dix ans qu'on sème » par des banderoles qui y ajoutent : « et on récolte le TGV » ou « et on récolte l'orbite ». La coordination des associations anti-TGV du département proteste ainsi contre l'annonce faite le 14 juillet dernier, par le chef de l'Etat, du détournement du tracé pour protéger les vignes.

○ **Félicitations.** - Le président autrichien Kurt Waldheim a salué « la remarquable politique » de M. Mitterrand, menée depuis 1981, « non seulement pour la France mais aussi en faveur de la coopération européenne ».

○ **Gâteau.** - Dans le hall de la gare de Brest (Finistère), des grévistes de Thomson ont allumé dix bougies posées sur un gâteau géant en polystyrène percé d'anneaux portant notamment cette inscription : « 1981-1991 : moins trois cent cinquante emplois ».

○ **Hommages.** - MM. Mikhail Gorbachev, Douglas Hurd, Helmut Kohl et Willy Brandt ont rendu hommage à M. Mitterrand dans le *Figaro* du 10 mai. Le président soviétique salue « la compréhension [manifestée par le président français] à l'égard des changements cardinaux, vraiment révolutionnaires, semés d'embûches, et dramatiques de la perestroïka ». Le chef de la diplomatie britannique considère que « le nouveau rapprochement de la France et de la Grande-Bretagne doit beaucoup à la vision et à la conviction » de M. Mitterrand. Le chancelier allemand évoque la rencontre du 22 septembre 1984 à Verdun « l'une des plus émouvantes que j'ai eues », dit-il, immortalisée par la photo des deux dirigeants se tenant par la main. M. Willy Brandt, ancien chancelier allemand, assure que « sous l'influence de François Mitterrand, la coopération indispensable ou bien de l'Europe, protégée par nos deux pays, a fait des progrès essentiels ».

○ **Isosogation.** - Le maire socialiste de Neuves-Maisons (Meurthe-et-Moselle) a inauguré une place du 10-Mai 1981, dans sa commune.

○ **Jco.** - Les socialistes de la région de Quimper (Finistère) étaient conviés à « parloir leur

connaissance de la vie politique et réveiller leur mémoire civique » à travers un jeu géant, largement inspiré du Trivial Pursuit. La partie a été ouverte, d'un lancement de dés, par le maire rocardien Bernard Poignant. Le vainqueur a emporté les treize volumes des écrits du président de la République.

○ **Jugement négatif.** - Invité de l'émission « Objections » sur France Inter, M. Gérard Longuet s'est déclaré « choqué » par le fait qu'« au bout de dix ans de socialisme les missions de l'Etat, la justice, la sécurité, l'armée, la solidarité sur le plan du territoire ou des transports, se sont dégradées ». Le président du Parti républicain a toutefois noté parmi « les choses intéressantes » de ces dix dernières années, le fait que « les socialistes ont accepté de renoncer à certains de leurs fantasmes », comme en 1983 avec l'ouverture européenne et en 1984 avec l'école libre.

○ **Jugement positif.** - M. Robert Vigouroux se félicite que M. Mitterrand, « tout en conservant des rapports avec le Parti socialiste, ait su être l'État de tous les Français ». Le maire de Marseille met l'accent sur « le sang-froid, mais aussi la capacité d'analyse et de synthèse » du chef de l'Etat qui « n'agit jamais sur un coup de tête, par sentimentalisme ou à l'emporte-pièce ».

○ **Popularité.** - Selon un sondage publié par le journal *Le Suisse* de Genève, 77,6 % des Suisses romands jugent M. Mitterrand « digne de confiance » (15,7 % étant d'un avis contraire) ; 77,2 % estiment positive sa politique européenne ; 29,5 % saluent son action

en faveur des relations franco-suisses, 7,2 % la trouvant négative.

○ **Regrets.** - Interrogé par FR3, M. Lioel Jospin a regretté « l'excès d'assurance, d'illusions (...) réelles et irréelles qui ont été les nôtres quand nous avons affirmé en 1981 que nous ferions reculer le chômage ». Le ministre d'Etat a toutefois estimé qu'en réalisant M. Mitterrand en 1985, les Français avaient montré qu'« ils savent que le chômage est une réalité de l'ensemble du monde occidental ».

○ **Rejet.** - Pour les Verts, « l'échec principal des socialistes est sans doute le rejet de la politique » par les Français. Les Verts reprochent aux socialistes de « vouloir découvrir l'environnement qu'avec [leurs] succès électoraux ».

○ **Santé.** - Le chancelier allemand Helmut Kohl a adressé à M. François Mitterrand un télégramme dans lequel il lui écrit : « Pour les tâches qui vous attendent au service de la France et de l'Europe, je vous souhaite la force et le succès, mais aussi tout une bonne santé ».

○ **Souvenirs.** - L'Association pour la reconnaissance politique des droits nationaux du peuple arménien (Azadrouhioun) a adressé les « sincères souvenirs d'ordre-tombe » à M. Mitterrand, au nom des « Arméniens, enfants des résistances du génocide de 1915, assassinés sur leur propre sol par [son] ami Gorbachev, et avec [son] consentement ».

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5517

HORIZONTALEMENT

I. Peut provoquer une noyade. Montée, chez le pâtissier. - II. Qu'on pourrait prendre pour un bon bœuf. On l'attendait par un tunnel. - III. Des caractères anciens. Qui fait plaisir à voir. Unité en campagne. - IV. Nom d'un service qui est un souvenir. - V. Avait des bretelles quand on faisait le jazo. Se fait parfois avec hésitation. - VI. Bande d'étoffe. Peut faire le halo. Possessif. - VII. Sont toujours plats. Noire quand elles sont bien mûres. - VIII. Éminence. Peut représenter le patron. Qui manque de finesse. - IX. Créateur pour les gnostiques. Maison de campagne. Petit, il évoque le charme de certains foyers. Direction. - X. Faire une glissade. Centre touristique étranger. - XI. A faire quand on veut aller loin. Fourni par une écorce. Devient très tendre. - XII. Saint normand. Un constituant des tissus animaux. Période. - XIII. Partie d'un four. Au fond, n'a rien de précieux. Au plus haut niveau. - XIV. Utile pour le golfier. Fait tout un plat. Pronom. - XV. Réserve d'essences. Partie du monde.

VERTICALEMENT

1. Utile pour ceux qui n'aiment pas la sauce. Il n'y a plus de relief quand ils sont nettoyés. - 2. Quand on ne peut pas prendre l'air. Bien traité. - 3. Nettoyage. Mauvaise habitude. Partie de désert. - 4. Qui devrait donc s'arrêter. Ne vaut pas une brigue. - 5. Utile quand les rayons sont vides. Particule. - 6. Redevenir neuf quand on arrive au bout. Une récompense pour ceux qui ont bien travaillé. Boîte pour ranger les verres. - 7. Couche dans les rochers. Peut former un sac. Des petits groupes. - 8. Peut être un lieu d'épanchement. Terme

repoussant. Bonnets anglais. - 9. Mot qui peut inciter à avaler le morceau. - 10. Est mal éclairé. Dans une série de sept. Symbole. Une flûte. - 11. Il y en a pour tous les goûts quand il est pourri. Sont comptés après la consultation. Donne l'exemple de la fermeté. - 12. En France. Aventurier anglais. Donne un coup. Règle. - 13. Son chef, c'est parfois le principal. - 14. On l'attrape souvent par la queue. Ne pas laisser dormir. On peut avoir sa part sur la figure. - 15. Met à plat. Qui peut flotter.

Solution du problème n° 5516

Horizontalement
1. Exhibés. - 2. Pieno. Océ. - 3. Label. - 4. Lutin. Fa. - 5. Ema. Ob. - 6. Ré. Dur. - 7. Sue. Ueure. - 8. Essor. - 9. Estime. - 10. Am. Stan. - 11. Seule. Sot.

Verticalement

1. Epileuse. As. - 2. Xi. Usine. - 3. Hahbres. Tu. - 4. Inerte. Cél. - 5. Bobineurs. - 6. E.N.A. Sets. - 7. Sol. Duris. - 8. Four. Mao. - 9. Délabement.

GUY BROUTY

POLITIQUE

ANDRÉ LAURENS

LIVRES POLITIQUES

La constance et le relatif

Il faut bien mesurer le temps, puisqu'il nous est mesuré, mais sans trop y croire. Il n'y a pas vraiment d'unité de temps : seulement une référence formelle et pratique à l'horloge et au calendrier, c'est-à-dire à l'un des plus modestes mouvements de l'univers. Le temps est multiple et chacune de ses variantes, climatique, biologique, historique, psychologique, fonctionnelle selon ses normes et ses cycles qui n'ont que peu de chances à voir avec nos tentatives de rationalisation.

Le temps politique, car c'est là que l'on voudrait en venir, qu'est-ce qui le mesure ? Des durées, des carrières, des bilans ? Les uns sont si disparates, les autres si différentes, les derniers si contravertés, qu'on ne saurait se fonder sur ces seules approches. Le gaullisme, par exemple, a connu plusieurs temps et, dans chacune de ses phases, des temps forts et des temps vides, tous vécus différemment par les fidèles et par les adversaires de Charles de Gaulle. La carrière, concomitante, de François Mitterrand se prête mal à la synthèse, non point parce qu'elle aussi signifierait une exceptionnelle longévité et illustrerait une étonnante capacité de rebondissements, mais parce qu'elle serait moins le vecteur d'un dessin politique que la part émergente d'une personnalité complexe et secrète.

Les portraitistes, les biographes du président de la République ont tous buté sur cette difficulté, bien avant la consécration électorale de 1981. D'où les qualificatifs par lesquels on l'a dépeint : éminent, stendhalien, florentin, masqué, le dernier en date étant : fanaubule.

L'auteur de la formule a bien abordé l'obstacle en cherchant ailleurs que dans les replis de l'âme et les ressorts du caractère la cohérence d'un personnage public mais réputé insaisissable. Eric Roussel s'est demandé où était « la constance du fanaubule ». Dès lors, la comparaison avec un danseur sur corde, de désagréable qu'elle pouvait être, prenait un autre sens, car un fanaubule, si incertain et fragile qu'il paraissait dans le quèbre incertain d'un équilibre menacé, avançait sur un fil conducteur. Sinon il tombe.

Le premier signe discernable de cette constance dans le credo minimum de François Mitterrand est, selon Eric Roussel, l'incompréhension d'humour politique avec le gaullisme. Elle apparaît dès la période de la Résistance et elle ressurgit avec plus de vigueur encore au début de la V^e République. Le républicain s'oppose à tout ce qui peut faire craindre une dérive bonapartiste, le légiste au non-formalisme gaullien, l'artisan

du réformisme par le loi ou viaionnaire d'un grand dessin national. Non que François Mitterrand n'ait pas, lui aussi, une certaine idée de la France, qui e pu s'accommoder de celle qu'en avait le général de Gaulle, comme on l'a vu lorsqu'il s'agissait d'agir contre l'occupation allemande ou, plus tard, de gérer l'héritage du fondateur de la V^e République, mais il ne l'exprime pas par les mêmes moyens. Eric Roussel observe qu'il reste allégué à la démocratie directe et qu'il a accepté le principe de la cohabitation que d'autres, au nom de l'esprit des institutions gaulliennes, jugeaient inacceptable. Selon l'auteur, la principale contradiction qui a gêné M. Mitterrand au début de son magistère fut celle qui opposait son républicanisme et son attachement aux libertés publiques à la mise en œuvre d'un socialisme marxiste, dont les excès de réglementation menaçaient ces mêmes libertés.

Cela étant, qui fut bientôt corrigé, le président de la République s'est toujours distingué par une attitude ambivalente à l'égard du communisme, en France et ailleurs : elle était faite de méfiance sans exclure le dialogue. Il ne fut jamais de ceux que l'on appelait les compagnons de route du PCF et, pas davantage, un de ces intellectuels de gauche marqués par l'imprégnation marxiste et la nostalgie révolutionnaire, quand bien même ils avaient rompu avec les tables de la loi et leurs espoirs. Cela lui permit, au demeurant, d'appliquer sans complexe, en se fondant sur la réalité sociologique nationale et les évolutions politiques qu'elle lui laissait entrevoir, une stratégie d'union avec les communistes qui devait, comme prévu et annoncé, profiter aux socialistes.

Parmi les autres traits de la constance mitterrandienne, Eric Roussel relève l'attachement ancien à la construction européenne, bien qu'à son avis l'actuel président « reste l'homme d'Etat national par le pas dire hexagonal », la solidarité avec Israël et le souci de faire justice aux Palestiniens, un attachement avéré mais sourcilieux. Au bout du compte, il lui semble que l'image du « grand républicain de gauche » l'emporte sur celle du « socialiste de stricte obédience ». Il observe que depuis 1981 les inégalités sociales ont augmenté, « que par tout l'argent est roi et que les

affaires empoisonnent la vie publique », mais considère que, par son attitude dans la guerre du Golfe, François Mitterrand a prouvé ses capacités d'homme d'Etat susceptible de marquer l'histoire de France. Ce brevet n'est pas, comme on sait, accordé à l'unanimité, et bien des parisiens du chef de l'Etat s'en seraient passés.

Pour apprécier les commentaires auxquels donnent lieu ces dix années de mitterrandisme au pouvoir, il faut se reporter au climat et aux efforts des débats de cette aventure. Par exemple au livre de Sophie Coignard qui raconte dans le détail le 10 mai 1981, « le jour où la France s'est bécotée ». Basculé dans le vide et l'horreur pour certains, dans la béatitude des lendemains qui chantaient pour d'autres. Cette médiocrité reconstitution permet à l'auteur d'emprunter au don d'ubiquité et d'être partout à la fois avec force anecdotes, révélations et témoignages de première main, même si les souvenirs, comme le relève Sophie Coignard, ne se recourent pas toujours exactement. Elle montre que les élans d'hier (Laurent Fabius traînaient Lionel Jospin !), les ruptures de l'époque (entre Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac), les réactions désagréables, celles du Koweït par exemple, n'étaient qu'un temps. Le temps politique est, sans conteste, le plus soumis à la relativité.

Parmi les diverses manifestations et initiatives qui marquent l'échéance symbolique de « la décennie Mitterrand », on retiendra deux hommages qui n'oublient pas le devoir d'irrespect. Le premier célèbre, à travers la chronique du règne, la Pyramide du Louvre. Pyramides, de Grégoire Dizeaux, en appelle à la collaboration involontaire des plus grands poètes et écrivains, qui se trouvent heureusement pastichés. Ces « Mélanges » sont offerts à un président pour qui la politique n'a jamais été éloignée de la littérature. Le second est un album du dessinateur Chenez, familier aux lecteurs du Monde. La surprise, pour eux, sera de le retrouver en couleurs. Des couleurs qui n'enlèvent rien, au contraire, à la force éruptive de ses traits.

► **Mitterrand ou la constance du fanaubule**, d'Eric Roussel, Lattès, 185 pages, 89 F.

► **Le jour où la France a bécoté**, de Sophie Coignard, Robert Laffont, 290 pages, 115 F.

► **Pyramides**, de Grégoire Dizeaux, Belfond, 250 pages, 98 F.

► **J'agace**, de Chenez, Denoël, 89 F.

COMMUNICATION

Pour relancer la télévision sportive européenne

TF 1 pourrait entrer dans la chaîne Eurosport

La chaîne de télévision sportive par satellite Eurosport, qui a cessé d'émettre le 5 mai (le Monde date d'hier), pourrait reprendre ses émissions avant le fin du mois. Selon un communiqué publié vendredi 10 mai à Genève, le consortium qui le dirige « a décidé de trouver, en collaboration avec TF 1, une nouvelle structure pour le financement et la poursuite des opérations de ce premier programme véritablement européen ». Les responsables de TF 1 et ceux de la chaîne sportive se sont d'ailleurs rencontrés jeudi 9 mai à Genève pour en discuter sous les auspices de l'Union européenne de radiodiffusion (UER).

Lancée en 1989, Eurosport était diffusée par le satellite luxembourgeois Astra et recevait par 60 millions de téléspectateurs européens abonnés au câble. Sa structure juridique - originale - associait à 50-50 le groupe privé News International du magnat de la communication américain - australien Rupert Murdoch à un consortium de dix-sept télévisions, toutes publiques et membres de l'UER.

Ce montage inhabituel avait valu à la chaîne sportive les foudres de

la Commission européenne, à la suite d'une plainte d'une télévision concurrente, Screesport-TV Sport. Celle-ci estimait ne pas avoir accès, dans les mêmes conditions qu'Eurosport, aux émissions de l'UER (qui gère l'Eurovision). Bruxelles avait qualifié Eurosport d'illégal au regard du droit de la concurrence.

Ces derniers mois, le groupe News International, soucieux de se désendetter et de se recentrer sur son propre bouquet de chaînes par satellite, Sky Television, avait fait part de son intention de se désengager. Faut-il de trouver de nouveaux partenaires financiers. News International et le consortium avaient décidé de jeter l'éponge. L'entrée en lice de TF 1 modifie la donne.

La première chaîne française cherche depuis quelques mois à se diversifier et à s'implanter sur le marché européen. Après avoir fait son entrée aux Pays-Bas, elle étudie avec Canal Plus le lancement d'une chaîne francophone d'information continue (sur le modèle de l'américaine CNN). Elle reconnaît s'intéresser « au principe d'une chaîne thématique sportive ». Il y a

quelques semaines, elle rejetait l'offre de reprise de 50 % d'Eurosport faite par M. Murdoch, jugeant son prix trop élevé (250 millions de francs environ). Le retrait de ce dernier lui donne aujourd'hui les coudées franches.

P.-A. G.

○ **Publicis rachète le groupe publicitaire néerlandais Overad.** - Publicis et son partenaire américain FCB viennent de racheter le groupe de publicité Overad aux Pays-Bas. Overad, créé en 1946, possède des agences de publicité, de marketing direct et des studios de création dans tout le pays. Le chiffre d'affaires du groupe est de 320 millions de florins (un milliard de francs). Cette nouvelle acquisition de Publicis-FCB le porte au deuxième rang dans ce pays que Publicis avait débuté son internationalisation. En 1971, le PDG du groupe, M. Marcel Blacoste-Blanchet, avait racheté Intermark, réseau publicitaire d'origine néerlandaise.

POLITIQUE

Après la décision des neuf « Sages »

Le nouveau statut de la Corse devrait être promulgué rapidement

Les services du premier ministre ont publié, vendredi 10 mai, un communiqué indiquant que le comité interministériel sur la Corse dont M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur, avait annoncé la réunion avant le 15 juillet se tiendra le 25 juin. Il sera consacré au développement économique de l'île et à la mise en œuvre du nouveau statut qui sera promulgué « dans les tout prochains jours », en tenant compte de la décision du Conseil constitutionnel annulant l'article premier, qui reconnaissait l'existence du « peuple corse ». Quant au décret précisant les conditions de la refonte des listes électorales, il sera élaboré « très prochainement ». Pour son application, les représentants de l'Etat en Corse « recevront des instructions de vigilance particulière et bénéficieront de moyens renforcés ».

« En Corse, la volonté de dialogue doit l'emporter, les nouvelles institutions offriront un cadre de travail et d'expression à ceux qui veulent dessiner et construire la Corse de demain », affirment les services du premier ministre. Le ministre de l'Intérieur a également pris acte, en indiquant qu'il n'avait pas à la commenter, de la décision du Conseil constitutionnel. Soulignant que celle-ci ne met aucun « obstacle à la mise en place de la nouvelle structure régionale », le ministre a ajouté, à propos d'une éventuelle tension dans

l'île : « Je souhaite que, malgré la déception que ressentiront certains, chacun se mette au travail pour l'avenir de la Corse ».

M. Lionel Jospin, ministre de l'Éducation nationale, a estimé vendredi sur FR3 que « deux cents ans après la révolution française, le problème de l'unité de la France n'est pas en cause », avec la notion de « peuple corse ».

M. José Rossi, président du conseil général de Corse-du-Sud, député UDF-PR, mais rapporteur du projet à l'Assemblée, a jugé qu'il ne s'agit pas d'un « échec politique », parce que l'article premier n'était pas l'« essentiel du projet », et parce que le conseil a validé « la reconnaissance de l'originalité de la Corse (...), l'assainissement de la démocratie locale (...) et la remise en ordre du pouvoir exécutif ».

Selon M. Bernard Pons, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, le président de la République a reçu un « sévère rappel à l'ordre et un camouflet cinglant ». Le Front national juge que le nouveau statut est ainsi vidé « sans équivoque (...) de sa substance séparatiste ». Le RECOURS-France pense que la nation française « a été déshonorée par le déshonneur » et souhaite que le gouvernement stoppe « une fois pour toutes la dérive de la Corse » et permette aux pieds-noirs « d'y vivre harmonieusement ».

A Bruxelles, le groupe Arc-en-ciel du Parlement européen a jugé vendredi que la décision du Conseil est « une logique maladroite » et se demande si la France sera en Europe le « dernier bastion de l'unitarisme » comme l'Albanie hier celui du stalinisme. A Nantes, l'Union démocratique bretonne (UDB) souligne égale-

ment la « réalité des peuples de France ».

En Corse, le premier secrétaire de la fédération du PS de Corse-du-Sud, M. Jean-François Profizi, a appelé « les forces vives du peuple corse à montrer leur maturité en évitant d'abord de forcer sur le chiffon rouge de l'article premier ».

A Cuneo, le nationaliste, organisation nationaliste « d'extrême », a appelé vendredi, par la voix de M. François Viola, à une réunion de la Consulta Nazionale, qui regroupe plusieurs organisations nationalistes et autonomistes, à l'exception du MPA (nationalistes « modérés »), afin d'« organiser la riposte du peuple corse », qui « n'a besoin d'aucune autorisation pour exister ». Pour M. Viola, la décision du Conseil n'est que « la consécration d'une logique coloniale (...) de plus en plus réactionnaire ». Les nationalistes de A Cuneo ont « l'intention de continuer à mener la lutte pour l'autodétermination ».

M. Pierre Poggioni, dirigeant de l'ANC (nationaliste), a indiqué pour sa part, que « l'heure est à la mobilisation » et que le gouvernement, qui est « accusé », par la décision du Conseil, « pourrait faire appel au Congrès ou utiliser un référendum sur la notion de peuple corse associé ». M. Poggioni souligne la « totale contradiction que l'Etat met à appliquer ses principes en Corse ».

I. Verdi Corsi (les Verts corses, proches des nationalistes) affirme : « Un peuple sans droit de cité reconnu sur sa terre, une Assemblée sans compétences, le déclinisme et le conservatisme consacrés : cet texte amputé, symbole de l'illusion perdue d'une ouverture, est une manière d'entrer dans l'avenir à reculons ».

La nation est un tout

par Pierre Mazeaud

TROIS jours de discussion démontrent l'importance du débat pour le Conseil constitutionnel, trois jours pour que les sages se déterminent notamment sur l'article premier de la loi se référant à la notion de « peuple corse ».

Si, ayant soulevé l'exception d'irrecevabilité à l'Assemblée nationale en première et deuxième lectures, ayant rédigé le recours comportant deux mémoires, je me réjouis de voir l'article premier déclaré non conforme à la Constitution, si je me félicite de constater que d'autres dispositions du texte sont également rejetées comme contraires à la loi fondamentale, je ne m'interroge pas moins sur l'interprétation que le Conseil, par un grave revirement de jurisprudence, vient de donner des articles 72 et 74 de la Constitution.

En précisant que « la consécration par les articles 74 et 76 de la Constitution du particularisme de la situation des territoires d'outre-mer ne fait pas obstacle à ce que le législateur crée de nouvelles catégories de collectivités territoriales, même ne comprenant qu'une unité et n'est pas d'un aspect spécifique », le Conseil considère que pour la Corse - qui n'est pas un territoire d'outre-mer - on peut apporter pratiquement toutes adaptations au schéma institutionnel général des collectivités locales.

Autrement dit, alors que, dans sa décision de 1982, le Conseil avait justifié sa décision par l'insularité de la Corse, aujourd'hui aucune limitation n'est imposée aux collectivités territoriales qui demanderaient un statut particulier. Partageant le point de vue de M. Favreau, sans doute le meilleur constitutionnaliste français, et dans la mesure où toute décision du Conseil constitutionnel est susceptible de commentaire même si elle s'applique nécessairement, je me demande si nous ne sommes pas ici en face d'une porte ouverte à toute région, tout département, pourraient demander un statut particulier sans qu'aucune condition, aucun encadrement juridique, ne soient imposés.

Autrement dit, l'indivisibilité de la République, qui sert de base pour la réajustement de la conférence des Parlements de la communauté, réunie à Rome en novembre dernier, qui précisait que de telles assises devaient être organisées « lorsque la discussion d'orientations essentielles pour la Communauté le justifie, notamment à l'occasion des conférences intergouvernementales ».

Devant les présidents des Assemblées des Douze M. Fabius propose de nouvelles assises parlementaires de la Communauté

BERLIN

de notre envoyé spécial

La conférence des présidents des Parlements européens, réunie à Berlin du 9 au 11 mai, a été l'occasion pour M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, d'avancer, vendredi 10 mai, la proposition française de réunion de nouvelles assises parlementaires avant la conclusion, à la fin de cette année, des conférences intergouvernementales sur l'union économique et monétaire et sur l'union politique.

M. Fabius s'est fondé, pour justifier cette demande, sur la déclaration finale de la conférence des Parlements de la communauté, réunie à Rome en novembre dernier, qui précisait que de telles assises devaient être organisées « lorsque la discussion d'orientations essentielles pour la Communauté le justifie, notamment à l'occasion des conférences intergouvernementales ».

Cette référence a permis au président du Parlement européen, M. Enrique Baron Crespo, d'insister sur le fait que M. Fabius se référait, pour la circonstance, d'un texte qu'il avait, à l'époque, refusé de voter. Pour autant, M. Baron n'a pas nié que la proposition française « se justifie », et il a suggéré que les présidents des Parlements, après en avoir discuté dans leurs pays respectifs - et lui-même ayant consulté les présidents des groupes et des commissions de l'Assemblée de Strasbourg - se retrouvent pour un déjeuner de travail, en septembre prochain, à Athènes, afin d'en décider.

La présidente du Bundestag, M^{me} Rita Süssmuth, a apporté, elle aussi, son soutien à M. Fabius, en faisant adopter l'idée d'un groupe de travail chargé d'étudier l'organisation de ces assises.

Si elle a rencontré un accueil favorable auprès des Allemands, des Belges, des Italiens et de M. Baron, la proposition française s'est heurtée à l'hostilité des Néerlandais, à qui il revenait d'organiser ces assises, et à celle des Britanniques, des Espagnols et des Grecs. L'enjeu est, en fait, la place des Parlements nationaux et celle du Parlement européen dans le nouveau paysage communautaire que dessinent les conférences intergouvernementales.

Pour les Français, la répétition, cette année, de la conférence parlementaire de novembre 1990 serait une amorce d'institutionnalisation du rôle des Assemblées des États membres dans les orientations communémentaires, d'autant plus nécessaire, à leurs yeux, que l'union économique et monétaire aura pour effet de restreindre les prérogatives budgétaires des Parlements nationaux.

L'Assemblée de Strasbourg est hostile à tout processus de ce genre, puisqu'elle revendique pour elle-même le pouvoir de codécision qui devrait revenir à la représentation parlementaire dans un système communautaire équilibré, mais M. Baron est conscient de la nécessité de s'aligner avec les Parlements nationaux pour renforcer la position du législatif face aux exécutifs nationaux.

PATRICK JARREAU

Le Conseil constitutionnel, gardien vigilant

Les neuf juges, dont le rôle s'affirme au fil des années, contraignent le gouvernement et le Parlement à la prudence, au nom des principes fondamentaux

La révolution a eu lieu en 1958. En créant un organe chargé de vérifier que la loi votée par le Parlement n'était pas contraire à la Constitution, les créateurs de la Ve République ont mis fin à la tradition remontant à 1789, qui voulait que la majorité politique du moment pouvait agir à sa guise.

A l'origine, l'ouverture de ce contrôle appartenait presque exclusivement à l'exécutif puisque ne pouvaient saisir le Conseil constitutionnel que le président de la République, le premier ministre, le président du Sénat et celui de l'Assemblée nationale. A l'initiative de M. Giscard d'Estaing, ce pouvoir a été étendu au Parlement à condition que soixante sénateurs ou soixante députés au moins demandent à l'exercer. Il a donc été, dans les faits, transmis à l'opposition qui, depuis lors, de gauche ou de droite, n'a pas manqué d'en user, voire d'en abuser.

Au fil des saisines, le Conseil constitutionnel a eu l'occasion d'affirmer sa jurisprudence et de se montrer un gardien de plus en plus vigilant du respect des textes fondamentaux, que ce soit de la Constitution elle-même, des préambules de 1946 et de 1958, de la Déclaration des droits de l'homme de 1789, ou des principes fondamentaux des lois de la République.

Le nécessaire respect de ceux-ci a été affirmé dans la première décision importante prise par le Conseil, en dehors de son refus, en 1962, de se prononcer sur la validité de la procédure retenue (le référendum sans passage devant le Parlement) pour modifier la Constitution afin que le président de la République soit élu au suffrage universel. Le fait qu'elle soit datée du 16 juillet 1971 suffit à montrer que le Conseil a mis du temps à jouer pleinement son rôle. Saisi par le président du Sénat, M. Alain Poirer, de la loi soumettant la création d'associations à un contrôle de l'autorité judiciaire, il avait annulé cette disposition jugée contraire à la liberté d'association, dont il a fait, à cette occasion, un des principes fondamentaux de la République.

Le nécessaire respect de ceux-ci a été affirmé dans la première décision importante prise par le Conseil, en dehors de son refus, en 1962, de se prononcer sur la validité de la procédure retenue (le référendum sans passage devant le Parlement) pour modifier la Constitution afin que le président de la République soit élu au suffrage universel. Le fait qu'elle soit datée du 16 juillet 1971 suffit à montrer que le Conseil a mis du temps à jouer pleinement son rôle. Saisi par le président du Sénat, M. Alain Poirer, de la loi soumettant la création d'associations à un contrôle de l'autorité judiciaire, il avait annulé cette disposition jugée contraire à la liberté d'association, dont il a fait, à cette occasion, un des principes fondamentaux de la République.

Entre-temps, le 12 janvier 1977, il avait entièrement annulé la loi autorisant les officiers de police judiciaire à faire procéder à la fouille des véhicules. Il y avait vu une « atteinte aux principes essentiels sur lesquels repose la protection de la liberté individuelle ». L'impact de cette décision a été puissant, ainsi que celui de la décision du 24 décembre 1979, annulant l'ensemble du budget pour 1980. La procédure suivie à l'Assemblée nationale n'avait pas été conforme à l'ordonnance de 1959 sur les lois de finances.

Le coup de tonnerre des nationalisations

gauche arrivait au pouvoir, la droite n'a pas manqué d'en user d'une arme dont elle avait été jusqu'alors la seule victime. Premier coup de tonnerre le 16 janvier 1982 : annulation de la totalité de la loi nationalisant les principaux groupes industriels et bancaires parce que l'indemnisation prévue pour leurs actionnaires n'était pas conforme au caractère « juste » imposé par la Déclaration des droits de l'homme de 1789.

Les dirigeants socialistes commencent à tempêter contre le Conseil constitutionnel, à l'exemple de M. Mitterrand lorsqu'il était premier secrétaire du PS. M. Mitterrand, devenu président, calma leurs ardeurs. Et comme - empruntant une voie qu'il allait parcourir par la suite plusieurs fois - le Conseil avait presque clairement indiqué quels critères devaient être retenus pour cette fameuse indemnisation « juste », la majorité se résolut à voter rapidement une nouvelle loi qui en tint compte et à laquelle le Conseil ne

trouva rien à redire. Puis, le 25 février 1982, le Conseil examina la grande loi de Gaston Defferre sur la décentralisation et en annula quelques éléments politiquement sans grande signification mais techniquement essentiels. Le gouvernement dut en tirer les conséquences législatives en acceptant une proposition sénatoriale dont les dispositions lui permettaient d'appliquer, comme il convenait, sa loi.

Statuts de la presse

Le Conseil a accepté sans trop rechigner le premier statut socialiste sur la presse, celui de 1982, mais refusé le 24 décembre de la même année, que soient confondues dans les départements d'outre-mer le conseil général et le conseil régional. Les membres de l'Assemblée départementale ne pouvaient pas être élus à la proportionnelle, estimait-il, mais devaient, comme leurs homologues métropolitains, être désignés de façon à assurer « la représentation des composantes territoriales ». Le maintien de ce mode de scrutin fit perdre à la gauche le bénéfice de sa forte implantation dans les DOM.

La droite a obtenu, en 1984, une victoire plus mitigée à propos du statut de la presse écrite par MM. Pierre Mauroy et Georges Fillioud contre lequel elle avait vivement bataillé au Parlement. Le 11 octobre 1984, le Conseil avait annulé une partie de la loi et énoncé un principe important : « Le pluralisme des quotidiens d'informations politiques et générales (...) est en lui-même un objectif de valeur constitutionnelle ». En estimant ainsi que la liberté des lecteurs est plus importante que celle des éditeurs de journaux, le Conseil se donnait des munitions pour sanctionner...

M. François Léotard.

Lors de la cohabitation, le ministre de la culture et de la communication fut en effet la principale victime de la vigilance des gardiens de la Constitution. Le 25 juillet 1986, il annula une partie de sa loi sur la presse, que celle des éditeurs de journaux, le Conseil se donnait des munitions pour sanctionner...

Il s'appliquèrent ainsi un autre de leurs grands principes, selon lequel le Parlement ne peut abroger une loi antérieure si cela a pour effet « de porter atteinte à l'exercice d'un droit ou d'une liberté ayant valeur constitutionnelle ». La leçon n'a pas dû être

bien comprise puisque la loi sur la liberté de la communication, qui s'adressait particulièrement à l'audiovisuel, fut à son tour sanctionnée le 18 septembre 1986, faute d'avoir prévu une réglementation suffisante des concentrations multimédias.

En obtenant du Parlement le droit de légiférer par ordonnances - M. Mitterrand refusa de signer certaines d'entre elles - pour mettre en application son programme économique et social (les privatisations notamment) et pour rétablir le scrutin majoritaire, M. Jacques Chirac, premier ministre, avait tenté de réduire d'autant la possibilité de contrôle du Conseil constitutionnel.

Le 2 juillet 1986, le Conseil émit pourtant une remarque, qui devait revenir dans l'actualité, après le recensement de la population de l'an dernier et avant les élections législatives de 1993 : « Le respect du principe de la liberté de suffrage implique que la délimitation des circonscriptions électorales fasse l'objet d'une révision périodique en fonction de l'évolution démographique (...) La constitution d'une telle évolution peut résulter de chaque recensement général de la population... » Le 18 novembre 1986, le Conseil remarqua qu'il n'était pas de ses compétences de contester le découpage des circonscriptions législatives effectués par M. Chirac. En revanche, il ne pouvait reconnaître la pertinence de certaines critiques émises contre celui-ci.

Droit d'amendement

Après le refus de M. Mitterrand de signer une ordonnance sur l'aménagement du temps de travail, M. Philippe Séguin voulut la réintroduire sous forme d'amendement dans un texte portant diverses dispositions d'ordre social. Le Conseil, le 28 juillet 1987, le lui interdit, en estimant que cet ajout, tant par son « ampleur » que par son « importance », excédait « les limites inhérentes à l'exercice du droit d'amendement ». L'abrogation de ce nouveau principe, qui ne peut que compliquer le travail parlementaire, fit pousser de hauts cris à MM. Alain Poirer et Jacques Chaban-Delmas, alors présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale.

Depuis le retour des socialistes aux affaires, le Conseil constitutionnel a eu notamment l'occasion de rappeler que la distinction entre les juridictions administrative et judiciaire était un principe républicain et que, donc, les actes du préfet ne pou-

vaient être contrôlés que par les tribunaux administratifs ; et de signifier que le respect de la Déclaration des droits de l'homme interdit de priver les étrangers en situation régulière des aides sociales accordées aux Français.

Petit à petit, gouvernements et parlementaires ont donc dû s'habituer à ne bâtir la loi que sous l'étroit contrôle du Conseil constitutionnel. Le règne du droit supplante ainsi progressivement celui de la majorité politique du moment. Malheureusement, le Sénat a refusé aux juges la possibilité de saisir eux-mêmes le Conseil. Si tous les responsables politiques se mettent d'accord pour violer les textes fondamentaux de notre tradition républicaine, le citoyen de base, même s'il en est victime, n'y pourra rien. La France a progressé mais n'a pas encore atteint le sommet de « l'Etat de droit ».

THIERRY BRÉHER

Les neuf

Les neuf membres du Conseil constitutionnel sont :

M. Robert Badinter, président, ancien garde des sceaux, nommé par le président de la République en 1986 ; M. Daniel Meyer, ancien président, nommé par le président de la République en 1983 ; M. Maurice Faure, ancien garde des sceaux, nommé par le président de la République en 1989 ; M. Robert Fabre, ancien médiateur, nommé par le président de l'Assemblée nationale (M. Louis Mermaz) en 1988 ; M. François Mollet-Viéville, ancien bâtonnier de l'Ordre des avocats, nommé par le président de l'Assemblée nationale (M. Jacques Chaban-Delmas) en 1987 ; M. Jacques Robert, universitaire, nommé par le président de l'Assemblée nationale (M. Laurent Fabius) en 1989 ; M. Léon Jozeau-Marigné, ancien sénateur, nommé par le président du Sénat en 1983 ; M. Jacques Latache, universitaire, nommé par le président du Sénat en 1988 ; M. Jean Cabannes, magistrat, nommé par le président du Sénat en 1989.

M. Valéry Giscard d'Estaing est, en tant qu'ancien président de la République, membre de droit, à vie, du Conseil constitutionnel, où il n'a jamais siégé.

dysenterie aura

aide dévolue

صلى الله عليه وسلم

RELIGIONS

En visite à Lisbonne et à Fatima

Jean-Paul II célèbre le passé missionnaire du Portugal

Le pape a entamé, vendredi 10 mai à Lisbonne, une deuxième visite au Portugal, après celle de 1982, qui devait le conduire aux Açores, à Madère et à Fatima.

LISBONNE

de notre envoyé spécial

Entre le pape et le Portugal, c'est d'abord une histoire de dates anniversaires et de rendez-vous symboliques. C'est le 13 mai 1981, il y a exactement dix ans, que Jean-Paul II a été victime, place Saint-Pierre à Rome, d'un attentat. Or, le 13 mai est la date fétiche de Fatima, celle qui rassemble chaque année des centaines de milliers de pèlerins. C'est en 1917, à trois petits paysans, C'est aussi le 13, pendant six mois de suite, que la Vierge leur a donné rendez-vous. 1917, c'est à la fois la première guerre mondiale et la révolution russe. Toute l'histoire des trois secrets confiés aux enfants de Fatima, qui depuis plus de soixante-dix ans intriquent des milliers de fidèles à travers le monde, est marquée par cette double hantise de la guerre et du communisme (1).

La précédente visite de Jean-Paul II au Portugal remonte au 13 mai 1982. Le pape se rendait pour la première fois à Fatima pour rendre hommage à la Vierge de lui avoir, un an plus tôt, sauvé la vie. Pour lui, en effet, le miracle se fit guère de doute : « Une main a fait, une autre a guidé la balle », dira-t-il une fois rétabli.

Le pape avait, cette année, une double raison de se rendre à nouveau à Fatima où, le lundi 13 mai, il devait rejoindre un demi-million de pèlerins. Premièrement, à l'été 1982, son arrivée à Fatima, rapport de Lisbonne devant le président de la République, M. Mario Soares, « je veux renouveler ma gratitude à la Vierge qui m'a sauvé la vie dans l'attentat d'il y a dix ans ».

Deuxièmement, quelques jours après la publication de son encyclique *Centesimus annus*, Jean-Paul II entame à nouveau célébrer la chute du communisme et les transformations sociales qui

ont ouvert une nouvelle espérance à beaucoup de peuples opprimés par les idéologies nées. Le deuxième secret de Fatima, rendu public en 1942 par le pape Pie XII, évoque, en effet, la « conversion » de la Russie de la « conversation » de ce pays à Marie. La presse populaire de Lisbonne tirait, dès vendredi, sur la « Fatimastrolka » et assurait que Gorbatchev serait à l'écoute de la messe célébrée par le pape dans ce haut lieu du culte marial.

A ces deux premières raisons — personnelle et politique — de faire cette visite au Portugal, le pape en a ajouté une troisième, en faisant aussi étape à Lisbonne, aux Açores et à Madère, c'est-à-dire dans ces avant-postes de l'ouest de l'Europe d'où ont embarqué les missionnaires qui, à partir de la fin du quinzième siècle, ont évangélisé les continents latino-américain, indien et africain. Pour 1992, le Vatican entend, en effet, donner un éclat particulier au cinquantième centenaire de la découverte de l'Amérique, par des papes, compte des papes sombres, que les milieux les plus progressistes de l'Eglise du sous-continent, furieux du retentissement donné par le Vatican à la commémoration de 1992, entendent rappeler. Le pape leur a fait une légère concession en parlant de « cinquantième centenaire de l'évangélisation et de la rencontre des cultures ». Dans le stade de Lisbonne, de larges banderoles évoquant le sort de Timor-Est brimé par les Indonésiens (« Le Timor souffre » : « Timor égale Koweït ») rappelaient au pape, et au public de fidèles, les conséquences, laïtaïnes et injustes, de la colonisation.

Conquérants du Nouveau Monde

Inondé de soleil, vendredi après-midi à Lisbonne, le stade des Belenenses est plein à craquer — 100 000 personnes — pour écouter le sermon du pape. Les tribunes font face à des lieux chargés de symboles : le Tage et la mer d'où sont partis, dans leurs caravelles, les conquistadors du Naavea Maade (Vasco de Gama, Fernao de Magalhães...), le monastère des Jeronimos où repose le grand poète national du quinzième siècle, Luis de Camões qui, dans ses « *Lusadas* », a évoqué cette époque de la mer et de la croix. Puis la cathédrale de Belem, édifiée aussi pour témoigner du fier passé des Portugais.

Quel meilleur endroit, pouvaient chérir le Vatican et l'épiscopat local, pour ranimer la flamme évangélistique du pays ? « Le Portugal a été à la pointe de la Bonne Nouvelle à travers le monde », a souligné le pape. L'histoire de votre

nation était alors celle du salut. Citant l'Angola, le Mozambique, l'Inde, le Brésil, l'Indonésie... il a loué « les fruits abondants apportés aux cinq continents par cette nation missionnaire réellement glorieuse ». Autant d'allusions à l'assommoir d'un catholicisme portugais encore très traditionnel, menacé par la sécularisation qui, depuis la fin de la dictature Salazar, traverse le pays au galop. Le renouveau profite surtout aux sectes et la pratique religieuse dans les églises a chuté à environ 20 % en moyenne nationale. Dans les villes, elle est inférieure à 10 %.

Le pape, en revanche, a gardé le silence sur l'autre face de cette politique coloniale : comment il y a cinq siècles, notamment sur la violence faite aux droits des populations indigènes. L'histoire de l'évangélisation de l'Amérique latine, en particulier, compte des pages sombres, que les milieux les plus progressistes de l'Eglise du sous-continent, furieux du retentissement donné par le Vatican à la commémoration de 1992, entendent rappeler. Le pape leur a fait une légère concession en parlant de « cinquantième centenaire de l'évangélisation et de la rencontre des cultures ». Dans le stade de Lisbonne, de larges banderoles évoquant le sort de Timor-Est brimé par les Indonésiens (« Le Timor souffre » : « Timor égale Koweït ») rappelaient au pape, et au public de fidèles, les conséquences, laïtaïnes et injustes, de la colonisation.

HENRI TINCO

(1) Le premier secret révélé à Lucia (dix ans et toujours en vie), à Francisco (huit ans) et à Jacinta (sept ans) porte sur la paix dans le monde, le deuxième sur la « conversion » de la Russie. Le troisième n'est toujours pas officiellement révélé, mais évoquerait les risques qui pèsent sur l'avenir de l'Eglise.

(Voir, en page 2, l'article sur l'attentat contre Jean-Paul II, le 13 mai 1981.)

EDUCATION

Le 72^e congrès de la PEEP

M^{me} Joëlle Longueval est élue à la tête de la deuxième fédération de parents d'élèves

A l'issue du congrès de la PEEP (Association des parents d'élèves de l'enseignement public), qui a eu lieu à la Rochelle (Charente-Maritime) du 9 au 11 mai, M^{me} Joëlle Longueval a été élue présidente de la fédération, en remplacement de M. Jacques Hui, arrivé au terme de son mandat.

LA ROCHELLE

de notre envoyé spécial

Pour la première fois de leur histoire, les parents d'élèves de la PEEP ont élu une femme à la tête de leur fédération. M^{me} Joëlle Longueval, une Lilloise de quarante-cinq ans, est membre de la deuxième fédération de parents d'élèves depuis dix-sept ans. Elle a été élue pendant trois ans présidente de l'union régionale de Nord-Pas-de-Calais, avant de devenir secrétaire générale en 1988.

Dauphine désignée de M. Jacques Hui et seule candidate à sa succession, cette femme énergique, mère de deux fils étudiants, travaillera assurément, dans la direction tracée depuis cinq ans par son prédécesseur. Elle tient à rappeler que la PEEP, « injustement classée à droite », est « indépendante politique et syndicale » et qu'elle se définit, « comme une force de propositions ». « Beaucoup de choses évoluent dans l'école. Depuis trois ans, sur les grands dossiers prioritaires, le ministre de l'éducation nationale a ouvert des portes », précise M^{me} Longueval.

M. Jospin va dans le bon sens

Dépêché à La Rochelle, M. André Legrand, directeur des lycées et collèges, a pu mesurer la cote de son ministre auprès des parents de la PEEP. « A l'heure des huées provoquées par son absence. Et M. Jacques Hui est presque sorti de ses gonds pour regretter que le ministre ne soit pas là en personne, au moment où commence le débat sur

l'avenir du lycée, pour écouter comment des parents d'élèves responsables dessinent la concrétisation de sa loi de 1989 ».

Pourtant, dans son discours inaugural, jeudi 9 mai, M. Jacques Hui, beau joueur, a plusieurs fois souligné que la politique menée par M. Jospin allait « dans le bon sens ». La PEEP est d'accord, par exemple, avec les orientations prises à l'école primaire, « même s'il est encore trop tôt pour dresser un bilan ». Il faut « aller de l'avant », a souligné M. Hui, « et faire taire les rumeurs selon lesquelles l'insuffisance des moyens et le manque de formation des enseignants constituerait des obstacles quasi insurmontables à la réussite de cette réforme ». La PEEP n'a pas oublié que le ministre de l'éducation nationale avait choisi de lui donner la primauté du calendrier de la réforme du lycée lors de son congrès d'Epinal, en 1990. « Il a été respecté », a reconnu M. Jacques Hui, « et certaines de nos propositions ont été prises en compte ».

Le choix d'options dans les matières dominantes, l'introduction de modules permettant un certain personnalisation de l'enseignement, l'élargissement des filières, l'aide personnalisée aux élèves, sont dans un sens qui nous semble favorable, a poursuivi M. Jacques Hui, mais nous aurions souhaité un projet plus innovant et plus audacieux. La PEEP a renouvelé sa demande que soit lancée, dans une vingtaine de lycées, des expérimentations plus novatrices.

Avec des accents souvent moins généraux à l'égard de la politique gouvernementale, les délégués au congrès ont développé les thèmes chers à la PEEP : l'apprentissage des langues vivantes à l'école primaire, la place des parents, l'autonomie des établissements, les rythmes scolaires, le poids des horaires et des programmes dans les lycées. « Pour l'instant, sur le terrain, comme le soulignait une déléguée de Strasbourg, on ne semble guère écouter la bonne parole du ministre ».

CHRISTINE GARIN

FAITS DIVERS

Après les incidents du 8 mai

Le centre commercial des Ulis sous surveillance

Une compagnie de CRS de Béthune a été affectée en renfort sur les centres commerciaux régionaux des Ulis et d'Evry (Seine-et-Marne), à la suite des incidents du 8 mai (le Monde du 10 mai) qui ont fait trois blessés et d'importants dégâts au centre commercial Les Ulis-II. Le maire des Ulis, M. Paul Lorient (PS), a estimé, vendredi 10 mai au cours d'une conférence de presse, que ces événements « ne sont pas exemplaires ou représentatifs d'un malaise ».

« Ma ville, ce n'est pas l'autre-velin, ni Sartrouville », a insisté

M. Lorient. La comparaison est, il est vrai, facile. Même forte concentration de population (27 000 habitants), souvent jeune, même vocatuaire de cité dortoir, même type d'habitat vertical, mêmes petits délinquants qui ont fait d'une galerie marchande leur terrain d'élection, mêmes chapardeurs jouant au chat et à la souris avec les vigiles dans les rayons de l'hypermarché.

Les Ulis, ville où l'on vit mal ? Paul Lorienta rejette l'étiquette : « C'est une ville populaire, pas la zone ». Même si mercredi soir on a franchi un seuil dans l'insécurité, le maire veut croire qu'il ne s'agit que d'une poussée de fièvre d'un petit groupe d'adolescents marginalisés, pour lesquels il demande que « la loi s'applique dans toute sa rigueur ».

« Il ne faudrait pas que cet épisode si pitoyable contribue à déstabiliser la population, qui, dans sa quasi-totalité, est étrangère à ce type d'exercices », explique Paul Lorient, bien décidé à poursuivre la politique de prévention menée depuis 1982 et à réclamer un renforcement des effectifs du commissariat de police local.

PATRICK DESAIVE

SPORTS

Championnat de France de football

Marseille à un point du titre

L'Olympique de Marseille, en prenant un point à Montpellier (0-0), tandis que Monaco subissait la loi de Nancy (0-4), s'est rapproché un peu plus de son troisième titre consécutif de champion de France, vendredi 10 mai, à l'issue de la trente-sixième journée du championnat de première division.

Les résultats : Montpellier-Marseille 0-0 ; Nancy-Monaco 4-0 ; Auxerre-Bordeaux 0-0 ; Rennes-Cannes 1-1 ; Caen-Lille 0-0 ; Lyon-Metz 3-1 ; Brest-Saint-Etienne 0-1 ; Sochaux-Paris SG 0-0 ; Nice-Nantes 1-1 ; Toulon-Toulouse 1-0.

Deuxième division : Strasbourg-Laval et Lens-Valenciennes en préliminaires. — Après les accessions en division I de Nîmes et Le Havre, acquises la semaine dernière, le champion de France de football de deuxième division a été élu, vendredi 10 mai, son ultime verdict. Pour la moutée en première division, les pré-barrages opposeront, mardi 14 mai, Strasbourg à Laval et Lens à Valenciennes, tandis que Louhans-Cuiseaux, Dunkerque, Dijon (groupe A), Orléans, Créteil et Saint-Quentin (groupe B) évolueront en division III, la saison prochaine.

ERIC FOTTORINO

(1) Une tragédie banalisée, la faim dans le monde, Hachette, collection « Pluriel », 320 pages, 69 francs.

CATASTROPHES

Dix jours après le cyclone

La dysenterie aurait tué un millier de personnes au Bangladesh

Dix jours après le cyclone tropical du 30 avril, les trois onduelles tornades qui ont balayé plusieurs villes du Bangladesh, jeudi 9 mai, auraient fait trente-trois morts et trois cents blessés. Le bilan officiel du cyclone est toujours de 125 720 morts. Mais selon les organisations humanitaires, la dysenterie s'est installée dans seize districts côtiers et elle aurait déjà tué un millier de personnes. Un million et demi de survivants, qui sont contraints de boire de l'eau contaminée, pourraient, à leur tour, être touchés.

Les survivants de l'île de Kutubdia, au sud-est du pays, ont 40 000 personnes sur 91 684 ont péri, tentent de lutter contre la maladie et la famine au milieu des cadavres. Beaucoup de survivants, grièvement blessés ou très malades après le passage du cyclone, sont morts par manque de médicaments et de nourriture. Des serpents venimeux ont également tué plusieurs personnes sur l'île, ont déclaré des sauveteurs, qui ont précisé que des centaines d'habitants souffrent de diarrhée et de typhoïde et n'ont

pas assez de médicaments. Un responsable du Bureau de développement de l'eau, à Chittagong, a averti que la totalité de l'île de Kutubdia risquait, en outre, d'être à nouveau inondée par les prochaines grandes marées.

Aide trop faible

L'aide humanitaire internationale commence à arriver dans le pays. Deux avions cargo américains chargés de médicaments se

sont posés vendredi à Dacca, de même qu'un Boeing 707 chinois transportant des médicaments, des vivres et des tentes. L'Indonésie a envoyé un avion cargo C-130 et l'Inde a procuré trois hélicoptères, en plus des trois déjà fournis la semaine dernière. Enfin, l'aviation militaire du Bangladesh, critiquée par les milieux politiques pour la perte de quarante et un appareils pendant le cyclone, a pu effectuer, vendredi, des largages de vivres sur les régions dévastées. Le Japon a, pour sa part, répondu vendredi à

l'appel de l'ONU pour une intensification de l'aide aux populations sinistrées, en promettant de débiter 7,5 millions de dollars en produits de première nécessité et 1,5 million de dollars en vivres. La veille, le président de l'Organisation d'aide aux victimes des catastrophes naturelles (UNDRO), M. Mohammed Es-Saafi, avait jugé trop faible l'aide acbémienne jusqu'à présent au Bangladesh et il avait souhaité que la lassitude ne gagne pas les pays donateurs.

en soi, à condition de garder le sens des réalités.

M^{me} Brunel n'est pas tendre non plus avec la FAO, à qui elle reproche à intervalle régulier, d'annoncer « la famine généralisée ». Sa conclusion doit faire réfléchir au moment où l'urgence s'impose aux apitoios publics du monde entier. « Pour ces organismes, écrit-elle, décrire la situation la plus tragique possible est un moyen de justifier leur existence, de reconstruire leurs budgets et si possible, de mobiliser de nouveaux crédits, qu'ils versent dans la démagogie la plus éhontée dans leurs relations avec les pays du tiers monde ».

Il serait mal-venu de nier l'existence des désastres humains qui frappent le Bangladesh et une partie de l'Afrique. Mais, c'est précisément parce qu'il en va du sort de populations entières que la vigilance s'impose quand il s'agit de les secourir. L'aide est un moyen d'existence et de reconnaissance pour ceux qui la distribuent autant que pour ceux qui la reçoivent. L'humanitaire n'est jamais exempt d'arrière-pensées, on s'en rend compte quand l'envie d'apparaître au côté des grandes catastrophes pour en tirer à son tour une part de grandeur.

Cassandra des professionnelles

Dans son ouvrage, M^{me} Sylvie Brunel met en garde contre ces « cassandres professionnelles », accusant en particulier l'Unicef et la FAO de catastrophisme. A propos de l'Unicef, qui rend compte de la situation des enfants dans le monde, la responsable de l'AIICF met en cause les chiffres annoncés de mortalité infantile. « Ils n'ont aucun fondement scientifique et sont incompatibles avec les données annuelles de natalité et de mortalité dans le monde ». Encore faut-il avoir conscience de la fiabilité toute relative de la statistique des pays en voie de développement qui, par conséquent, rend difficile les interprétations aussi péremptories.

L'auteur laisse entendre que cette organisation joue sur du velours car elle « enfle les chiffres (...) pour obtenir plus d'argent, plus de moyens pour améliorer la situation des enfants »... Une intention laudable,

L'aide dévoyée

Suite de la première page

Bien sûr, les donateurs se heurtent à la fameuse souveraineté des Etats qui interdit toute ingérence dans les affaires intérieures d'un pays, fût-il en difficulté. Réclamés par nombre d'organisations humanitaires (appuyées en cela par les plus hautes autorités politiques françaises), le devoir et aussi le droit d'ingérence devraient pouvoir se forger au feu de l'action caritative d'urgence. Le dda n'est rien sans la gestion du don.

Trop souvent par le passé, l'aide humanitaire a fourni une prime aux pouvoirs en place contre la partie de la population que ces derniers avaient clairement désignée comme victime des sinistres. Des fous du Biafra (Nigeria) aux Touaregs du Mali, des ethnies désertées du Sahel aux chrétiens et arabes du Sud-Soudan en butte aux services du pouvoir central musulman, on ne compte plus les oubliés des grands mouvements de solidarité. Comme l'explique avec justesse la responsa-

ble d'AIICF (Action internationale contre la faim), M^{me} Sylvie Brunel, dans un livre récent (1), plus aucune famine n'éclate aujourd'hui sans volonté et intervention humaines. Les pénuries alimentaires aiguës sont même « un outil d'organisation sociale » pour éliminer « les groupes humains faibles ou contestés ». Et M^{me} Brunel ajoute : « Les famines ne tombent plus du ciel, les hommes sont moins cruels que les hommes ». L'aide humanitaire, au corps défendant de ses promoteurs, devient un instrument attendu, mais à combien efficace, de ces actions d'exclusion.

Les villas de la sécheresse

Lorsque la sécheresse s'abat sur le Sahel en 1972-1973, le Mali repart une aide alimentaire importante qui fut vendue très cher et non distribuée gratuitement. L'argent récolté servit à financer de superbes demeures à Bamako, baptisées « les villas de la sécheresse ». A cette épo-

Cannes 91

de nos envoyés spéciaux

Où l'on entre dans le vif du sujet : Patrick Bouchitey et Karen Chakhnazarov essuient les platées de la sélection officielle, pendant que Jocelyn Moorhouse, cinéaste, Australienne et néophyte, inaugure le quinzaine des réalisateurs en compagnie d'un grand ancien, l'Egyptien Youssef Chehine, dont on projetait un court-métrage. Les Américains ne sauraient plus beaucoup tarder.

SÉLECTION OFFICIELLE

Le fou qui repeint l'Histoire

Le face-à-face entre un aliéné et son médecin comme parabole de l'amnésie officielle soviétique

L'ASSASSIN DU TSAR de Karen Chakhnazarov

Découvert à Cannes il y a trois ans avec la Ville zéro, Karen Chakhnazarov abandonne cette fois les fantaisies baroques. Il préfère on réalisme presque documentaire pour raconter une cauchemardesque parabole.

Littéralement, une histoire de fous : un interné dans un asile psychiatrique se prend pour l'assassin de deux tsars : Alexandre II, tué en 1881 lors d'un attentat, Nicolas II exécuté avec sa famille en 1918 par le nouveau pouvoir bolchevique. Pour combattre ce délire, un médecin entre dans le jeu, entre dans le rôle du tsar... Mais « il ne faut pas vouloir tout comprendre », dira un autre docteur, qui a renoncé à soigner ce « malade » trop au fait des détails d'événements auxquels il croit avoir participé cent dix et soixante-douze ans plus tôt.

Le médecin et le film sont pris dans le même vertige, présent (l'asile) et passé (la résidence impériale), se confondent, comme aspirés par la folie du très paisible « assassin ». Il faut prêter attention à l'inquiétant regard bleu de ce massif paysan grisonnant pour voir quel trouble il dissimule peut-être et pour reconnaître dans ce visage vieilli le jeune rebelle de Il..., le voyou-dandy d'Orange mécanique, Malcolm McDowell.

Face à lui, le formidable acteur soviétique Oleg Yankovski était son magnétisme naturel pour afficher une lassitude, une absence, qui est déjà d'un vaincu. Un homme résigné à mourir, comme l'aurait été, prétend le film, le tsar Nicolas II enfermé dans le palais d'Elizavineburg. Plus encore que la fascination exercée par son malade, et sa mystérieuse capacité à attirer la réalité dans son orbite, c'est la volonté de savoir, de comprendre, qui entraîne le docteur vers son destin. Il y a

d'ailleurs un serpent aux premières images du film, et une Eve invisible, mauvaise conseillère : avec les cinéastes russes actuels, la référence biblique est rarement loin.

Le mouvement des voyages dans le temps, de plus en plus rapides, de moins en moins contrôlés, laisse apparaître une « image subliminale », celle de la mémoire russe infiniment tronquée, manipulée par les puissants - et la question de savoir qui est fou, qui ne l'est pas, devient accessoire, sinon absurde. Mais cette collision passé-présent reste une idée, un mécanisme dramatique. Sur l'écran, il se passe grand-chose. Autant la construction est brillante, autant les images semblent être la pure illustration. Un parti pris de froidisme clinique qui laisse tout loisir au spectateur de méditer sur les arrière-pensées du cinéaste, mais ce lui offre guère d'occasion de s'y impliquer.

JEAN-MICHEL FRODON

Le souvenir de Jacques Demy

Les souvenirs d'enfance du cinéaste nantais filmés par Agnès Varda, sa femme

JACQUOT DE NANTES d'Agnès Varda (hors-compétition)

L'océan vient se briser sur la plage de Noirmoutier. Un homme est étendu, tourné vers l'espace sans limite, il égrène une poignée de sable : Jacques Demy, tel qu'il est resté en notre souvenir, et tel qu'il restera, grâce à un film pudique et tendre comme ses films à lui qui ont enchanté le cinéma depuis les années 60 jusqu'aux années 80. Il avait commencé à rassembler, par écrit, ses souvenirs. Agnès Varda, sa femme, en a fait *Jacquot de Nantes* ; Jacques Demy de huit à dix-huit ans, de 1939 à 1949, interprété par trois garçons - Philippe Maron, Edouard Joubaud, Laurent Monnier - selon les âges de sa vie.

Agnès Varda a tourné dans le merveilleux noir et blanc de ses propres photos, qui est aussi celui de *Lola* ou de *la Baie des Anges*. Lui et elle voient dans une même vision. Quelques images sont en couleurs, lorsqu'il s'agit de fêtes, de spectacles : le carnaval de Nantes, les théâtres de marionnettes à l'ancienne, les opérettes qui, comme les chansons diffusées par la radio et fredonnées par sa mère, ont donné à ce fils de garagiste le goût du romanesque, du mélodrame, des bistrotiers à faire rêver, aimer, pleurer.

Dans une tour entourée de petits ateliers d'artisans, voilà le garage Demy, et l'appartement familial exigü, mais chaud comme un cocon. Une famille heureuse, même si Jacques, sur l'ordre de son père, fut obligé d'aller apprendre un métier dans un collège technique. Une famille qui reste unie, à travers la guerre, l'exode, l'Occupation, les bombardements de Nantes - THIS-

toire, la grande, remarquablement suggérée sans reconstitution rétro.

D'un refuge provisoire à la campagne natale, plus tard, un court-métrage, *le Sabotier du Val de Loire*, de même que le personnage de la cuisine qui revient d'Argentine, « poule de luxe » et flambeuse de casino, modèle retrouvé dans *la Baie des Anges*. Des impressions d'enfance et de jeunesse, Agnès Varda a retenu tout ce qui a formé la subjectivité de « Jacquot », ce qui l'a conduit à aimer le cinéma et à en faire. Une chemin qui va des appareils pour gosses jusqu'au Pathé Baby et à la première vraie caméra achetée d'occasion dans une boutique du Passage Pommeraye, un parcours qui monte de la cour du garage jusqu'au grenier, le premier studio, où Jacques Demy construisait les décors et les personnages en carton de films d'animation.

Autodidacte, le fils aîné du garagiste s'initie et s'affirme. Et le jour vient où il peut partir pour Paris. Exploratrice de la mémoire, Agnès Varda a recoué les fils d'une existence. Comme personne d'autre n'aurait pu le faire, elle a balisé l'itinéraire qui mène de l'instinct et de la volonté jusqu'au talent. Superbe hommage, qu'accompagne la vision toute documentaire de Jacques Demy lui-même, intervenant pour ponctuer le récit de sa femme. Le revêtait donc, mais à distance, pour ne garder que l'idée de vie. Lorsque, cependant, elle le filme de près, Varda montre de Demy son œil de cinéaste, son regard de peintre, sa peau, et la main qui portait l'alliance. Et tout à la fin, sur la plage, les petites vagues et les algues de son souvenir à elle, comme un point d'orgue, magnifique.

JACQUES SICIER

LA QUINZAINE DES RÉALISATEURS

Jocelyn Moorhouse, la mémoire des sentiments

La cinéaste australienne présente « Proof », son premier long-métrage

Jocelyn Moorhouse est une cinéaste australienne dont le premier film, *Proof*, précédé d'un court-métrage de Youssef Chahine a ouvert la Quinzaine des réalisateurs - et va ouvrir le 28 mai le programme « Cinéma australien » du Centre Georges-Pompidou. Jocelyn Moorhouse raconte avec ironie, avec une sensibilité aiguë les relations troubles entre une femme et deux hommes dont l'un, aveugle de naissance, passe néanmoins son temps à faire des photos, à se les faire raconter. Pourtant il ne se fie à personne, et en même temps cherche la vérité comme un absolu inaccessible. Car « il n'a jamais pu rien vérifier par lui-même. Il ne s'est pas vu vieillir, donc il est plus près qu'un autre de son enfance. D'autant que sa mère est morte alors qu'il était très jeune. Cette perte l'a privé d'un sentiment normal de sécurité. Il ne l'a jamais acceptée. Il la ressentait comme une manière de fuir la charge d'un enfant handicapé ».

« Enfant, j'étais moi-même malade, raconte Jocelyn Moorhouse. J'étais asthmatique, beaucoup de jeux m'étaient interdits, je ne les supportais pas. De plus, les médicaments que j'ai dû prendre pendant des années m'ont abîmé les dents. Même si ça ne se voit pas ou plus tellement, même si mon mari me dit que je suis belle, j'en souffre ».

Martin, l'aveugle, a une gouvernante amoureuse de lui. Mais il la repousse et dans leur combat, elle n'est pas toujours la victime. « Elle est trop vulnérable pour se permettre la générosité. Elle a la fragilité des femmes qui ne sont pas très belles et n'ont pas de métier, j'ai mis beau-



Jocelyn Moorhouse : « L'Australie c'est des villes et du vide »

coup de moi dans ce personnage. L'Australie est un pays d'hommes, pour qui, tout a fait normalement, les copains comptent plus que la famille. C'est un pays rude, où il faut dompter les éléments, où seule la force physique est appréciée. Bien sûr, ces machos ont peur des femmes et sont obsédés par leur mère. Mais je les aime bien. Ce doit être mon côté maternel ! »

L'autre homme est un garçon

sain, généreux, qui naturellement détruit l'équilibre sado-masochiste du couple. « Les deux autres exigent d'être aimés. Lui ne demande rien, il donne. Il ressemble à mon frère, que j'adore... » L'inappréciable qualité de *Proof* tient en grande partie à cette façon de se raconter, non pas à travers des faits, mais en puisant dans la mémoire des sentiments.

Le prochain film de Jocelyn Moorhouse ira à la recherche de l'iden-

tité australienne : « La littérature n'offre pas de héros, seulement des perdants. Au sens propre aussi les gens se perdent. C'est tellement vaste, tellement ancien et mystérieux. L'Australie, c'est des villes et du vide, vous pouvez faire 500 kilomètres sans rien voir, pas un arbre, pas un être vivant. C'est une terre hostile. On rêve d'en partir, on part, on y revient pourtant. »

COLETTE GODARD

Nanni Moretti, vedette politique

Il a produit « le Porteur de serviette » de Luchetti et y tient le mauvais rôle

ROME

de notre envoyé spécial

Un bonhomme maigre et barbu apostrophe le lecteur : « On dit que je fais le jeu de la droite. On dit que je fais le jeu de la gauche. Vous croyez que c'est le moment de jouer ? » La caricature représente Nanni Moretti, dans les pages « politiques » de la *Repubblica*. Avec le *Porteur de serviette* de Daniele Luchetti, dont il est le producteur et l'acteur principal, - présenté samedi 11 mai, - le réalisateur de *Palombella rossa* a quitté son emploi de « meilleur cinéaste italien de sa génération » pour faire irruption dans l'arène politique et médiatique de son pays.

Le *Porteur de serviette* dénonce les magouilles des politiciens - et plus particulièrement des ministres appartenant au Parti socialiste italien. Le rôle-titre est celui de Luciano, brave prof de gauche appelé par un jeune ministre aux dents longues pour lui écrire ses discours. De cadeaux en trafics, de faiblesses en crapuleries, Luciano découvre derrière le discours progressiste et moderniste une

implacable soif de pouvoir. Face au naïf Luciano, le ministre Botero, belle figure de prêtre florentin, habile et impitoyable sous le costume spécial-tête et les lunettes à fine monture du fonceur : Nanni Moretti lui-même.

Après avoir réalisé et interprété *Bianco* (1984) et *La messe est finie* (1985), Moretti a fondé la société de production Sacher Film pour aider d'autres jeunes cinéastes italiens à débiter, et d'où sont sortis *Domani*, *domani* de Luchetti, et *la Nuit italienne* de Mazzacurati. « Ensuite, dit Moretti, j'ai voulu des films plus audacieux, plus dérangeants. Je n'ai pas beaucoup de films politiques des années 70, qui avaient fini par constituer un genre et même un filon commercial. Mais je trouvais anormal que le cinéma ne rende plus du tout compte de la réalité. »

A son instigation, et tandis qu'il tourne *Palombella rossa*, plusieurs scénaristes se mettent à l'ouvrage. Daniele Luchetti, parti sous une autre bannière réaliser la *Settimana della sfiga* (l'odiot en France), revient à la Sacher pour réaliser le

projet. Le ministre ne sera pas d'entrée de jeu un salaud : « Le spectateur le voit avec les yeux de Luciano. Comme lui, il faudra du temps pour qu'il découvre la vraie nature du personnage. Botero est différent des anciens politiciens qui, même antipathiques, incarnaient une idée, une ligne politique. Le ministre du film, lui, veut seulement le pouvoir. »

De ce film « politique », le peuple est totalement absent - pas une scène de foule. « C'est la réalité d'aujourd'hui, confirme Moretti, les électeurs sont devenus une abstraction lointaine. Le film n'idéalise d'ailleurs pas les masses : le magouilleur est réel, malgré la révélation de ses trafics. » Face au candide professeur joué par Silvio Orlando (l'entraîneur de *Palombella rossa*), le ministre demeure d'ailleurs, presque jusqu'au bout séduisant.

L'impact est considérable en Italie. Sorti le 5 avril, il *Portaborse* y a fait la « une » des journaux - honneur qu'il n'eût pas eu au cinéma depuis bien longtemps. Aussi, le film déclenche l'enthousiasme des spectateurs (1 200 000 entrées en un mois)

et l'ire des politiciens. Notamment des socialistes italiens : le journal du parti, *Avanti!*, tire à boulets rouges, et un de ses dirigeants déclare en sortant d'une projection : « Ça me donne envie de vomir. » « Je suis désolé pour lui s'il s'est reconnu, dit Moretti en souriant. Quant à l'accueil du public, il prouve qu'indépendamment de la qualité du film il y avait une véritable attente sur ce sujet. »

Une attente que tous ne partageaient pas : pour la première fois, la RAI, partenaire habituel de la Sacher, a refusé de s'investir dans la production. « Non », a dit la RAI Uno, proche de la Démocratie chrétienne, et « non » à la RAI Tre, proche des communistes. « Je n'ai même pas essayé de la RAI 2 (lié au PSI), raconte le producteur, ça aurait été de la provocation. Ni à Berlusconi. A l'époque je faisais encore une différence entre service public et télé privée. Aujourd'hui, je ne suis plus sûr... »

Embarrassé par ces refus, Moretti a été contraint de prouver - ce dont il se réjouit désormais - que l'on

pouvait, contrairement aux habitudes prises, tourner un film italien sans le soutien d'une télévision. Des soutiens, il en a trouvés en France - ce qui nous vaut la présence d'Anne Roussel en séduisante conseillère polyglotte du ministre.

Le refus des télévisions, les succès public et les réactions hostiles des politiciens montrent la supériorité du cinéma, se réjouit Nanni Moretti. Tous les jours, le journal télévisé raconte à des millions de gens de vraies magouilles. Mais dès qu'un film, une fiction, met en scène cette réalité, les chaînes n'en veulent pas, les hommes politiques crient au loup et le public se précipite. »

Le *Porteur de serviette* a déchaîné la tempête en Italie. Le public français fera-t-il le lien avec les « affaires » hexagonales ? Réponse le 15 mai, date de la sortie nationale. Nanni Moretti, lui, sera reparti dans son petit appartement romain préparer le film qu'il doit réaliser au printemps prochain - où il retrouvera son alter ego, Michele Appiccia.

J.-M. F.

Le Monde
est en vente
le soir même
à Cannes
pendant la durée
du Festival
9 - 20 MAI 1991

مكتبة الامم

CULTURE

VENTES

Y a-t-il encore un Japonais dans la salle ?

Absence remarquable lors des ventes de tableaux impressionnistes et modernes à New-York

VENTE DE LA COLLECTION D'IRENE SELZNICK-MAYER Chez Sotheby à New-York

On les a attendus en vain : à New-York, les 7, 8 et 9 mai Sotheby's et Christie's ont organisé leurs traditionnelles ventes aux enchères de tableaux et sculptures impressionnistes et modernes. Une semaine seulement après les adjudications d'art contemporain, le couvert est tombé : le marché en question souffre de l'absence remarquable des Japonais, dont les yens étaient hier à l'origine de nombreux records (le *Portrait du duc de Wellington*, de Van Gogh, adjugé à un industriel nippon, 82,5 millions de dollars, en mai 1990). Un an plus tard, le marché impressionniste et moderne enregistre un déclin sensible, comme en témoigne d'abord les 35 % d'inventaires à New-York ; et les estimations, révisées à la baisse, ne manquent pas d'attirer (ou de faire révenir) le public des acheteurs particuliers, américains mais également européens pour un tiers.

Le 7 mai, Sotheby's a ouvert le bal avec la collection d'une grande dame de Hollywood, Irene Mayer Selznick, fille du fondateur de la MGM, épouse un temps du producteur d'*Autant en emporte le vent*. A la maison, papa et maman recevaient Chaplin, Hearst ; Irene allait jouer au tennis avec la fille de Cecil B. de Mille. Plus tard, riche, divorcée et célèbre, cette élève femme d'affaires n'hésitait pas à faire voyager sa collection : l'été à Beverly Hills, l'hiver à l'hôtel Pierre à New-York, où elle vécut pendant quarante ans, jusqu'à l'automne dernier. Morte à quatre-vingt-trois ans, en octobre 1990, Irene Selznick a donc donné, le 7 mai, un zeste de glamour à cette vente popée par ses bobines. Les sept toiles d'Irene ont totalisé 7,7 millions de dollars : la vedette n'est autre que cette lumineuse *Robe persane* de Matisse, longtemps accrochée au-dessus d'un sofa de chintz or. Réalisée vers

1938 à Nice, à la même époque que la *Bnuse roumaine*, elle a atteint 4,510 millions de dollars. Chiffre tout de même inférieur à ses estimations (entre 5 et 7 millions de dollars).

Le troisième prix de la vente est une étude pour la *Grande Jatte*, de Seurat, réalisée dans un style très pointilliste en 1884 : 1,375 million de dollars, déboursés ici encore par un acheteur européen.

Très beaux scores pour les surréalistes

Pour Sharoo Schultz Simpson, l'un des quatre experts de la vente Sotheby's, le recentrage du marché passe par « un retour aux prix de 1987-1988 ». Aujourd'hui, les coups de cœur se négocient entre 150 000 et 300 000 dollars (avec un béguin, cette saison, pour les aquarelles de Dufy), mais les clients se montrent difficiles : alors ils boudent les Picasso tardifs mais achètent tout de même un buste d'homme daté de 1969 pour 1,375 million de dollars (il était estimé entre 1,7 et 2,2 millions).

Chez Christie, l'adjudication aura confirmé les grandes tendances du marché : c'est dans la série des *Chefs-d'œuvre de la peinture* — dignes des puzzles et boîtes de chocolats de l'enfance — la réputation de Degas et Monet, mais surtout, les très beaux scores obtenus par les surréalistes tels Chirico, Delvaux, Magritte (*Les Barrières mystérieuses* estimées entre 1,2 et 1,6 million de dollars sont tombées pour 2,2 millions de dollars).

Reste la chute attendue des peintures hier sur-cotées par les spéculateurs japonais. Franck Girard, expert chez Christie à New-York, cite le « trio difficile » des Chagall, Vlaminck, Utrillo, auquel il convient d'ajouter Marie Laurencin et ses toiles couleur cuisse de gymphie, mais également Bernard Buffet.

LAURENCE BENAÏM

ARTS

Les chorégraphes au musée

Trois expositions pour mettre à jour l'histoire d'un art

FRANÇOIS DELSARTE à Toulon
DANSE LIBRE et DANSES TRACÉES à Marseille

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

Le Théâtre national de la danse de Chateaufort produit en collaboration avec le Musée de Toulon (1) une exposition, « François Delsarte, 1811-1871, sources et pensée », conçue par la chorégraphe Jeanette Dumeix et l'écrivain Alain Porte, et consacrée à un personnage quasiment oublié aujourd'hui en France, qui, malgré lui, a contribué à l'essor de la danse moderne aux États-Unis : le centre de la Vieille-Charité, à Marseille (2), accueille en provenance de la Kunsthau de Zürich, et due à Harald Szeeman : « De la danse libre vers l'art pur », itinéraire de l'expressionnisme allemand à travers deux de ses figures féminines, celles de Suzanne Perrotot (1889-1983), et de Mary Wigman (1886-1973), qui deviendra la chorégraphe fondatrice de ce courant. L'exposition se tient conjointement avec celle des « Danses tracées », imaginée par Laurence Louppe, et qui a pour objet de montrer l'impact du chorégraphe oïte, griffonne, dessine les hiéroglyphes d'un désir qui deviendra mouvement.

François Delsarte a cherché à établir les correspondances entre la vie, l'âme et l'esprit, systématisant une sorte de triangle d'or formes et mouvements liés aux différentes expressions humaines. Ses travaux, destinés au théâtre et au chant, furent importés aux États-Unis par son disciple américain, James Steele Mac Kay, quand il a fui la guerre de 1870 : les principes de Delsarte furent alors appliqués à une danse exotique de maître, encore proche de la gymnastique rythmique.

Ce souci d'une « science de la danse » est également présent dans l'exposition consacrée à Suzanne Perrotot et Mary Wigman. Elles

ont été formées par les maîtres à penser et à bouger que sont, au début du siècle, Jacques-Émile Dalcroze, à Dresde, et Rudolf von Laban, à Ascona, en Suisse, qui, à l'instar de Delsarte, a tenté d'inscrire sa conception du mouvement dans la forme géométrique parfaite, selon lui, de l'icososaèdre (3). L'exposition « Danses tracées » tente un inventaire des différentes notations chorégraphiques, comme autant d'essais pour retenir la mémoire d'un art par définition éphémère. Écriture à vocation universelle, comme celle de Raoul-Auger de Feuillet pour le baroque, ou celle de Laban qui répond aux nécessités de la danse moderne à ses débuts, jusqu'aux notations personnelles mises au point par les chorégraphes d'aujourd'hui. Leurs signes sur papier, et aujourd'hui sur ordinateur, ressemblent à leurs œuvres : plus la danse se théâtralise, plus la notation s'inspire des *storyboards* de cinéma, avec les limites rectangulaires du cadrage ; à l'inverse, plus elle se fait conceptuelle, plus elle a recours à des formes géométriques jetées sur la feuille blanche.

Ces expositions, passionnantes, s'adressent avant tout aux professionnels. On en déplore l'absence. Aucune biographie, aucune date-repère, aucune inscription dans le siècle. Pas un mot non plus sur les rapports d'amour, puis de haine, entretenus par l'expressionnisme allemand et le nazisme monté, notamment à propos de l'œuvre de Mary Wigman. Toutes ces informations se trouvent dans les catalogues — certes hieo documentés. Encore faut-il les acheter.

DOMINIQUE FRÉTARD

- (1) « François Delsarte, 1811-1871 », Musée de Toulon, jusqu'au 14 mai 1991.
(2) « De la danse libre vers l'art pur », et « Danses tracées », jusqu'au 9 juin 1991, Centre de la Vieille-Charité, à Marseille. Tél. : 16-91-56-28-38.
(3) Figure de vingt côtés limitée de toutes parts par des polygones plans.

CARNET DU Monde

Naissances

Claudine COUSTAL, Jean Jacques LARROCHELLE et Rafale

sont heureux d'annoncer la naissance de

Lotodis,

le 6 mai 1991, à Paris.

14, rue Jean-Macé, 75011 Paris.

Décès

Saint-Paul-La Coste.

M. Abel Ferret, M. Alain Ferret, Jeanette Ferret et sa famille. Les familles Ferret, Roucaute, Corraze, Ponjy, Parents, alliés, amis, ont la tristesse de faire part du décès de

Lydia FERRET, née Roucaute, dite « Yassou »,

survenue le 7 mai 1991, dans sa soixante-troisième année.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les familles Collin, Dufresne, Didier, Capitant, Trotabas, Thouvard, Magallon, Terray, Ses nombreux amis, font part du décès de

M^{me} Simone GOUBET, archiviste, paléographe, ancienne collaboratrice des Editions Arthaud.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 13 mai, à 9 h 30, à la cathédrale de Vannes.

M^{me} Didier, 6, quai de France, 38000 Grenoble.

Neuilly-sur-Seine.

M^{me} Antoine Michelangeli, née Renée Peretti, son épouse, Stéphane et Lactitia, ses enfants, M^{me} Ange-Xavier Armani, Jean-Luc Armani, son frère, M^{me} Achille Peretti, M^{me} Antoine May, M^{me} Hélène Tavernier, Les familles Barbier, Riegraf, Michelangeli, Olivieri, Barreau, Oulid, Parents et alliés, ont l'immense douleur de faire part du décès accidentel du

docteur

Antoine MICHELANGELE, survenue le 7 mai 1991, dans sa cinquante et unième année. 52, rue de Siam, Brest.

La cérémonie religieuse a eu lieu le mercredi 8 mai, dans l'intimité, à Coti-Chiavari. L'inhumation a suivi au cimetière d'Ajaccio.

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, Villa Pasteur, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M^{me} Michel Robida, son épouse, M^{me} et M^{me} Pierre Escoffier, M^{me} Flaminio-Robida, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Didier Graveriaux, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Jean Barlatoux, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Henri Bonneau, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Denise Bantoux, ses sœurs, beau-frère et belles-sœurs, ses neveux et ses petits-neveux, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du retour à Dieu, de

M. Michel ROBIDA, journaliste, homme de lettres, chevalier de la Légion d'honneur, officier des Arts et des Lettres.

décédé, muni des sacrements de l'Eglise, le 8 mai 1991.

Les obsèques auront lieu le lundi 13 mai, à 10 h 30, en l'église Saint-Honoré d'Eylau, 64 bis, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16.

23, rue Paul-Valéry, 75116 Paris.

La direction et le personnel de l'Institut national des sciences et techniques nucléaires (CEN Saclay) ont la grande tristesse de faire part du décès de leur collègue et ami,

M. Gérard SIMONNET, chef du laboratoire de biologie, professeur à l'INSTN,

survenue le 8 mai 1991.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 13 mai, à 9 h 30, en l'église des Molières (Essonne).

CARNET DU MONDE Renseignements : 40-85-29-94 Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 92 F Abonnés et actionnaires 80 F Communications diverses 95 F Thèses étudiants 50 F

M^{me} Pierre Champin et sa fille, M^{me} Henri Champin et ses enfants, M^{me} et M^{me} Bernard Champin et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Patrick Champin et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Jeffrey Thomas et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Emmanuel de Monbrison, Toute la famille, Et ses amis, ont la grande tristesse de faire part du décès de

M^{me} Léon TÉZENAS, née Suzanne Champin, chevalier de la Légion d'honneur, chevalier des Arts et des Lettres, présidente fondatrice du Domaine musical,

survenue le 7 mai 1991, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Un service religieux sera célébré en l'église réformée de l'Oratoire du Louvre, 1-3, rue de l'Oratoire, Paris-1^{er}, le lundi 13 mai, à 16 heures.

L'inhumation aura lieu à Veyrier-du-Lac (Haute-Savoie), dans l'intimité.

3, rue Eugène-Delaurois, 75016 Paris.

(Lire ci-contre).

M^{me} Jean Tilloy, sa mère, Et toute la famille font part du décès de

M. Gilbert TILLOY, chevalier de l'Ordre national du Mérite.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 14 mai 1991, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame de Versailles.

L'inhumation aura lieu au cimetière des Gonards.

On nous prie d'annoncer avec tristesse le décès de

M^{me} Jean VALDEVIRON, née Nicole Blyson.

La cérémonie religieuse et l'inhumation dans le caveau de famille ont eu lieu dans l'intimité au cimetière du Père-Lachaise, le 7 mai 1991.

46, rue Pierre-Charbon, 75008 Paris.

Anniversaires

Il y a vingt ans, disparaissait

Charles BOUGEARD,

à l'âge de cinquante-cinq ans.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

52, rue de Siam, Brest.

Pour le dixième anniversaire du

rappel à Dieu, le 11 mai 1981, de

Guillaume CASTET,

une pieuse et affectueuse pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé, en unio avec les messes qui seront célébrées à son intention.

Il y a un an, le 12 mai 1990, à Paris,

Didier GAZENGEL

nous quittait dans sa trente-troisième année.

Chuck Still et tous ceux qui l'ont connu et aimé pensent à lui.

Le 13 mai 1986 s'achevait en exil, à l'âge de quatre-vingt-deux ans,

Dina Nicolaeвна IBRAHIMOFF, née Yacovlev.

Elle est allée rejoindre son époux

I. M. IBRAHIMOFF, ancien rédacteur du *Drapeau de la Russie*, ancien commissaire du peuple à l'éducation de la République socialiste soviétique autonome des Tatars de Crimée, ancien représentant commercial de l'URSS en Turquie,

condamné à mort par contumace en 1928, lors de la liquidation du gouvernement tsar et des élus du peuple de Crimée pour « déviations nationales » et « trahison »,

décédé le 7 août 1941.

« Tatars ou Russes, chrétiens ou musulmans, ceux qui l'ont connu s'unissent de cœur et d'esprit à ses proches et descendants. »

D^r Oleg Ibrahimoff, 91700 Sainte-Geneviève-des-Bois.

Communications diverses

Leçon : lundi 13 mai 1991, à 20 h 30, « Les racines de la haine antisémite : la théorie du complot », par Pierre André Taghiev, historien, écrivain, au centre Rachi, 30, boulevard de Port-Royal, 75005 Paris. Tél. : 43-31-75-47.

THÈSES Tarif Étudiants 50 F la ligne H.T.

MUSIQUES

La mort de Suzanne Tézenas

La dernière grande mécène de la musique est décédée le 7 mai, à Paris, à 81 ans, après avoir été auprès de sa famille (nos dernières éditions du 11 mai). Elle était âgée de quatre-vingt-deux ans.

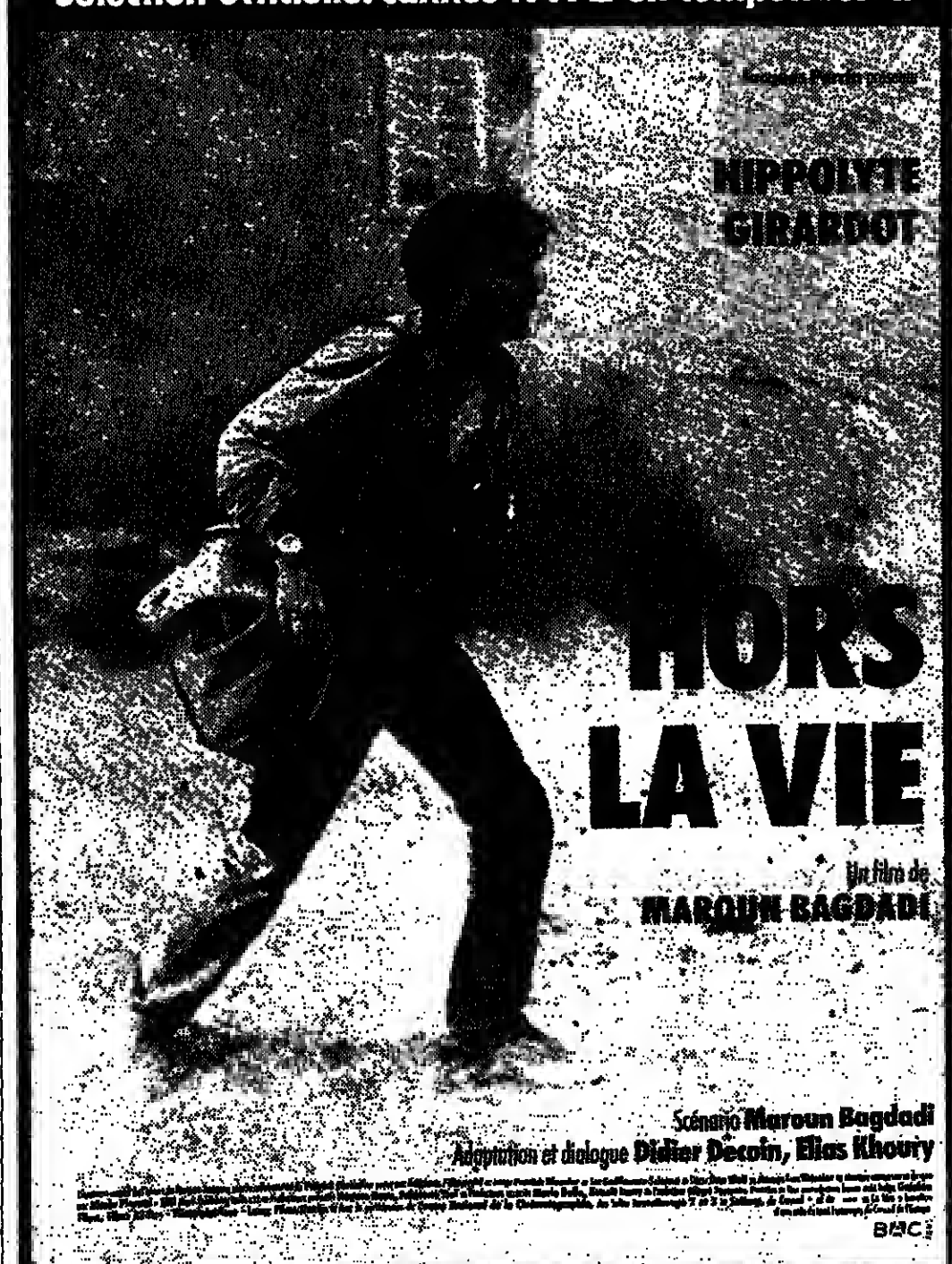
Fille et épouse de grands industriels, Suzanne Tézenas avait mis sa fortune au service de la musique contemporaine la plus radicale des fin des années 40. Elle avait participé, avec l'homme de lettres et critique d'origine russe Pierre Souvtchinsky, à la création d'un comité qui permit à Pierre Boulez et à ses amis de se lancer dans l'aventure du Domaine musical. Dans les salles de concerts parisiennes, comme dans son salon, elle aida à révéler la musique nouvelle qui ne recevait pas l'appui des milieux officiels de l'époque. Dans sa demeure parisienne se côtoyaient musiciens, peintres et écrivains : Messiaen, Nicolas de Staël, Henri Michaux, René Char, Roger Caillois, Ionesco, etc. Cette femme généreuse avait légué de son vivant ses archives à la Bibliothèque nationale.

Suzanne Tézenas avait d'abord fréquenté les compositeurs habitués du salon de la princesse de Polignac (cette Américaine tint avant guerre un rôle éminent auprès de Francis Poulenc, Henri Sauguet, Igor Stravinsky, Manuel de Falla et quantité d'interprètes dont Clara Haskil) avant de faire connaître les jeunes compositeurs ignorés en France.

C'est chez elle que l'Américain John Cage donna, en 1949, son premier concert en France. Un peu inquiet, Suzanne Tézenas observa John Cage plonger dans les entrailles de son Bechstein pour y insérer des petits objets qui jusqu'alors n'avaient jamais été utilisés par un musicien : dans son salon le piano préparé reçut baptême français. Pierre Boulez est resté lié à Suzanne Tézenas jusqu'à ses derniers jours. Il se fera maître de chapelle lors des obsèques religieuses de la dernière grande mécène disparue qui se dérouleront, le 13 mai à 16 heures, dans le temple de l'Oratoire du Louvre à Paris.

A. L.

Sélection Officielle. Cannes 1991 ■ en compétition ■



SPECTACLES

SAMEDI 11 - DIMANCHE 12 MAI

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT

(47-04-24-24)

SAMEDI

Années trente : adaptation littéraire : *Fau de paille* (1939), de Jean Renoir, 15 h ; *Gugus Malone* (1976, v.o. s.t.), d'Alan Parker, 17 h ; les *Monuments français*, An Rencourtes présent : *Stap Across the Border* (1980), de Nicolas Humbert et Werner Penzel, 19 h ; le *Jardinier* (1980), de Jean-Pierre Sennar, 21 h.

DIMANCHE

Années trente : adaptation littéraire : *Entente cordiale* (1939), de Marcel L'Herbier, 15 h ; *Next Stop, Greenwich Village* (1976, v.o. s.t.), de Paul Mazursky, 17 h ; les *Monuments français*, An Rencourtes présent : *Stap Across the Border* (1980), de Nicolas Humbert et Werner Penzel, 19 h ; le *Jardinier* (1980), de Jean-Pierre Sennar, 21 h.

PALAIS DE TOKYO

(47-04-24-24)

SAMEDI

Les 9^{es} Rencontres de Ouïmer : l'Age des illusions (1984, v.o. s.t.), d'Istvan Szabo, 18 h ; *Métro* (1990, v.o. s.t.), d'Andreas M. Mörri, 20 h.

DIMANCHE

Les 9^{es} Rencontres art et cinéma de Ouïmer : *Les 9^{es} Rencontres art et cinéma de Ouïmer*, 18 h ; *Mon vinguème siècle* (1989, v.o. s.t.), d'Idiko Enyadi, 20 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU

SALLE GARCIA

(47-78-37-29)

SAMEDI

Les Cinémas d'Asie centrale soviétique : la Compétition (1963, v.o. traduction simultanée), de Boulat Mansourov, 20 h 30 ; le *Désert et l'Enfant* (1993, v.o. s.t.), d'Ousman Saparov, 17 h 30 ; les *Jours de l'éclipse* (1989, v.o. s.t.), d'Alexandre Sokourov, 20 h 30.

DIMANCHE

Les Cinémas d'Asie centrale soviétique : la *Férocé* (v.f.), de Tolomouh Okeev, 14 h 30 ; la *Bru* (1972, v.o. s.t.), de Khodjakouli Nariev, 17 h 30 ; *Kiadia* (1989), de Khodjakouli Nariev, 17 h 30 ; les *Jours de l'éclipse* (1989, v.o. s.t.), d'Alexandre Sokourov, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, forum Saint-Eustache, Paris des Halles (40-26-34-34)

SAMEDI

Paris en quartiers : A la découverte du 19^e : le 19^e arrondissement à travers Gaumont (1910-1930) : le Jardin des Buttes-Chaumont (1867) de Jack Sanger, Cité-Pass (1987) d'Henri-Louis Poirier, l'Hôpital Robert-Debré (1898) de Jean-François Roudot, Métro Jaurès juillet 1971 (1971) de Pierre Mendel, le Zénith (1984), Carreaux posés vides (1989) de R. Cohen, S. Hutor, A. Longuet, le Sang des bêtes (1948) de Georges Franju, 14 h 30 ; la Cité des sciences à la Villette : les Classes Villette (1989) de Dominique Page, A toute Vitesse (1986) de Catherine Ador, la Grande Halle (1984), 55 Hectares de la Villette (1984), Cité-cinéma la ville du supériorisme, la Visite du chantier de la Villette (1989), Conservatoire : objectif Villette (1991) de Philippe Gaudard, 16 h 30 ; Porte des Lilas (1957) de René Clair ; Place des Fêtes (1984) de Philippe Gonin et Bertrand Desormaux ; Pascal Escalier 51 (1994) de Philippe Gonin et Bertrand Desormaux, Ca va venir (1970) de Pierre Barouh, 20 h 30.

DIMANCHE

Paris en quartiers : la Halle aux vins : *Eclair* journal, Douce le vin est br... (1990) de Claude Lours, 14 h 30 ; A la découverte du 5^e : le 5^e arrondissement à travers Gaumont (1910-1930), une aussi longue absence (1980) d'Henri Colpi, Génération le quartier (1989) de Daniel Edinger, Naissance d'un bâtiment : l'I.M.A. (1997) de la Vidéothèque de Paris, le Réveil de la nef (1990) de J.-F. Rouget, le Lycée Louis-le-Grand (1991) de Sylvain Roumetta, les Termes du Musée de Cluny (1985) de Marcel Boudou, 19 h 30 ; le Cinquantenaire fête son Champ (1989) : le Jardin des plantes (1967) de Carlos Viverdo, 16 h 30 ; *Policiers* : Mikono (1979) de J.-M. Humeau, Faite divers (1982) de Raymond Depardon, 16 h 30 ; *Librairie* : Shikassapere and Company (1976) de Jean-Claude Arné, les Gaspards (1974) de Pierre Tchamia, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS (*) (A. v.o.) : Cinoche, 6 (45-33-10-82). ALICE (A. v.o.) : Cné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Action Ecologie, 5 (45-74-84-94) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-84-94) ; UGC Biarritz, 6 (45-62-20-40). ALLO MAMAN C'EST ENCORE MOI (A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-94) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 6 (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-38-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-98).

AN ANGEL AT MY TABLE (v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Racine Odéon, 9 (43-26-19-98) ; Publicis Champs-Élysées, 6 (47-20-78-23) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40). L'ANNÉE DE L'ÉVEIL (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 9 (43-26-19-98) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-91) ; Feuverte, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-76-79-79).

ARACHNOPHOBIE (A. v.o.) : UGC Normandie, 6 (45-63-15-18) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; v.f. : Rex, 2 (42-39-93-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 9 (45-74-84-94) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-38-52-43). LES ARNAQUEURS (A. v.o.) : Studio Galande, 5 (43-54-72-71) ; Cinoche, 6 (46-33-10-82). AUJOURD'HUI PEUT-ÊTRE... (Fr.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34).

AUX YEUX DU MONDE (Fr.) : UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.) : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-51-55).

BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (français, v.o.) : Utopie, 6 (43-28-84-66). BONS SAISERS D'HOLLYWOOD (A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).

BUSINESS OBLIGE (A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46).

LE CERCLE DES POÈTES OISIPARUS (A. v.o.) : Cinoche, 6 (46-33-10-82) ; Club Gaumont (Publicis Maitson), 6 (43-59-19-08) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-84-94) ; UGC Opéra, 9 (45-74-84-94) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-76-79-79).

ONNE AVEC LES LOUPS (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Breteigne, 6 (42-22-57-97) ; UGC Odéon, 9 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 6 (47-20-78-23) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; v.f. : Rex, 2 (42-39-93-93) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; Feuverte, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Convention, 15 (46-26-22-7) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-59-19-08) ; La Bastille, 11 (43-57-90-91) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LES DOORS (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 9 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 6 (45-62-20-40) ; La Bastille, 11 (43-57-90-91) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Kinosperma, 15 (45-09-50-50) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-42-60-33) ; Feuverte, 13 (47-07-55-88) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-89-52).

ENO OF THE NIGHT (A. v.o.) : Pathé Hauteville, 6 (46-33-79-36). L'ÉVEIL (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

FARENJ (Fr.-It.) : Images d'ailleurs, 5 (45-57-18-09) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).

FORTUNE EXPRESS (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Pathé Français, 9 (47-42-60-33) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Lucerna, 6 (45-44-57-34).

GAWIN (Fr.) : Pathé Montparnasse, 14 (43-20-89-52).

GHOST (A. v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

GRAND CANYON (A. v.o.) : La Géode, 19 (40-05-80-00).

GREEN CARD (A. v.o.) : UGC Odéon, 9 (42-25-10-30) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-84-94) ; Breteigne, 6 (42-22-57-97) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-98).

HALFADUINE (Fr.-Tun.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

HANFUL OF TIME (Nor., v.o.) : Reflet Logos II, 6 (43-54-72-34) ; L'Entrepôt, 14 (46-43-41-63).

HENRY & JUNE (*) (Fr., v.o.) : Cinoche, 6 (46-33-10-82).

HENRY V (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-28-59-00) ; Élysées Lincoln, 8 (43-59-19-08).

HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (*) (A. v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-10-82).

L'HISTOIRE SANS FIN II (A. v.f.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-81-89).

HOT SPOT (*) (A. v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A. v.o.) : Cinoche, 6 (46-33-10-82).

LE JOUR DES ROIS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 1 (43-28-48-18) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-89-52).

LAZYRINTHE DES PASSIONS (Esp., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-29-19-08) ; L'Entrepôt, 14 (46-43-41-63).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Lucerna, 6 (45-44-57-34).

PLAISIR D'AMOUR (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-89-52).

POUR SACHA (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Danton, 9 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 6 (45-62-20-40) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-38-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-76-79-79) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; UGC Wepler, 18 (45-22-46-01) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01).

POUSSIERES DANS LE VENT (Chin., v.o.) : Utopie, 6 (43-28-84-66).

PREDATOR 2 (*) (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; UGC Normandie, 6 (45-63-15-18).

LA REINE BLANCHE. Film français de Jean-Loup Hubert : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Rex, 2 (42-39-93-93) ; Pathé Hauteville, 6 (46-33-79-36) ; La Pegode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-59-19-08) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-59-19-08) ; Pathé Français, 9 (47-42-60-33) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Feuverte, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-84-94) ; UGC Wepler, 18 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

LE VOYAGE OU CAPITAINE FRACASSE. Film français d'Étienne Scola : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 9 (43-25-10-30) ; Gaumont Champs-Élysées, 6 (47-42-60-33) ; La Bastille, 11 (43-57-90-91) ; Miramar, 14 (43-20-89-52).

AKIRA. Film japonais de Katsuhiro Otomo, v.o. : Cné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Champs-Élysées, 6 (45-62-20-40).

CLASS ACTION. Film américain de Michael Apted, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Hauteville, 6 (46-33-79-36) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50) ; v.f. : Les Montparnasse, 14 (43-20-89-52) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-98).

L'HOMME IMAGINÉ. Film français de Patricia Baron, v.o. : Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-10-82).

HOUSE PARTY. Film américain de Reginald Hudlin, v.o. : Cné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; PUNIMARQ. Film italien de Michele Placido, v.o. : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Utopie, 6 (43-28-84-66) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-89-52).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A. v.o.) : Cinoche, 6 (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LUNG TA (*) (A. v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

MADAME BOVARY (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; 14 Juillet Odéon, 9 (43-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-94) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-59-19-08) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-91) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; UGC Alésia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-76-79-79) ; UGC Maillet, 17 (40-88-00-16) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-98).

LA MAISON RUSSIE (A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-89-52) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07) ; v.f. : Pathé Maillet, 17 (40-88-00-16) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-98).

MERCI LA VIE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; UGC Danton, 9 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-19-08) ; UGC Opéra, 9 (43-59-19-08) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-76-79-79) ; UGC Maillet, 17 (40-88-00-16) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-98).

MILLER'S CROSSING (*) (A. v.o.) : Sept Parnassiens, 14 (43-20-89-52).

MISERY (*) (A. v.o.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-84-94) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; v.f. : Rex, 2 (42-39-93-93).

MOI ET MAMA MIA (Dan., v.f.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33).

MONTE CARLO (Fr.) : Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-19-08) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-89-52).

LE MYSTÈRE VON GULOW (A. v.o.) : Cinoche, 6 (46-33-10-82).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A. v.o.) : Studio Galande, 5 (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

NIKITA (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-28-48-18) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-59-19-08) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-76-79-79) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; v.f. : Rex, 2 (42-39-93-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Feuverte, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-76-79-79) ; UGC Maillet, 17 (40-88-00-16) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-98).

LE SILENCE DES AGNEAUX (*) (A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Cné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; 14 Juillet Odéon, 9 (43-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-59-19-08) ; UGC Normandie, 6 (45-63-15-18) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-91) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-76-79-79) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; v.f. : Rex, 2 (42-39-93-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Feuverte, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-76-79-79) ; UGC Maillet, 17 (40-88-00-16) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-98).

SOIGNI D'ORO (It., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-10-82).

SOUVENIRS DE LA MAISON JAUNE (Por., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Lucerna, 6 (45-44-57-34).

LE SYNDROME ASTHÉNIQUE (Sov., v.o.) : Penitence, 5 (43-54-15-04).

THELONIOUS MONK (A. v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-57-18-09).

TOCCATA ET FUGUE POUR UN ENFANT (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-46).

TORCH SONG TRILOGY (A. v.o.) : Cné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; La Berry Zèbre, 11 (43-57-51-55).

LE TRESOR DES ILES CHIENNES (Fr., v.o.) : Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; 14 Juillet Parnasse, 6 (43-28-59-00).

TRIPLEX (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-84-94).

UN THÉ AU SAHARA (Brit., v.o.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34).

URANUS (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-46).

LES SÉANCES SPÉCIALES

L'AFFAIRE DES DIVISIONS MORTUARI (Fr.) : Escorial, 13 (47-07-28-04) ; O h.

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A. v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) 21 h 40.

ATTACHE-MOI! (Esp., v.o.) : Studio Galande, 5 (43-54-72-71) 18 h 20.

BLANCHE-NEIGE ET LE CHATEAU HANTÉ (A. v.f.) : La Berry Zèbre, 11 (43-57-51-55) 15 h.

BLUE VELVET (*) (A. v.o.) : Cné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) 19 h.

LE BUCHER DES VANITÉES (A. v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 22 h 30.

Le Monde

HEURES LOCALES

Toulouse se greffe un nouveau cœur

Les élus font le pari de faire « exploser » le centre-ville en installant un nouveau Capitole à la Porte Marengo

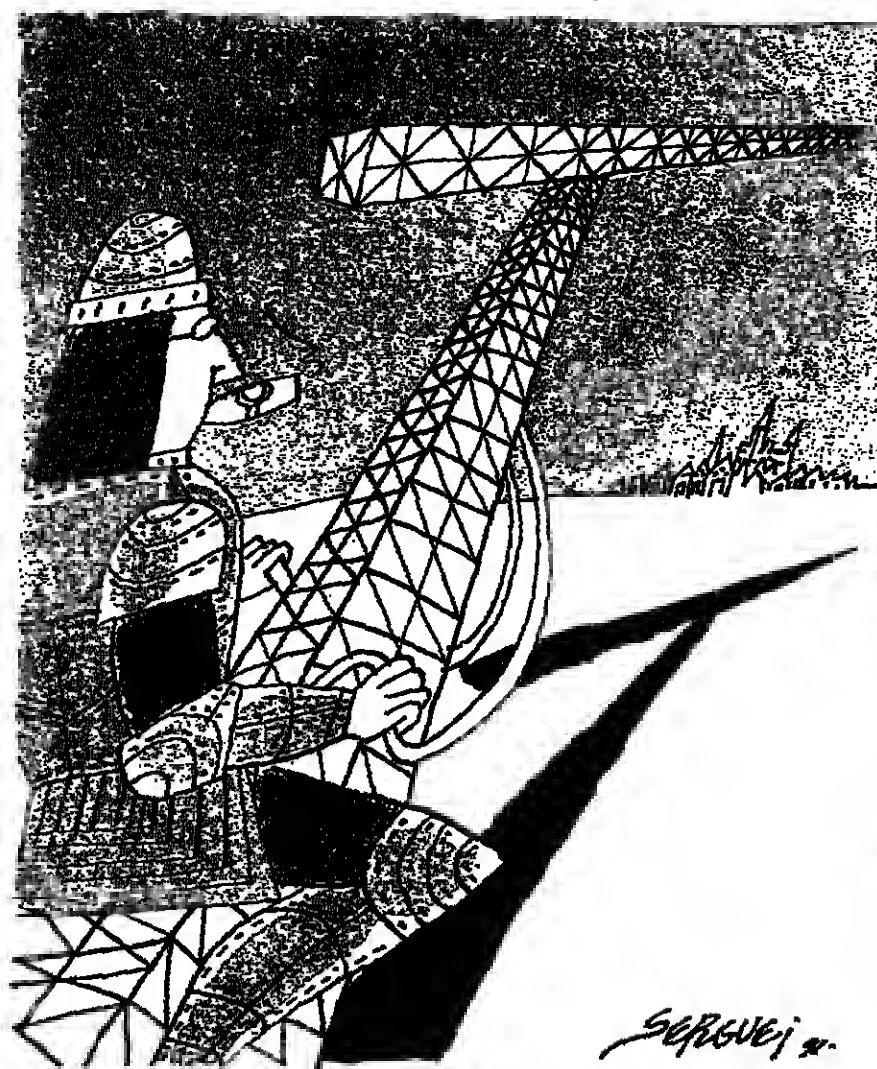
Le Capitole, ce cœur battant de Toulouse où aigroient les bérilliers des capitouls et où vocalisaient les vedettes du bel caoto, ne sera-t-il plus dans quelques années qu'un musée ? La question se pose depuis que le conseil municipal a adopté, voici quelques semaines, un projet d'urbanisme baptisé Porte Marengo. Situé au-delà des grands boulevards et du canal du Midi, à 1 200 mètres au nord-est de la mairie, le site qui tire son nom du quartier mitoyen est apparemment modeste : un vide de 4 hectares laissé béant par la démolition, il y a trente ans, d'une école vétérinaire. Bien peu de choses à côté des 600 hectares du trop célèbre Mirail où l'architecte George Candilis déploya jadis ses talents contestés ou même des 20 hectares des anciennes casernes Compans-Caffarelli où un quartier achève laborieusement de s'installer.

Mais dans l'organisation urbaine de la Ville rose, ces 4 hectares-là pèsent d'un poids considérable. Ici se croisent ou se joignent la première ligne de métro (inauguration en 1993), les quais de la gare Matabien, une gare routière, la pénétrante automobile dévalant de la colline de Jolimont vers la place Wilson, sans oublier le canal où défilent les embarcations de tourisme. Ici encore seront regroupés tous les services municipaux actuellement dispersés dans les rues étroites du Toulouse historique, y compris les employés travaillant au Capitole. En tout douze cents agents que viennent consulter chaque année des dizaines de milliers de Toulousains. En 1995, date annoncée pour l'achèvement du projet, on se devrait plus trouver dans le palais de briques et de pierre fermant la place du Capitole que le bureau du maire, le conseil municipal et les touristes béats devant les splendeurs surannées de la salle des Illustres.

Hippodrome romain

Dernier atout du projet : il sera mené par un architecte en chef, le Florentin-Parisien Jean-Pierre Buffi, qui s'est déjà illustré à la Défense, à Bercy et à Lille. Le voici à Toulouse, bien décidé à ne pas laisser la maquette qu'il a modélisée s'effriter médiocrement devant les exigences commerciales des promoteurs. Tiendra-t-il son pari dans une ville où le maître-mot est « ne pas faire de vagues » ? Dominique Baudis, le maire, et Guy Hersant, son adjoint à l'urbanisme, se disent décidés à soutenir le pur-sang sur lequel ils ont finalement misé après de longs mois d'hésitations.

En effet, après consultation de quatre-vingts architectes, trois seulement ont été invités à présenter une maquette. Le japonais Kurokawa proposa dix tours blanches de 60 mètres surmontées d'un hélicoptère qui, placées dans cette « grande ville de petites



maisons», semblèrent totalement déplacées. Le Parisien Antoine Grumbach présenta un parti séduisant mais par trop compliqué. Jean-Pierre Buffi l'emporta parce qu'il répondait bien aux problèmes posés : reconstruire le tissu urbain éventré, accueillir les services municipaux et diverses autres activités, installer une « porte » de belle apparence mais aussi transparente que possible sur l'axe routier menant l'hyper-centre de son torrent automobile.

L'architecte a pris le parti de placer ses immeubles sur l'axe même de manière à détourner le flot de part et d'autre et même de l'arrêter dans un parking souterrain de

deux mille places. Son ensemble, qui a la forme d'un hippodrome romain, ménage ce site centre une place piétonne qui aura les dimensions de celle du Capitole. Elle est ceinturée de constructions de 15 à 20 mètres de haut abritant quatre cents logements, un hôtel de deux cent cinquante chambres, des bureaux et des commerces. Sur le côté s'élève tout de même trois tours de 50 mètres où les fonctionnaires municipaux devraient trouver place. Elles sont accolées de trois cylindres métalliques encore plus élevés et assez énigmatiques. S'ils demeurent, ils risquent fort d'être rebaptisés par les Toulousains « les silos de Marengo ».

Bien que la maquette soit d'échelle modeste et fort schématisque, elle s'appuie par ses couleurs à un horizon : rouge à l'extérieur (la brique toulousaine) et blanche à l'intérieur. Le tout sera ouvert à ses deux extrémités, ce qui permettra aux regards (et aux courants d'air, disent les mécaniciens) de parcourir de Jolimont à la place Wilson ce que d'anciens appelaient « les Champs-Élysées toulousains ».

Le retour des ramblas

Sur les 100 000 à 120 000 mètres carrés construits, un tiers serait donc affecté aux logements, un tiers aux services centraux de la mairie et un tiers aux « commerces ». En réalité, ce sont surtout les gros investisseurs qui se pressent à la porte de M. Hersant, l'adjoint à l'urbanisme : des chaînes hôtelières internationales, une banque, une société d'assurances qui veut échapper à l'asphyxie du centre et même déconcentrer à Toulouse certains services parisiens, une entreprise de travaux publics qui convoite cet endroit de prestige pour son siège national, etc. On songe encore, parce que c'est à la mode, à une médiathèque qui attirerait les jeunes.

La Porte Marengo sera en somme, comme dit Dominique Baudis, « une dilatoire du centre au-delà des boulevards ». Ce sera surtout un oiseau de communication ou de transbordement intense qui risque davantage la coagulation que la langueur. Car à proximité s'étendent 12 hectares occupés par la SNCF et qui ne resteront pas en l'état. Le TGV finira bien par toucher la Ville rose, et pour l'accueillir il faudra déménager en lointaine banlieue la gare de triage de Toulouse-Raynal. Les allées Jean-Jaurès – la plus large des artères toulousaines – qui dévalent sur 600 mètres vers le centre ne resteront pas plus l'autoroute qu'elles sont devenues. Jean-Pierre Buffi veut y rétablir les « ramblas » plantées de platanes où l'on jouait aux boules il y a quelques décennies. Terrorisés, comme ailleurs, par les automobilistes, les élus leissent s'aventurer ce terrain découvert. Mais il est clair que la Porte Marengo oblige à regarder d'un œil neuf l'urbanisme toulousain qui a jusqu'ici oscillé entre les entreprises mégalomanes des années 70 (le Mirail) et le laisser-faire souvent incohérent des époques ultérieures. L'occasion est également offerte par la remise en chantier du schéma d'agglomération et même par le projet de constitution d'un district couvrant plus de trente communes. Décidément sous les plafonds solennels du vieux Capitole quelque chose bouge.

MARC AMBROISE-RENDU

Les IUT à l'honneur

Le schéma Université 2000, présenté mardi 7 mai par le ministre de l'Éducation nationale au conseil des ministres (le Monde du 8 mai), risque, par sa modestie, de décevoir de nombreux élus. Il ne s'agit plus de créer de nouvelles universités dans les départements dépourvus de formations supérieures, comme beaucoup l'avaient un temps rêvé. Plus prosaïquement, le gouvernement s'efforce de favoriser le développement des instituts universitaires de technologie (IUT).

Les contraintes budgétaires motivent en partie ce choix. Mais elles ne sont pas les seules raisons qui poussent le ministre de l'Éducation nationale à souhaiter que chaque ville de plus de 50 000 habitants environ, bénéficie, d'ici quatre à cinq ans, d'une implantation d'enseignement post-baccalauréat. La réussite des IUT est tentante. En une quinzaine d'années ces formations de techniciens supérieurs ont fait la preuve de leur efficacité tant auprès des entreprises locales que des collectivités territoriales souvent sollicitées pour leurs créations.

En prise avec l'économie locale

Les IUT ne sont pas seulement des embryons d'université, des antennes accordées au bénéfice de quelques amitiés locales. Ce sont de véritables centres de formation destinés à accueillir dans de bonnes conditions des bacheliers issus des filières techniques, et non les meilleurs « produits » de la sélection.

Imagines en fonction des implantations industrielles régionales, ces établissements peuvent jouer leur rôle de pôles de recherche technologique décentralisés. Ils peuvent apporter la contribution de leurs laboratoires au service des économies locales, et notamment des PME.

Les agglomérations de l'Haxagone ont peut-être plus besoin d'IUT performants que d'un titre d'université, qui, souvent, cache une formation sans véritable recherche.

S. B.

Wazemmes veut garder ses pauvres

Dans un quartier de Lille, une quarantaine de logements ont été rénovés grâce aux aides de la région, pour abriter les plus démunis

LILLE

de notre envoyée spéciale

WAZEMMES : quartier des pauvres, dans la banlieue de Lille. Quartier à demi éventré, rempli de trous, de plaies, de bosses. Dents creuses, du vide remplace les vieilles maisons. Ruines de briques noircies. Terrains très vagues. Faïtômes, des lambeaux de papier peint pendent encore aux murs démolis de ce qui fut un appartement. Et les courées, les pires du moins, puantes, avec une rigole en guise d'égout – loio, très loin de la belle image d'une France conquise aux vertus de l'hygiène.

Wazemmes : terre de contrastes. L'immeuble de la caisse d'assurance-maladie, bucker de béton et de verre fumé, digère en silence son peso quotidien de files d'attente, de paperasses, de drames petits ou grands. En haut des palissades, l'affiche rituelle : « Permis de construire numéro X, maître d'œuvre, M. Uziel ». Promesses d'usage : « Ici, bientôt, appartements et bureaux ». De standing, bien sûr. Les riches reviendraient-ils à Wazemmes, « un drôle de quartier », selon un euphémisme très employé en ville ? Les pauvres – toujours les plus maltraités lorsqu'ils tournent le vent immobilier – devroient-ils quitter Wazemmes ? Et fuir, comme le veulent les con-

tumes, vers des banlieues plus amènes ?

A la porte des Postes, trois clochards palabrent sous un Abri bus. Au coin de la rue, la place de la Nouvelle Aventure. Jour de marché : Wazemmes est bien vivante. Tissus, fruits et légumes, épices, brocante, les habitants profitent d'un rayon de soleil. Edmond, soixante ans, travaille pour un patron qui le paie « bien » : 100 francs la demi-journée, trois fois par semaine, « sauf quand il pleut », pour débarrasser et remballer les cartons. Edmond habite à deux pas, avec Gisèle. Elle, elle ne sort jamais seule, ses jambes ne la portent plus et son cœur fatigue. Mais elle peut l'attendre au chaud, maintenant.

Et avant ? Avant, ils étaient tous deux à la rue. « Sur un banc ». Pendant combien de temps ? Edmond lève les sourcils, fait un peu gémé. « Oh ! un bout de temps... On était souvent emmités. Et puis on n'a couché dans les caves et tout l'basar... Toujours à manger des cosse-croûte, c'est pas bon. Faut manger chaud de temps en temps, surtout en hiver. Maintenant, on me donne de la viande sur le marché, j'en ai en quantité, mais on ne mange pas beaucoup Gisèle et moi... » A force de se serrer la ceinture, sans doute. Gisèle et Edmond ont à présent un abri (provisoire) et peut-être bientôt un toit à eux. Comme vingt et un de leurs compagnons de misère, relégués à Wazemmes depuis mars 1990, grâce à une triple volonte : celle des plus démunis eux-mêmes, de la communauté des Secours de l'éducation chrétienne et des habitants du quartier.

JUDITH RUEFF
Lire la suite page 15

Poubelles transparentes dans l'Essonne

Des sacs de plastique, qui laissent tout voir de leur contenu, permettent une collecte sélective des déchets recyclables

A Javille et à Chamarande, deux villages du centre de l'Essonne, les déchets recyclables ne se cachent plus. Dans ces deux localités de mille habitants chacune, une association écologique baptisée VALECO (Vallée de la Juine Écologie) et la société Wawin Jet Sac expérimentent une formule de sacs en plastique transparent pour la collecte sélective des verres, plastiques (PVC), papiers ou cartons.

L'idée de la « poubelle bleue » de Dunkerque (réservée aux seuls matériaux recyclables) a été copiée et améliorée. En premier lieu, il n'y a pas de mélange. La consigne est d'utiliser un sac différent par matériau. Par ailleurs, ces « éco-sacs », laissant tout voir de leur contenu, font gagner un temps précieux lors du triage. Enfin, fabriqués à partir de polyéthylène régénéré, ils sont eux-mêmes recyclables.

Association intercommunale regroupant sept communes de la vallée de la Juine, VALECO organise depuis plusieurs années des collectes sélectives. « En Essonne, 91 % des ordures ménagères partent en décharge contre 51 % en moyenne en France. L'objectif est de diminuer au maximum la part des produits recyclables qui sont perdus », explique un responsable de l'association. L'initiative, soutenue par une forte sensibilisation, notamment des scolaires, a développé le réflexe récupérateur dans la population. Les courbes des résultats de la récupération ont grimpé en flèche. De 1988 à 1990, le tonnage de calcaire est passé de 14 à 90 tonnes et le nombre de bouteilles de verre a été multiplié par deux (de 75 000 à 164 000). Selon VALECO, 7 % des ordures ont ainsi échappé, en 1990, à l'élimination classique

pour être envoyées vers le recyclage.

« Le plus difficile est de vaincre la répulsion des gens à montrer aux autres ce qu'ils ont dans leurs poubelles », analyse Claude Cassagrande, président de VALECO. Ce premier obstacle a été surmonté. Aujourd'hui, la moitié des foyers concernés participent à l'opération. La mise en service des éco-sacs apporte, en fait, une simplification de taille. « Avec ces sacs, le stockage, en attendant le ramassage, est grandement facilité », reconnaît un habitant de Chamarande. « Les trottoirs sont beaucoup plus propres les jours de collecte », ajoute Claude Cassagrande. De surcroît, les sacs sont, pour l'instant, distribués gratuite-

ment par l'entreprise Wawin, qui peut ainsi expérimenter en France un produit déjà utilisé en Allemagne et aux Pays-Bas.

L'équilibre financier du système n'est assuré que par l'apport des collectivités locales. Chacun des seize mille habitants bénéficiant de la collecte verse 10 F à VALECO. Les recettes de la vente aux récupérateurs ne couvrent que la moitié du budget de l'association, laquelle emploie, outre deux objectifs de conscience, cinq salariés, dont quatre grâce au dispositif des contrats emploi-solidarité, mis en place par l'État. L'exemple de VALECO est aussi significatif par sa réussite que par ses limites économiques.

PATRICK DESAVIE

“A l'écoute de ses jeunes,
Monsieur le Maire entendait déjà
le groupe de Jazz
dans la future salle de spectacle...”

FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

... Tout naturellement,
il a rencontré le Crédit Foncier.

CRÉDIT FONCIER
Le premier, le Crédit Foncier.

FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

HEURES LOCALES

REPÈRES

AUVERGNE

Les supporters de l'OM s'habillent en Haute-Loire

Pour les amateurs de football qui ont suivi l'aventure européenne des Verts de Saint-Etienne et qui se passionnent désormais pour les exploits des Bleus et du bloc de l'Olympique de Marseille, le principal lien entre les deux équipes est constitué par la similitude des résultats. Il y en a un autre qui passe par la Haute-Loire, pourtant pauvre du football de haut niveau. C'est à Saint-Didier-en-Velay que sont confectionnées les écharpes des supporters des deux clubs.

La maison Vidal-Defour, fondée en 1882, produisait des rubans avant de se spécialiser dans l'écharpe au début des années 30. L'écharpe sportive, l'actuel PDG, M. Jacques Vidal, eut l'idée de la lancer en France en 1970, au retour d'un voyage à Liverpool (en Grande-Bretagne). L'AS Saint-Etienne, proche voisine, devint très vite le premier client de la maison (18 000 écharpes vendues en 1976, année de la finale contre le Bayern de Munich).

L'Olympique de Marseille a fait beaucoup plus : 27 000 écharpes, l'août dernier, un record qui risque d'être battu cette année avec la finale de Bari.

Des chiffres non négligeables pour l'entreprise Vidal-Defour (23 salariés), qui a déjà quelque quatre cents écharpes à son « palmarès », dont celles de l'AS Monaco et du Festival international du cirque. Toutefois, l'écharpe d'occupe que 20 % de l'activité du fabricant « désidérien », surtout constituée par les foulards et les tissus tricotés.

AQUITAINE

La recherche au service du foie gras

LES chercheurs d'Aquitaine s'efforcent de rendre leurs travaux utiles à l'économie régionale. Ils viennent de le prouver, une nouvelle fois, en proposant d'utiliser la résonance magnétique nucléaire (RMN) pour analyser le foie gras de canard. Cette technique doit permettre d'évaluer le taux de fonte du foie après cuisson et mise en conserve. En analysant un petit échantillon de foie frais, les transférateurs pourront ainsi connaître les caractéristiques de leur matière première, et donc rationaliser leurs achats et améliorer la qualité de leurs produits. Le taux de fonte du foie est lié aux conditions de gavage, d'abattage et d'insémination des canards et des oies.

L'Office de valorisation industrielle (OVI), une société anonyme dirigée par M. Jacques Latrille, ancien président de l'université Bordeaux-II (médecine), va être chargé d'un test sur cinq cents échantillons. L'opération est cofinancée par les producteurs de foie gras, par le conseil régional d'Aquitaine et par l'ANVAR (Agence nationale pour la valorisation de la recherche).

Les échantillons de foies frais seront analysés par RMN et ensuite, par une méthode informatique, des corrélations seront établies entre le taux de fonte et les paramètres mesurés (taux d'écoulement, insaturés et taux de glyco-

Parallèlement à l'analyse de foies frais par RMN, l'OVI collectera un maximum d'informations sur les conditions de gavage, d'abattage et d'insémination ainsi que sur d'autres paramètres plus généraux, comme le type d'alimentation et le date d'abattage des volailles, qui pourront être analysés en même temps. Après interprétation des résultats et mise en évidence de corrélations entre les paramètres mesurés, il sera proposé aux producteurs de s'équiper éventuellement d'appareils leur permettant de perfectionner leur méthode de traitement du foie gras.

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de nos correspondants : Georges Chatain (Limoges), Jean-Pierre Foron (Le Puy), Ginette de Matha (Bordeaux) et Jacques Moulin (Montpellier).

DÉBAT

Pour un enrichissement de la démocratie locale

par Bernard Derosier

Pour la première fois dans l'histoire de notre pays, une décennie, celle des années 80, a été marquée par les actions gouvernementales menées par des socialistes, sous l'impulsion du président de la République, François Mitterrand. Cette situation a entraîné une évolution fondamentale pour l'avenir de la France, au moment même où les pays de l'est de l'Europe recherchent un autre système économique et social que celui qu'ils ont subi pendant plus de soixante-dix ans.

Même si notre société n'a pas été modifiée radicalement, comme certains l'espéraient, des transformations majeures sont apparues depuis dix ans. A ce titre, la décentralisation, qui permet aux citoyens d'être plus proches de ceux qui prennent des décisions, est, à n'en pas douter, le socle du changement sur lequel les socialistes fondent leur action. Mais si cette décentralisation est considérée par tous comme un élément positif dans notre fonctionnement démocratique, l'élaboration de son cadre institutionnel n'en est pas pour autant achevée.

En effet, les dix ans qui nous séparent de la fin du vingtième siècle doivent, par un développement nouveau de la décentralisation, permettre l'enrichissement de la démocratie locale et l'adaptation des collectivités territoriales françaises aux défis européens qui s'annoncent.

Le Parlement français est réuni pour examiner le projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République. Porte-parole des socialistes de la commission spéciale constituée à l'Assemblée nationale sur ce sujet, il m'apparaît indispensable de favoriser ce mouvement indubitable que constitue le regroupement et la nouvelle organisation des 36 000 communes françaises.

Les communautés de communes, rurales ou urbaines, la coopération interrégionale permettront l'apparition de grandes métropoles et favoriseront l'émergence de régions plus fortes, mieux adaptées aux évolutions du monde moderne.

Ces orientations fondamentales auront forcément des conséquences sur le fonctionnement de nos institutions, tant au niveau de l'Etat qu'à celui du départe-

tement, de la région ou de la commune. Leur mise en œuvre, accompagnée d'une nécessaire adaptation de nos institutions, fera mieux vivre la démocratie dans nos pays. Ainsi sera rétabli le climat de confiance entre les citoyens et leurs représentants, désignés par le suffrage universel.

Le rôle régulateur de l'Etat

Il est tout aussi indispensable que l'Etat joue davantage le rôle régulateur que nos concitoyens sont en droit d'attendre de lui. Un effort de déconcentration du pouvoir étatique est d'autant plus nécessaire qu'il doit participer à la construction d'une société plus juste, fondée sur des solidarités sociales, éducatives, culturelles ou économiques.

Dans cette période d'incertitudes multiples, les Français et les Françaises ont la tentation du repli sur soi, du désintérêt vis-à-vis de ceux qui ont pour fonction d'organiser la vie de la cité. Nous ne pouvons aussi que déplorer le monté du sentiment d'insécurité, due notamment à la persistance du chômage. Face à ces constats, les institutions européennes doivent tenir une place importante. Les principes démocratiques qui régissent les pays composant la Communauté européenne doivent donc prévaloir dans le fonctionnement de ces institutions.

Il ne s'agit, en effet, pas raisonnable de favoriser une politique de déconcentration de l'Etat, de renforcer les lois de décentralisation, de rééquilibrer les relations entre l'exécutif et le pouvoir législatif en procédant à la modification de nos institutions, sans mettre en place des dispositifs démocratiques à l'échelon européen.

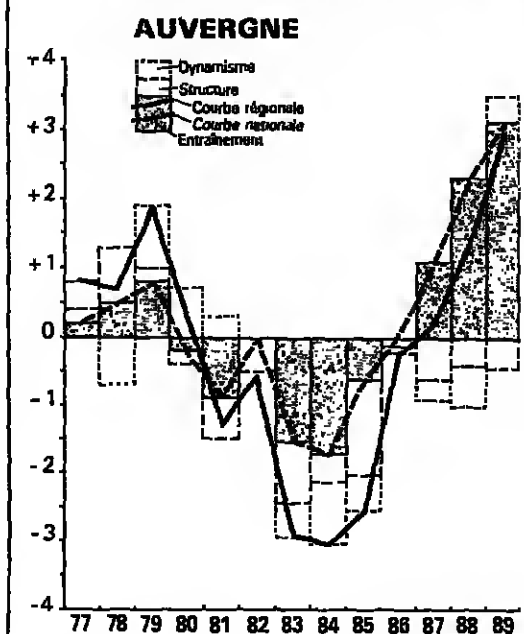
Cette fin de vingtième siècle doit être mise à profit, afin de réinventer d'autres règles pour mieux vivre collectivement. Décentralisation, déconcentration et Europe sont le fondement de la réflexion et des actions qui donneront à notre jeunesse les atouts nécessaires pour réussir l'entrée dans le troisième millénaire.

► Bernard Derosier est député (PS), président du conseil général du Nord.

L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

« LE MONDE » EMPLOI/UNEDIC

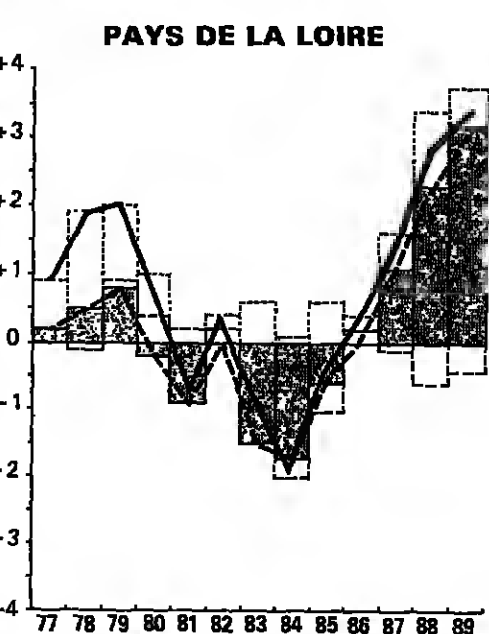
Comment mesurer l'évolution de l'emploi dans une région par rapport à l'évolution nationale ? L'UNEDIC a créé un indicateur qui tient compte de la structure des emplois et du dynamisme régional. La courbe régionale (trait noir plein) exprime le point d'équilibre par rapport à la tendance nationale. Nous avons déjà publié Nord-Pas-de-Calais et Ile-de-France (le Monde daté 18-19 novembre), Bretagne et Languedoc-Roussillon (le Monde daté 16-17 décembre), Basse-Normandie (le Monde daté 20-21 janvier), Rhône-Alpes et Aquitaine (le Monde daté 17-18 février), Lorraine et Midi-Pyrénées (le Monde daté 17-18 mars), Poitou-Charentes et Picardie (le Monde daté 14-15 avril).



A plat

PAUVRE Auvergnais. A peine avait-elle fini par rejoindre le peloton national en 1989, et de faire preuve d'un dynamisme qu'elle n'avait pas manifesté depuis 1981, que la région était à nouveau pénalisée par les annués de Michel. La succession des plans sociaux, dont le dernier n'est pas le moindre, risque de mettre Clermont-Ferrand et l'Auvergne à plat. C'est la pire que puisse arriver à une économie, quand elle dépend de ce point d'un seul mastodonte.

La courbe illustre bien la situation. A la structure des emplois et des activités, défavorable, s'est trop souvent ajoutée l'absence de dynamisme et de capacités locales à réviser le statu quo. Cette addition, fâcheuse, s'est presque toujours traduite par des performances inférieures à celles obtenues en moyenne nationale, sauf à la fin de la décennie 70. Quand la crise est apparue, la descente a été encore plus vertigineuse aux alentours de 1982-1984, et la redressement plus lent. En fait, et de longue date, l'Auvergne n'a pas entrepris sa mutation. Elle ne s'est pas dotée de ce qui lui aurait permis de compenser ses propres lourdeurs.



Le bon plan nantais

N'importe, ni faible, placée dans une situation moyenne, la région Pays de Loire a bien son épingle au jeu. Sur douze ans, elle réussit des performances qui, 1984 excepté, la mettent au-dessus des résultats nationaux. Elle profite à plein de l'effet d'entraînement - quand celui-ci existe - et y ajoute, pendant toute cette période, un dynamisme qui ne se dément pas.

La structure de ses emplois et de ses secteurs d'activité n'est pas a priori particulièrement favorable, et pourtant, à force de ténacité, elle parvient à limiter ce handicap qui s'est aggravé à partir de la récession de 1983-1984. Mieux, elle apporte la démonstration qu'une économie locale peut fonctionner dans des domaines aussi exposés que la construction navale et l'agroalimentaire. Dès lors que les moyens ont été restructurés, ce qui est le cas de Saint-Nazaire, désormais seul pôle pour la réalisation des navires de gros tonnage, ou des groupes agroalimentaires. Avec l'aéronautique et quelques autres implantations, elle paraît bien orientée pour l'avenir.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

CHAMPS
Le Monde ÉCONOMIQUES

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
45-55-91-82, poste 4356

BLOC-NOTES

AGENDA

► Développement local. - L'Institut des managers du développement local (IMDL) organise une journée portes ouvertes, lundi 22 mai à Fontainebleau, à l'occasion de la sortie de sa première promotion. Une table ronde portera sur les nouveaux métiers du développement local. L'IMDL est le seul organisme à proposer de la formation continue de haut niveau en la matière. Les candidats (responsables économiques de collectivités, sous-préfets, cadres du secteur privé...) doivent posséder un niveau d'études de cinq ans après le bac et avoir plusieurs années d'expérience professionnelle.

► Renseignements au (16-1) 40-25-35-02.

► Autonomie locale. - Les ministres des collectivités locales faisant partie du Conseil de l'Europe tiendront leur neuvième conférence à Bergen (Norvège), les 15 et 16 mai. Cette réunion portera sur « la décentralisation et le renforcement de l'autonomie locale », ainsi que sur « la participation et le contrôle démocratiques ». Ce second thème sera présenté par M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur.

► Renseignements au (16-1) 89-41-25-60.

► Les jeunes et la ville. - L'Association des maires villes et banlieues de France organise le 23 mai aux Ulis (Essonne) une journée de réflexion sur le thème « Les jeunes et la ville ». Les débats, auxquels devraient participer Michel Delebarre, ministre d'Etat chargé de la ville, et Roger Barnuck, secrétaire d'Etat chargé de la jeunesse et des sports, des élus et des chercheurs, analyseront les conditions de la production de la violence dans la ville, la rôle des élus et les possibilités de mobilisation de la population.

► Association des maires villes et banlieues de France, 10, rue Duphot, 75001 Paris.

► L'Europe des solidarités. - La conférence sur l'Europe des solidarités se tiendra à Lille du 16 au 18 mai. Cette conférence réunira des responsables politiques, des élus, des experts, des partenaires sociaux et des fonctionnaires venus des douze pays membres de la Communauté. Elle sera l'occasion de confronter les politiques de lutte contre l'exclusion sociale mises en œuvre dans ces différents pays et de conforter les initiatives de la Communauté européenne dans ce domaine.

BIBLIOGRAPHIE

Le mythe du droit de propriété

L'ASSOCIATION d'études foncières (AEF), qui regroupe des théoriciens, des enseignants et des praticiens de l'aménagement (géomètres, notaires, avocats, fonctionnaires des collectivités locales ou de l'Etat...), a organisé, en 1989, un colloque sur le droit de propriété. Les exposés et les débats des participants viennent d'être regroupés dans un ouvrage intitulé *Un droit inviolable et sacré : la propriété*.

Retour aux sources. En guise d'introduction, Joseph Comby, responsable de l'AEF, rappelle que dans la première version de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen il était question de droits de propriété, au pluriel. Les Etats généraux n'ont pas institué un droit absolu : ils entendaient consacrer l'Etat de droit, et ont inventé le propriétaire, achevant par là même une évolution de plusieurs siècles. « Nous vivons sur un mythe », explique Joseph Comby. Notre législation commence toujours par « faire semblant de croire à la supériorité d'un droit, pour multiplier ensuite les limites et les contraintes ».

Les chapitres consacrés aux exemples étrangers (Allemagne, Suisse, Europe du Nord, Grande-Bretagne, Japon, Etats-Unis) montrent que la propriété est un droit

Michel Rocard et de nombreux ministres devraient intervenir pendant le déroulement de cette conférence.

► Renseignements et inscriptions auprès de la délégation interministérielle à la ville : tél. (16-1) 45-78-65-92.

► L'environnement dans le département. - Le conseil général de l'Essonne organise le 31 mai un colloque national sur « L'environnement au quotidien : le département et le citoyen ». Trois ateliers sur l'eau, les déchets et les espaces naturels précéderont une mise en commun des expériences menées dans différents départements.

► Renseignements et inscriptions au (16-1) 47-55-12-53.

► Patrimoine. - Le deuxième forum des villes et pays d'art et d'histoire se tiendra les 23 et 24 mai à l'Assemblée nationale. Les cent dix collectivités locales qui ont signé des conventions avec la Caisse nationale des monuments historiques et des sites pour valoriser leur patrimoine auront l'occasion de dresser un bilan des actions menées depuis 1985.

► Renseignements au (16-1) 45-26-95-75.

PUBLICATIONS

► Régions et environnement. - L'OIP (Observatoire interrégional du politique) publie les actes du colloque organisé par la région Limousin en septembre 1990. Figurent également dans ce document les réflexions d'élus et de responsables locaux sur les problèmes d'environnement et d'aménagement rural.

► 182 pages, 90 francs. OIP-FNPS, 71, boulevard Raspail, 75006 Paris.

NOMINATIONS

► M. Philippe Bentz, nouveau secrétaire général de Lourdes. - M. Philippe Bentz succède à M. Pierre Calas comme secrétaire général de la ville de Lourdes. Celle-ci exerce les fonctions de secrétaire générale de la mairie de Lourdes depuis 1974, après avoir été secrétaire générale adjointe en 1971.

(M. Philippe Bentz, quarante-deux ans, est originaire de Saint-Dié (Vosges). Il est marié et père d'un enfant. Il est maître en droit public, spécialiste en gestion financière, ressources humaines et projets économiques. Secrétaire général adjoint, puis secrétaire général de la mairie de Lourdes (Meurthe-et-Moselle) depuis quinze ans, à ce titre il a traité de nombreux dossiers d'emploi et de reconversion industrielle du secteur sidérurgique.)

BIBLIOGRAPHIE

Le mythe du droit de propriété

de second plan, et non un droit fondamental. La protection du particulier ne perd rien au change. Dans sa première partie, l'ouvrage évoque tour à tour les fondements de la notion d'utilité publique, l'attitude des tribunaux et le point de vue des expropriés. L'histoire du cadastre, l'évolution des revenus fonciers, l'échec de l'exportation de notre système juridique dans les colonies africaines... Les chapitres suivants recensent les servitudes qui frappent les propriétaires, dans les villes (inconstructibilité, utilisation du sous-sol pour les réseaux et infrastructures) et les campagnes (protection de l'environnement, droit de chasse).

« On ne peut pas faire d'urbanisme sans rencontrer la propriété à tous les pas », indique dans la préface Jean Frébaud, directeur de l'architecture et de l'urbanisme au ministère de l'équipement. Les élus, qui établissent les règles du jeu, et les professionnels, qui les appliquent, trouveront dans l'ouvrage de l'AEF matière à réflexion.

HÉLÈNE GIRAUD

► Un droit inviolable et sacré : la propriété. 360 p., 150 F. Edité par l'AEF, 84, rue de la Fédération, 75015 Paris. Tél. : (16-1) 43-08-55-40.

صلى الله عليه وسلم

صداقت الامم

HEURES LOCALES

La difficile coopération pyrénéenne

Nouveau président de la Communauté de travail des Pyrénées, M. Jacques Blanc reproche aux Etats de ne pas donner assez de pouvoirs aux régions

IRUN
de notre envoyée spéciale
A défaut de reconnaissance administrative, la Communauté de travail des Pyrénées pourrait avoir gagné en notoriété. Samedi 4 mai, à Irun, au Pays basque espagnol, les invités étaient nombreux pour assister à l'assemblée générale de ce groupement transfrontière. M. Jacques Blanc, président (PR) de la région Languedoc-Roussillon, qui vient de prendre, pour deux ans, la responsabilité de cet organisme, pouvait se montrer fier.

La Communauté de travail des Pyrénées rassemble trois régions françaises (Aquitaine, Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon), quatre communautés autonomes espagnoles (Pays basque, Aragon, Navarre et Catalogne) et la principauté d'Andorre. Elle s'est constituée en 1982, sous l'impulsion du Conseil de l'Europe, pour défendre les intérêts du massif pyrénéen. Elle revendique la paternité des tunnels du Puyomoren et du Somport, et se mobilise pour

obtenir la réalisation des TGV Atlantique et Méditerranée. En dehors de ce travail de lobbying - qui revient d'ailleurs à quelques-unes de ses régions plutôt qu'à la Communauté elle-même - ses œuvres restent relatives : quelques plaquettes universitaires, quelques échanges touristiques et une série de séminaires. Son maigre budget de fonctionnement (800 000 francs par an) ne lui permet pas, il est vrai, de mener des opérations d'envergure.

Dix-sept millions d'habitants
Pourtant, la Communauté de travail des Pyrénées aimerait devenir l'interlocuteur unique de la CEE lorsqu'il est question du massif montagneux. Elle l'a fait savoir en août 1990, quand la Commission européenne a créé un programme d'aide aux zones frontalières de l'Europe, baptisé Interreg. Ce fonds doit encourager la coopération entre départements limitrophes et soutenir financièrement les économies qui pourraient être affectées par la réalisation du marché unique.

Le massif pyrénéen était évidemment susceptible de recevoir des fonds Interreg. C'est au préfet de la région Midi-Pyrénées qu'en est revenue la coordination des projets français et ibériques. La DATAR et les deux ministères espagnols de l'économie et des travaux publics se sont mis d'accord sur une série de mesures telles que l'implantation de stations d'assainissement communes, le tracé de circuits touristiques interfrontaliers, ou l'élaboration d'une cartographie des deux versants montagneux. Le dossier a été bouclé en six mois et envoyé à la Commission européenne, qui l'étudie actuellement. Elle a décidé de mettre 27 millions d'euros (189 millions de francs) dans l'affaire, pour la période 1991-1993.

Avant de négocier avec Madrid, le préfet de Midi-Pyrénées a consulté les départements et les régions, comme il se doit, mais pas la Communauté de travail des Pyrénées. En effet, bien qu'elle représente, selon M. Jacques Blanc, plus de dix-sept millions d'habitants et 210 000 kilomètres carrés, cette association informelle n'a aucune existence juridique. « Comment des technocrates parisiens peuvent-ils décider pour nous ce qui doit se faire dans le massif ? » maugrée le nouveau secrétaire général de la communauté, M. Didier Ball. Il assure que la DATAR n'a retenu aucune des dix-sept propositions faites par son association. Ce que démentent des responsables de la délégation. Ils prétendent avoir entendu la Communauté de travail des Pyrénées de façon officielle. La DATAR, qui se dit favorable à l'émergence de coopérations interfrontalières de ce type, s'étonne que la communauté de travail des Pyrénées n'ait pas encore de statut, après neuf années d'existence. Elle pourrait depuis longtemps s'être constituée en association de type loi de 1901. Or ce groupement s'engage sur une voie plus complexe. Il compte demander à la France et à l'Espagne d'échanger des lettres diplomatiques ou de passer un accord bilatéral pour que la convention de Madrid, qu'elles ont toutes deux ratifiée, puisse entrer en application. En s'appuyant sur ce texte, relatif à la coopération transfrontalière des collectivités, les régions

— moins la principauté d'Andorre — pourraient travailler ensemble, dans la limite de leurs compétences communes. Mais ces dispositions ne régleraient pas la question du statut de la Communauté de travail des Pyrénées. Quelle doit être la personnalité de l'organisme chargé de mettre en œuvre la coopération transfrontalière ? Pour l'instant, il n'existe pas de réponse, et les experts en droit international du Conseil de l'Europe s'efforcent de combler ce vide juridique. Compte tenu de ces lacunes, certains observateurs, français et espagnols se demandent si M. Jacques Blanc est en droit de reprocher aux Etats « une ignorance délibérée des régions dans la coopération transfrontalière » et « un renforcement de la centralisation ». Ils craignent de le voir se livrer à une politique systématique d'opposition, sa présidence devant s'exercer pendant les élections régionales. Une véritable coopération avec la DATAR, côté français, faciliterait sans doute l'émergence de la communauté pyrénéenne.

RAFAËLE RIVALS

REPÈRES

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Histoire de famille au conseil municipal de La Grande-Motte

Le tribunal administratif de Montpellier a annulé l'élection de Philippe Couveilhès, 28 ans, en qualité de 8^e adjoint de la mairie de La Grande-Motte, poste qu'il occupe depuis le 14 février au sein du conseil municipal de cette station balnéaire du département de l'Hérault. Le tribunal a considéré que cette fonction était incompatible avec celle d'attaché parlementaire qu'il occupe par ailleurs pour René Couveilhès, son père, actuel député-maire RPR de La Grande-Motte. Le code électoral précise en effet qu'un adjoint ne peut être en même temps salarié du maire. Le recours en annulation avait été déposé par un conseiller municipal divers droite, Serge Durand, opposé à cette « mainmise » de la famille Couveilhès sur le conseil municipal. Le maire de La Grande-Motte pourrait ne pas se présenter aux prochaines municipales et son fils apparaît de plus en plus clairement comme son successeur potentiel. Philippe Couveilhès a fait appel de la décision du tribunal devant le conseil d'Etat, estimant qu'il ne percevait pas son salaire de son père directement mais de l'Assemblée nationale. L'appel étant suspensif, il conserve pour l'instant, ses fonctions de 8^e adjoint.

LIMOUSIN

Un musée Rebeyrolle à Eymoutiers

La ville d'Eymoutiers, en Haute-Vienne, veut honorer le plus célèbre de ses enfants, le peintre contemporain Jean-Paul Rebeyrolle. Pour lui elle a décidé la réhabilitation d'un bâtiment industriel désaffecté qui pourra offrir 2 200 mètres carrés de surface couverte. Une ébauche de l'œuvre maîtresse du peintre doit constituer le fonds de départ d'un ensemble qui fonctionnerait aussi comme centre de documentation et de rencontres. Les expositions à caractère thématique sur des aspects particuliers des arts plastiques depuis 1950.

PAYS DE LA LOIRE

Un bateau pour la Touraine

DEPUIS septembre 1989, une péniche aux couleurs de la Touraine sillonne les canaux d'Europe. Après avoir parcouru le nord de la France, ce bateau « Touraine » est depuis l'automne dernier en Allemagne où il s'est déjà arrêté dans une dizaine de villes. Chaque étape se termine de la même façon. Le président du conseil général de l'Indre remet les clés et la bannière de la Touraine au maire de la ville d'accueil. 10 000 pièces d'un grand puzzle sont distribuées dans la ville : trente d'entre elles permettent de gagner un grand tour de Touraine. Une exposition et des films présentent la région aux visiteurs du bateau. Un débat autour de chefs d'entreprise facilite les contacts entre responsables économiques. Une présentation de la Touraine est proposée aux lycéens et aux étudiants de la ville d'accueil. Cette opération, financée par le conseil général d'Indre-et-Loire et soutenue par le comité d'expansion économique ainsi que par le comité départemental du tourisme, devrait se poursuivre jusqu'en 1992 : le bateau « Touraine » aura alors traversé la Belgique et les Pays-Bas.

BASSE-NORMANDIE

Jazz sous les pommiers

ALORS que les accents de la musique de jazz résonnent encore dans la ville de Coutances à l'occasion du dixième anniversaire de la manifestation « Jazz sous les pommiers » (le 10 mai 1981), M. Philippe Bertin, chargé de la communication du conseil général de la Manche, nous précise que l'aide de cette collectivité au festival n'est pas de 50 000 francs comme nous l'avons écrit, mais de 500 000 francs. « Avec 500 000 francs de sponsoring, le conseil général de la Manche est le premier sponsor du festival et ce partenariat permet désormais à ce budget de 2 millions de francs, ce qui ne s'était jamais vu jusqu'alors, d'être équilibré. » Le représentant du président Pierre Aguiton, le conseil général apporte aux organisateurs une aide pour équilibrer la promotion du festival : impression d'affiches, achat d'espaces publicitaires...

Splendeurs et misères de la décentralisation

Une mission d'information sénatoriale souligne le bienfait des transferts de compétences, mais accuse l'Etat d'y apporter des entraves

VIGILANTS défenseurs des collectivités territoriales, les sénateurs n'ont pas été tendres avec l'Etat en dressant le bilan de neuf années de décentralisation. Une mission de vingt-cinq parlementaires (dix-neuf socialistes et onze communistes), présidée par M. Charles Pasqua (RPR, Haute-Seine), vient de rendre public le résultat d'une enquête, commencée au mois de mai 1990.

Cette étude constate que la gestion de proximité s'est révélée bénéfique non seulement pour les administrés, mais aussi pour les budgets. Toutes tendances confondues, les élus ont rationalisé leur gestion (en la déléguant à des sociétés privées ou en la partageant avec des syndicats intercommunaux), ce qui a permis de maîtriser les dépenses de fonctionnement, notamment en matière d'éducation et d'aide sociale. Des affaires comme celles de Nice ou d'Acquiennes ne doivent donc pas jeter le discrédit sur l'ensemble des élus locaux.

Du sang neuf chez les élus

« Il faut mettre fin aux finances croisées et relancer la décentralisation », affirme le rapporteur, M. Daniel Hoefel (Union centriste, Bas-Rhin). Le département devrait, par exemple, recevoir l'entière responsabilité de l'aide aux handicapés, et non seulement la charge de leur hébergement. Il pourrait aussi, s'il le désire, se voir confier la responsabilité des lycées. En matière d'environnement, son rôle devrait être renforcé (protection du patrimoine rural, politique de l'eau). Aux régions revient la nouvelle compétence, celle de l'enseignement supérieur, transférée en trois temps : équipement, fonctionnement, gestion du personnel, et (après concertation avec l'Etat) pédagogie.

Pour injecter du sang neuf chez les élus (qui comptent de plus en plus de retraités et de fonctionnaires), les parlementaires demandent de meilleures rémunérations, des droits à la retraite et une véri-

table formation. Lorsqu'ils abordent le chapitre des fonctionnaires territoriaux, ils ne tarissent pas sur les « rigidités » qui « obèrent la liberté de choix des élus et les conduisent à recruter des contractuels ». Ils réclament la disparition des seuils démographiques, une réorganisation de la formation initiale, la réforme de la prise en charge des fonctionnaires privés d'emploi ainsi que l'allègement des tâches dévolues au Centre national de la fonction publique territoriale (le CNFPT, créé en 1984). Au passage, ils se privent pas d'aggraver cet organisme jugé pléthorique, « surchargé », « centralisé », victime d'une gestion paritaire, et dont les résultats ne comblent ni les besoins des élus ni les attentes des fonctionnaires.

Il leur semble urgent de rendre la fonction territoriale plus attractive, en proposant notamment de meilleures indemnités. Tout en se félicitant d'avoir déverrouillé le système des primes, ils semblent prêts

à régler le contentieux qui les oppose, depuis le 28 novembre 1990, au gouvernement.

En matière de finances locales, les sénateurs préconisent la levée de certaines entraves fiscales. Ils considèrent que la création d'une taxe départementale sur le revenu serait une erreur mais proposent que les droits de l'alcool soient alloués aux régions et aux départements.

Les sénateurs souhaitent enfin que la coopération intercommunale s'intensifie, mais dans le cadre d'une délimitation librement consentie. Le projet de loi sur l'administration territoriale les bérise, dans la mesure où il impose la règle de la majorité qualifiée. « Un regroupement forcé aboutirait à un divorce. La coopération ne peut trouver sa raison d'être que dans l'amour », martelle M. Pasqua, bien déterminé à faire entendre sa voix.

R. R.

Des usines dans le parc naturel de Brotonne

La part autonome de Rouen tente d'implanter un centre de stockage d'engrais près de l'abbaye de Saint-Wandrille

ROUEN

de notre correspondant

L'ACTIVITE du port de Rouen, qui se développe le long de la Seine sur 120 kilomètres entre la capitale normande et la mer, est-elle compatible avec le cadre naturel exceptionnel que constitue le fleuve et son environnement immédiat ? La question se pose depuis que les élus locaux responsables du parc régional naturel de Brotonne, situé sur les départements de la Seine-Maritime et de l'Eure, ont déclenché les hostilités contre les responsables du port autonome. Ils les accusent « de ne pas respecter l'engagement de ne pas implanter que des usines avec stockages strictement non polluants et bien intégrés au paysage ».

Le parc régional naturel de Brotonne a été créé en 1974, dans le cadre du plan d'aménagement de la Basse-Seine, autour de la forêt domaniale de Brotonne, à mi-chemin entre Rouen et Le Havre. Il s'étend sur 25 000 hectares sur les deux rives de la Seine. Les sites protégés avec périmètre de classement y sont nombreux. Parmi eux, celui de l'abbaye bénédictine de Saint-Wandrille, nichée au pied d'une vallée à quelques centaines de mètres d'un quai de Seine, utilisé par le port de Rouen. Un quai à l'usage fort contesté par les associations de protection de la nature.

« Au milieu des dispositifs de protection, la zone portuaire résiste en fait et contre tout, comme une vermine. C'est anormal », dit-on du côté

des animateurs du parc, aujourd'hui effrayés par la réouverture récente de bâtiments d'une usine d'engrais, fermée en 1988 après une faille et l'annulation de son permis de construire. Le GIC (Groupement d'intérêt économique de coopératives agricoles) est un port de transit de produits phytosanitaires en sacs, situés au cœur d'une région agricole, compromis idéal pour tous ceux qui défendent la voie d'eau comme modèle d'aménagement économique et écologique.

A l'évidence ce quai de Saint-Wandrille est mal situé. Il a été construit à la fin des années 70 pour l'OTAN, afin de répondre à des impératifs strictement militaires. La logique portuaire aurait voulu qu'on le construise à trois kilomètres en amont, sur la zone industrielle du Trait, en déshérence depuis la fermeture de ses chantiers navals.

Le port de Rouen en a cependant fait l'usage en y installant des bennes à charbon, puis de ferraille. En 1981 il a entamé la construction d'une usine d'engrais. Mais pendant six ans l'entreprise a refusé de se conformer à la réglementation, malgré les réjets importants de fluor et de chlore. En 1988 elle a fermé ses portes. Permis de construire annulé, l'usine devait être alors en principe démolie.

C'était sans compter sur la volonté du port de Rouen et du Comité d'expansion du Grand Rouen qui retrouvaient un investisseur, une société lyonnaise, filiale du groupe Champion. « Nous avons accepté parce que l'usine avait un caractère non pol-

luant. Le port s'engageait à réaliser des aménagements paysagers, à détruire l'usine d'engrais, à supprimer le dépôt de ferraille, et voilà qu'un nous remet des engrais ! » confirme aujourd'hui M. Jean-Louis Sadin, directeur du parc naturel.

Parmi les défenseurs de Saint-Wandrille, le sénateur de Seine-Maritime André Bettencourt n'est pas le moins virulent. Il a lui-même interpellé Bric Lalonde, ministre de l'environnement, en visite à Rouen le 19 octobre 1990. « Dans un parc régional, c'est aux élus qui le gèrent de veiller au respect des règlements qu'ils ont établis », lui avait répondu publiquement le ministre. Quelques jours auparavant M. Lalonde avait cependant donné raison au parc de Brotonne dans une lettre adressée au préfet de région Haute-Normandie.

« Malgré tous les beaux discours, nous nous retrouvons face à une non-volonté générale », constatent, amers, les élus du parc. Que les engrais soient conditionnés en sacs ou en vrac ne change rien à leurs yeux. Ils préféreraient voir le site débarrassé de ses hangars icothétiques. Dans une déclaration solennelle ils en appellent à la sagesse commune : « Alors que la Haute-Normandie, la Seine-Maritime, Rouen et Le Havre sont classés bons derniers pour la qualité de vie, n'y a-t-il pas une autre façon de prendre le problème pour garder au parc de Brotonne son intégrité ? »

ETIENNE BANZET

Wazemmes veut garder ses pauvres

Suite de la première page 13

« Ça ne peut plus continuer comme ça ! » La sonnette d'alarme est tirée en septembre 1988. Déjà vient de mourir ici d'une congestion pulmonaire par une froide nuit d'automne. Sur un banc.

La communauté Magdala, fondée quelques années plus tôt, décide à l'unanimité de donner au logement des sans-abri la priorité absolue. « La rue abîme. Elle abîme le corps, l'intelligence et la mémoire, les relations affectives. C'est pourquoi il faut tout faire pour reléguer les gens, même si c'est difficile. » Sour Irene Devos, présidente de Magdala, d'est pas fière de parler en l'air. Ces gens défigurés par la misère, elle les connaît trop bien - elle qui les accompagne depuis des années - pour les payer de mots.

L'association regroupe autour des Seurs ceux qui, à Wazemmes, ne se sentaient pas « le droit d'aller à l'église ». A cause du regard « des riches », ici, ils ont créé un lieu où tous peuvent « relever la tête ». Avec un nouveau but : aider au logement des plus marginaux d'entre eux : squatters, « sans-domicile-fixe », laissés-pour-compte et oubliés des services sociaux. Ceux qui, par ignorance et par défiance, ne touchaient

même pas le RMI... Leur entreprise connaît déjà un début de succès, en partie grâce à l'aide de la direction de l'équipement et du préfet de région (les dispositions de l'article « loi Besson », facilitant le financement d'opérations de logement, n'étaient pas, à l'époque, entrées en vigueur). Une convention a été passée entre Magdala et le PACT de Lille, une association spécialisée dans la rénovation et la construction de logements sociaux. Aux habitants du quartier, il revient de dénicher les maisons inoccupées et de retrouver les propriétaires. Le PACT se charge du montage financier et assure les travaux de rénovation. Par ce biais, 23 petites maisons ont déjà pu être rachetées. Un projet concernant 18 autres logements est en cours, dont une dizaine en collaboration avec l'office HLM de la communauté urbaine. Qu'il s'agisse du repérage des maisons vides ou des travaux de décoration intérieure, les futurs locataires sont mis à contribution à tous les stades du logement. Une participation fondamentale, pour le PACT comme pour Magdala : elle permet à ces anciens exclus du rôle d'acteurs de leur propre redémarrage social. Car c'est bien de cela qu'il s'agit : une remise à flot avec un logement pour principale bouée.

Des logements adaptés à la population

« Le logement est le support idéal de la réinsertion », insiste Jean Van Puybroeck, du PACT de Lille. Le point de départ d'une reconstruction (éventuelle) pour des vies bâchées, éparpillées. Un havre qui permet, par exemple, à Patricia et Patrick de retrouver un minimum de stabilité. Patricia touche 1 400 francs par mois au titre du RMI. « On était dans un squat. Cette misère qu'on a passée... Au début, c'était bizarre d'être ici, mais maintenant c'est habituel », Patrick, lui, vient d'être licencié et attend de retrouver un travail.

Installé depuis juin 1990 dans une maisonnette de brique rafraîchie, sur cour, le couple profite aujourd'hui d'une quarantaine de mètres carrés sur deux étages, pour un loyer mensuel de 1 030 francs (avec l'aide personnalisée au logement, leur participation s'élève en fait à 15,50 francs). Coût de la rénovation et de l'achat : 174 400 francs, financés par subventions (ANAH, conseil régional) et prêts.

Un exemple d'opération « en dentelle », faite sur mesure pour une population à la fois fragile et souvent mal supportée par le voisinage. « Il ne faut pas fabriquer des habitations puis rajouter du social par-dessus, quand ça devient nécessaire », plaide Jean Van Puybroeck. « Si on veut arrêter de générer l'exclusion des plus pauvres, il faut inverser la logique et faire du logement adapté aux besoins des gens. » Et proposer une meilleure utilisation des quelque 500 courées de la ville, en partie à l'abandon. Réoccupées à des coûts raisonnables, elles pourraient garantir la mixité sociale du quartier, en permettant au « petit peuple » de Wazemmes de rester sur place. Car, pour ceux qui restent, après les années d'errance, de renouer avec la vie en société, le soutien du quartier est indispensable. Pour Gisèle, rester prend la force d'une nécessité. « Aller dans du neuf ? Ça m'est égal, du moment que c'est pas trop loin du marché... Pour quand j'ai besoin d'Edmond, vous comprenez. »

JUDITH RUEFF

Le mythe du droit de propriété

JUSTICE

Au tribunal de Paris

L'immunité des comptes-rendus judiciaires

Stéphane Collaro et Eddie Barclay ont été déboutés, vendredi 10 mai, dans l'instance en référé qu'ils avaient engagée contre le journal *Le Monde*, afin d'obtenir pour chacun d'eux une provision de 200 000 F de dommages et intérêts et un communiqué faisant état de cette condamnation du journal pour diffamation après la parution d'un article dans les éditions datées du 27 avril.

Sous le titre « Les lampistes du Papagayo », notre correspondant à Toulon, José Lenzi, relatait une audience du tribunal correctionnel de Draguignan, consacrée à une affaire de trafic et usage de drogue en rapportant les noms de cinq personnes citées par les avocats de la défense, au cours de leurs plaidoiries.

Dans son ordonnance, M. Michel Carnet, vice-président au tribunal de

grande instance de Paris, constate d'abord : « Si la présentation générale oppose les « lampistes » présents au banc des accusés, d'une part, et les personnes importantes et fortunées qui ont pu échapper à l'action judiciaire, d'autre part, elle ne fait que rapporter le ton général des débats et les propos mêmes des avocats de la défense et du président. »

Après avoir relevé que les déclarations écrites des trois avocats du procès et d'un chroniqueur judiciaire attestent de l'exactitude des propos rapportés, le magistrat déclare : « Il est de principe que les comptes-rendus d'audience échappent aux règles habituelles de la diffamation, l'article 41 de la loi du 29 juillet 1881 les faisant bénéficier d'une immunité pour peu qu'ils soient fidèles et de bonne foi. »

MAURICE PEYROT

Georges Boudarel en référé

M. Georges Boudarel, ce Français aujourd'hui universitaire qui fut, en 1953, l'adjoint du chef d'un camp de prisonniers tenu par le Vietnam en Indochine, a livré, vendredi 10 mai, sa première bataille judiciaire depuis sa mise en cause. Son avocat, M. Henri Leclerc, demandait au juge des référés du tribunal de grande instance de Paris, d'ordonner la suppression du sous-titre et de certains passages de la préface du livre de Claude Baylé, intitulé *Prisonnier au camp 113, le camp de Boudarel*, publié aux éditions Perrin.

M. Leclerc a tenu à préciser que l'ouvrage de M. Baylé constituait « un témoignage bouleversant » qui n'était pas en lui-même l'objet de la poursuite. C'est la préface, rédigée par M. Jean-Jacques Bouvier, ancien secrétaire d'Etat à la Défense, puis aux anciens combattants, et ancien prisonnier en Indochine, qui est jugée « intolérable » par l'avocat, notamment par « l'utilisation des témoignages à des fins politiques ».

L'avocat a également insisté sur « l'exploitation mensongère de faits amicaux depuis vingt ans ». Sur ce point, M. Jean-Jacques Varaut,

conseil de M. Bouvier, s'est référé à la plainte qu'il a déposée contre M. Boudarel pour crime contre l'humanité pour considérer que les faits évoqués étaient donc « inamovibles par nature » et qu'en tout état de cause « tout ce qui est dit dans la préface est exact ».

M. Bernard Jouanneau, représentant l'éditeur, s'est placé sur le plan strictement juridique pour contester le « référé de diffamation » au nom de la liberté d'expression. Une argumentation partiellement retenue par le représentant du parquet, M. Jean-Claude Lautru, qui s'est toutefois montré favorable à l'insertion dans l'ouvrage de l'encart demandé par M. Leclerc et portant la mention : « Georges Boudarel conteste les faits tels que relatés par M. Baylé. Il souhaite vivement qu'une enquête historique impartiale, où seront entendus les témoins, puisse être entreprise pour déterminer toutes les responsabilités, y compris la sienne. » L'ordonnance sera rendue mardi 14 mai.

M. P.

A la cour d'appel d'Agen

Les faux évêques du Fréchou condamnés pour abus de confiance

Les deux « évêques » de la communauté religieuse Notre-Dame-du-Frèchou, installée depuis 1977 dans le Lot-et-Garonne (le *Monde* du 31 mai 1990), les « Pères Jean-Marie et Emmanuel-Marie », de leur vrai nom Roger Koscik, âgé de quarante-cinq ans, et Michel Fernandez, âgé de quarante-six ans, ont été condamnés par la cour d'appel d'Agen pour abus de confiance à huit mois de prison avec sursis, mise à l'épreuve pendant trois ans et privation de leurs

droits civiques pendant cinq ans. Les deux « prêtres » de la communauté, Laurent Deneux, âgé de vingt-six ans, et Gilbert Schmitt, âgé de trente-neuf ans, ont été condamnés à quatre mois d'emprisonnement avec sursis, mise à l'épreuve pendant trois ans et déchéance des droits civiques pendant cinq ans.

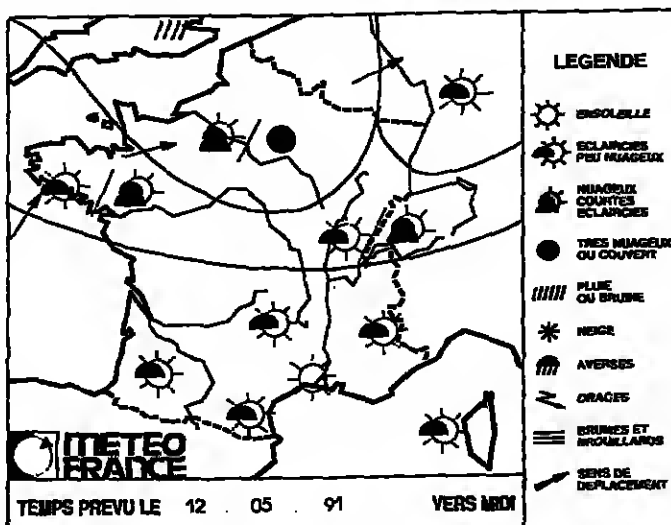
La communauté du Fréchou, un petit village des environs de Nérac, se compose d'une centaine de fidèles inconditionnels du « Père » Jean-Marie, qui affirme recevoir un message de la Vierge Marie tous les 14 du mois depuis 1977. Un ancien fidèle, M. Yves Seigneux, avait porté plainte contre les fondateurs de la communauté, qui l'accusaient de détourner les noms de leurs adeptes. Une enquête de police avait établi, en 1989, que 75 millions de francs d'oboles avaient transité sur les comptes privés des prêtres du Fréchou, excommuniés par l'Eglise de Rome.

En première instance, le tribunal correctionnel d'Agen avait débouté, le 27 juin 1990, le plaignant et relâché les quatre responsables de la communauté. En appel, la cour d'Agen a suivi la ministère public, estimant qu'il y a eu, sinon escroquerie, du moins abus de confiance dans la gestion de la communauté et a prononcé des peines deux fois plus lourdes que celles requises par l'avocat général, qui avait déclaré : « A la lecture de ce dossier, deux mois se sont imposés à moi : l'imposture et la secte. »

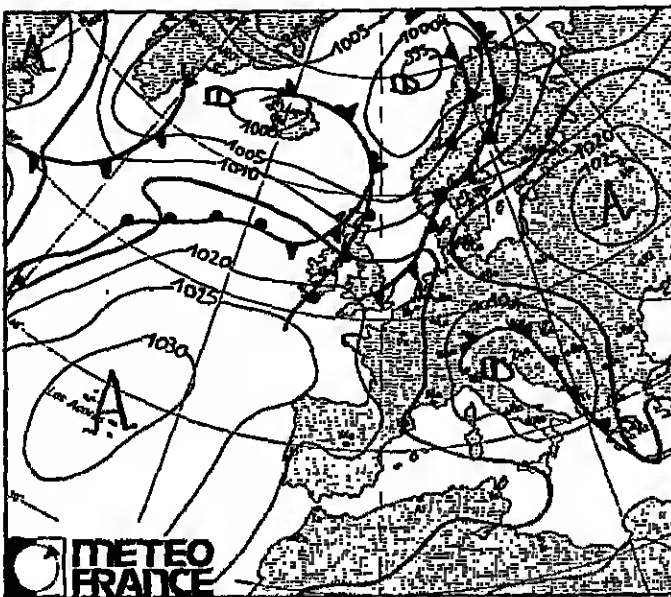
Corbeil-Essonnes : des enfants mettent le feu à l'école. — Deux enfants d'une dizaine d'années ont pénétré, mercredi 8 mai en fin de journée, dans l'école maternelle de l'Esplanade. Après avoir vidé les armoires, renversé le mobilier et saigné la cuisine de l'établissement, ils ont incendié un matelas. Malgré l'intervention des pompiers, alertés par la directrice qui habite sur place, le feu s'est entièrement éteint une des salles de classe. Les deux enfants ont été identifiés. Ils sont tous les deux élèves dans l'école primaire voisine.

D. R.

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le dimanche 12 mai 1991
Nuageux au Nord ; bien ensoleillé au Sud.

SITUATION LE 11 MAI 1991 A 0 HEURE TU



Lundi il y aura encore beaucoup de nuages sur le nord du pays, mais il fera doux. Cas nuageux donneront des petites pluies dans le Nord-Est. Plus au sud le soleil dominera.

Lundi 13 mai : nuages au nord, soleil au sud.

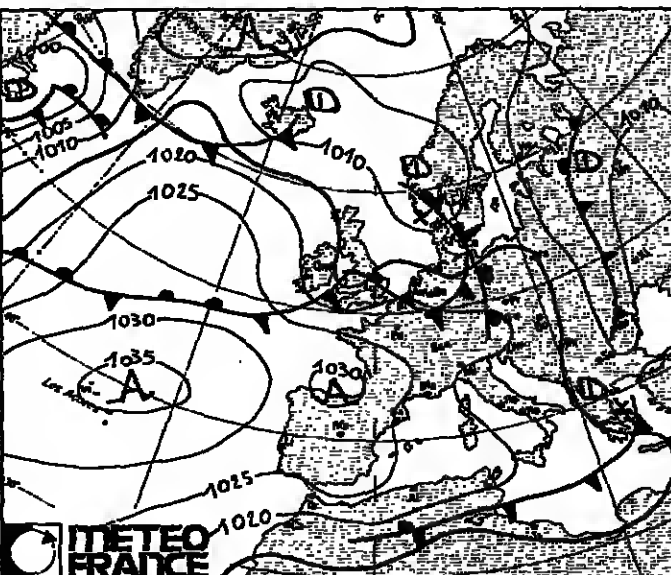
Sur toutes les régions allant de la Normandie, de la Picardie et du Nord-Pas-de-Calais à l'Alsace et au nord des Alpes, la journée sera nuageuse mais douce avec de nombreux nuages et des petites pluies ou bruines intermittentes. Plus à l'ouest, de la Bretagne au Languedoc, les nuages seront encore nombreux

la matin, mais il y aura de belles éclaircies l'après-midi.

Dans le sud du pays, le soleil dominera avec un ciel peu nuageux en général, surtout près de la Méditerranée. La tramontane soufflera à 50 km/h.

Le soir, le ciel se couvrira de nouveau en Bretagne et les vents d'ouest-sud-ouest se renforceront au Manche (40 km/h). Les températures minimales seront comprises entre 8 degrés et 9 degrés. Les maximales atteindront 18 degrés à 19 degrés dans le nord, 18 degrés à 22 degrés dans le sud.

PRÉVISIONS POUR LE 13 MAI 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé le 11-5-91

FRANCE	TOULOUSE	LYON	LIÉGEOIS	17	8	D
ALGER	18	10	D	17	8	D
BARCELONE	18	10	D	17	8	D
BORDAUX	17	8	D	17	8	D
BONNE	16	5	D	17	8	D
BRETAGNE	14	7	D	17	8	D
CAS	12	5	N	17	8	D
CHARENTAISE	12	1	N	17	8	D
CORSE	18	8	C	17	8	D
DON	18	8	C	17	8	D
GUERSON	18	9	C	17	8	D
LILLE	16	4	D	17	8	D
LYON	18	10	C	17	8	D
MASSILLON	18	10	D	17	8	D
NANCY	17	8	D	17	8	D
NANTES	16	5	N	17	8	D
NICE	16	5	N	17	8	D
PARIS-MONTY	17	7	D	17	8	D
PAU	18	9	C	17	8	D
PERPIGNAN	19	11	N	17	8	D
RENNES	16	5	D	17	8	D
STRASBOURG	17	7	C	17	8	D
STRASBOURG	19	11	C	17	8	D

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : P signalé dans le Monde radio-télévision ; O Film à éviter ; On peut voir ; ■ Ne pas manquer ; ■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 11 mai

TF 1	0.30	Cinéma : Meurtre à Hollywood. ■
20.45 Variétés : Surprise sur prise.	2.15	Cinéma : Et Dieu créa la femme. ■
22.15 Magazine : Ushuaïa.		
23.25 Magazine : Formule sport.		
0.20 Magazine : C'est à Cannes.		
0.30 Au trot.		
0.35 Journal et Météo.		
A 2		
20.45 Téléfilm : Kaldéoscope.		
22.20 Magazine : Bouillon de culture.		
23.50 Journal et Météo.		
0.05 Série : Médecins de nuit (rediff.).		
1.00 Série : La Saint (rediff.).		
FR 3		
De 20.00 à 0.05 La Sept		
0.10 Série rose : A la feuille de Rose, maison turque.		
0.40 Magazine : L'Heure du golf.		
CANAL PLUS		
20.30 Téléfilm : La Vénus à Lulu.		
22.00 Les Nuls... l'émission.		
22.50 Fash d'informations.		
22.55 Le Journal du Festival.		
23.00 Cinéma : Metamorphosis. ■		

Dimanche 12 mai

TF 1	22.16	Le Journal du Festival.
13.20 Série : Hooker.	22.20	Magazine : L'Equipe du dimanche.
14.10 Série : Rick Hunter, inspecteur choc (rediff.).	1.05	Cinéma : Les Baleines du mois d'août. ■■
15.00 Série : Columbo (rediff.).	2.30	Surprises : Spécial Cannes.
16.15 Divertissement : Vidéo gag.		
16.45 Disney Parade.		
18.00 Magazine : Téléfoot.		
18.55 Loto sportif.		
19.05 Magazine : 7 sur 7.		
20.00 Journal, Tiercé, Météo et Topix vers.		
20.45 Série : Scorpio. ■		
22.40 Magazine : Ciné dimanche.		
22.45 Cinéma : Coup de tête. ■■		
0.15 Magazine : C'est à Cannes.		
0.25 Journal et Météo.		
A 2		
13.25 Dimanche Martin (et à 15.50).		
15.00 Série : Mac Giver (rediff.).		
16.30 Téléfilm : Les Étoiles filantes.		
17.20 Documentaire : L'Equipe Cousteau à la redécouverte du monde.		
18.10 Magazine : Stade 2.		
19.30 Série : Maguy.		
20.00 Journal et Météo.		
20.45 Téléfilm : Le Gorille dans le cocotier.		
22.05 Empreintes.		
22.05 Journal et Météo.		
23.25 Série : La Saint (rediff.).		
FR 3		
13.30 Magazine : Musicales. L'œil de court... Madrid (1 ^{er} partie).		
14.30 Magazine : Expression directe.		
14.50 Magazine : Sports 8 dimanche.		
17.30 Magazine : Montagne. Aruze 3.		
18.00 Le 18-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, le journal de la région.		
20.05 Série : Benny Hill.		
20.40 Documentaire : Cirque Grusa.		
22.00 Magazine : Le Divan.		
22.20 Journal et Météo.		
22.40 Cinéma : Anna Karénine. ■■ (v.o.).		
0.15 Musique : Carnet de notes.		
CANAL PLUS		
14.00 Série : Nick Mancuso, les dossiers secrets du FBI.		
14.45 Sport : Rugby.		
16.45 Le Journal du Festival		
17.05 Les Nuls... l'émission (rediff.).		
18.00 Cinéma : Les Yeux de la forêt. ■		
En clair jusqu'à 20.40		
19.20 Flash d'informations.		
19.25 Ca se bon.		
20.30 Die Jérôme...		
20.35 Magazine : L'Equipe du dimanche.		
20.40 Cinéma : Quelle heure est-il? ■■		
22.10 Flash d'informations.		

Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER « ZAPPING » Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANICK CLEA et la collaboration du « Monde ».

En mai, travaille s'il te plaît...

On l'a dit et répété : les hasards du calendrier français, qui concentrent sur le mois quatre jours fériés sur les onze prévus dans l'année, limitent à dix-neuf le nombre de jours ouvrables en mai 1991. Au Canada, par contre, aucun jour chômé n'est prévu durant la même période si ce n'est le 1^{er} mai, tout comme la Grande-Bretagne et les Pays-Bas - ne pouvant compter que sur le memorial day.

Ces petits avantages printaniers, associés à une gestion avisée des « ponts », permettront à certains salariés français de ne travailler au total qu'un jour sur deux dans le mois. Conséquence : « Ce calendrier risque de se traduire par une perte de production industrielle de l'ordre de 10 % » par rapport aux vingt et un jours ouvrables que compte un mois moyen, estime le CNPF. Faut-il pour autant avoir mauvaise conscience ? Contrairement aux apparences, les employeurs paraissent disposés à déculpabiliser leurs salariés.

Dans le bulletin CNPF Info du 22 avril, l'organisation patronale reconnaît volontiers que « la France se situe dans la moyenne des autres pays de la CEE ». Avec douze jours non ouvrés (quatre jours fériés, quatre samedis et autant de dimanches), l'Hexagone se situe derrière la Belgique (treize jours et demi) ou la Grèce (treize jours) et au même niveau que le Portugal et l'Allemagne, l'Italie et le Danemark (dix jours), les Pays-Bas (neuf jours) et la Grande-Bretagne (huit jours seulement) sont moins généreux. Quant aux Japonais, ils n'ont pas négligé les quelques jours de repos de leur « golden week ».

Bien sûr, un tel calendrier n'est sans doute pas une bonne affaire pour l'économie française, hormis pour les activités liées au tourisme. Néanmoins, le fait que cette pause de mai intervienne dans un contexte d'atonie conjoncturelle - les perspectives de production « sont toujours aussi défavorables », relève la dernière enquête mensuelle de l'INSEE (le Monde du 2 mai) - permet d'en relativiser les effets. De nombreuses entreprises ont profité de ces « ponts » et « viaducs » pour accorder quelques repos à leur personnel, pour éviter aussi que leurs stocks ne se gonflent trop. Une conjonction favorable.

JEAN-MICHEL NORMAND

INSOLITE

Une banque qui sème

Afin d'attirer de nouveaux clients, la Mitsui Taiyo Kobe Bank, la deuxième banque japonaise et la neuvième mondiale, a décidé de changer de nom. En avril 1992, elle deviendra la Sakura Bank, littéralement la « Banque du cerisier en fleurs ». Le logo - des fleurs de cerisiers - comme la couleur rose des uniformes des salariés, laisseront présager cette évolution.

L'initiative de l'une de ses concurrentes, la banque régionale Sanyo Sogo Bank, n'est pas étrangère à cette mutation bucolique. Celle-ci a en effet transféré en avril, ce qui a entraîné une vague importante d'ouverture de comptes par des jeunes Japonaises jouant « plus mignonnement » les cartes bancaires et les livrets décorés de légères roses, nouvelle effigie de cette banque. Des employées de la future « Banque du cerisier en fleurs » se sont toutefois permis de signaler que la chute d'une fleur qui fanait aussi rapidement n'était pas de bon augure pour l'établissement.

En 1950 elles pesaient 3 % du produit intérieur brut

Les dépenses de santé pourraient représenter près de 10 % du PIB en l'an 2000

Le premier ministre participera mardi 14 mai à un comité interministériel consacré à la maîtrise des dépenses de santé. A cette occasion, le gouvernement fera le point sur la politique engagée pour contenir leur progression, qui a atteint 7,4 % en 1990. La tâche s'annonce difficile. Un étude du CREDES (Centre de recherches, d'études et de documentation en économie de la santé) souligne qu'en l'an 2000 les dépenses de santé pourraient représenter entre 8,9 % et 10,3 % du PIB.

Peut-on raisonnablement prévoir l'évolution à long terme de notre système de santé ? Paramètre essentiel de cette question aux considérables implications économiques et politiques : les dépenses médicales qui, not, avec près de 538 milliards de francs, dépassent en 1990 les 9 500 francs par personne (le Monde du 23 avril).

Pour nourrir cette discussion, trois directeurs du CREDES ont analysé les grandes tendances du système de santé français entre 1950 et 1989 (1).

La chapite principale de cette étude porte sur les quarante dernières années de dépenses de consommation médicale. « Pour l'ensemble des dépenses, résumant les auteurs de ce travail, la tendance lourde correspond, d'une part, à une croissance plus rapide que celle de la richesse nationale et, d'autre part, à une baisse lente mais continue du taux de croissance des dépenses exprimées en francs constants et en volume. De 1950 à 1989, les dépenses de soins et de biens médicaux évaluées en francs courants se sont accrues en moyenne de 14 % par an, soit de 7 % en valeur relative. Elles ont représenté une part croissante du produit intérieur brut, qui est passée en trente-neuf années de 3 % à 8,1 % ».

Cette étude conclut par ailleurs qu'entre 1950 et 1989 la progression des dépenses en francs courants est principalement résultée de la croissance du volume des consommations (+ 6,7 % par an en moyenne) et de l'inflation générale (+ 6,5 %), tandis que l'inflation spécifique des prix médicaux (+ 0,3 %) n'a que peu contribué. De manière globale, on note une lente décelération, partiellement compensée depuis le début des années 1960, du volume et de la valeur relative. Depuis une dizaine d'années, la croissance du volume des soins médicaux se fait au rythme de 4 % à 5 % par an alors qu'entre 1950 et 1975 la progression était de 5 % en moyenne de 7,3 % par an.

Pour les auteurs, on peut dire schématiquement que les politiques suivies en matière de protection sociale et de développement des moyens de production de la branche santé ont accompagné les rythmes de l'évolution économique

générale. Ce sont les années 1960-1963 qui ont été marquées par une croissance particulièrement rapide du volume des soins, équivalant à près de 10 % en moyenne par an, ce qui situe durant cette période l'évolution des dépenses de santé nettement au-dessus de la tendance générale, ou phénomène dit « dérapage ». L'amélioration des systèmes de protection sociale. Ainsi, en 1960, 76 % de la population était protégée par la sécurité sociale, mais les ménages finançaient encore directement 39 % de leurs dépenses de consommation médicale.

Après la signature de la première convention entre les organismes d'assurance-maladie et les médecins libéraux (1960) et après l'extension de l'assurance maladie aux exploitants agricoles (1961), la part des ménages dans le financement des soins avait, en 1963, chuté à 30 % ; même l'extension de l'assurance-maladie aux salariés indépendants semble avoir joué un rôle positif dans la reprise de l'accélération de la croissance du volume des soins médicaux de 1966 à 1970. « Depuis, l'impact propre des mesures successives qui ont été mises en œuvre pour maîtriser les dépenses de santé n'apparaît pas avec une perspective de quarante années avoir perturbé de façon significative le rythme de la décelération du volume des soins médicaux », soulignent les auteurs.

La part croissante des soins hospitaliers

Un chapitre du financement, ces derniers expliquent qu'entre 1950 et 1989 la structure du financement des dépenses de consommation médicale s'est profondément modifiée dans le sens d'une progression de la part de la sécurité sociale, tandis que les financements du secteur public, des ménages et des mutuelles diminuaient en proportion du total des dépenses de consommation médicale.

« La généralisation de la sécurité sociale a fait de cette institution le financeur principal du secteur médical, soulignent-ils. Créée en 1945, elle couvrait 44 % des dépenses de soins médicaux en 1950 et 76 % en 1989. Le financement public a été progressivement transféré vers l'assurance-maladie, et la part de l'Etat des dépenses de soins a été passée de 14 % en 1950 à 1 % en 1989. Ce glissement n'a pas empêché l'ensemble des financements obligatoires (Etat et Sécurité sociale) d'augmenter de 58 % à 76 % entre 1950 et 1989. Le poids des mutuelles dans le financement des dépenses sociales a baissé en début de période de 5 % en 1950 jusqu'à une stabilisation autour de 3,2 % entre 1964 et 1987, lorsque la couverture par la sécurité sociale s'étendait ».

Autre phénomène riche d'enseignements, l'évolution sur près d'un demi-siècle de différents types de soins montre l'important accroisse-

ment de la part des soins hospitaliers (38,6 % en 1950 ; 48,4 % en 1989) et, en corollaire, la baisse de celles de l'ensemble des consommations des soins ambulatoires. Plus récemment, le phénomène le plus marquant dans ce domaine concerne l'ouverture de la télémédecine pour la part de l'hospitalisation, qui s'est régulièrement accrue à partir de 1968 jusqu'en 1982 et qui, depuis, diminue.

« Sur l'ensemble de la période, expliquent les auteurs de l'étude, le volume des soins hospitaliers a été associé à l'accroissement des effectifs de personnel et de l'équipement hospitalier, qu'il s'agisse de la capacité d'hébergement, et à une intensification des soins plutôt qu'à la croissance du nombre des journées d'hospitalisation [...] Pour les soins ambulatoires, l'accélération de la croissance ou cours des années 80 a probablement été permise par l'augmentation des densités médicales. De 1950 à 1989, le nombre des médecins a été multiplié par 4,7, passant de 30 471 à 143 438 ».

Il apparaît par ailleurs qu'entre 1960 et 1980 la consommation médicale a augmenté à tous les âges, la croissance la plus rapide concernant les groupes déjà forts consommateurs : personnes âgées, nourrissons et femmes aux âges de la maternité.

Quelles projections faire au terme d'un tel constat ? Tout, bien sûr, est ici fonction des hypothèses retenues pour la croissance économique étant entendu que l'économie générale et le niveau des dépenses de santé évoluent dans le même sens. Pour les spécialistes du CREDES, les scénarios catastrophiques, généralement avancés dans ce domaine, sont sans aucun doute irréalistes. Ainsi, selon eux, avec l'hypothèse d'une croissance économique annuelle proche de 3 %, le volume des soins médicaux devrait progresser de 3,5 % à 4 % par an au cours des années 1990, la progression des prix médicaux étant voisine de celle de l'indice général des prix. « Comme dans le passé, indiquent-ils, les dépenses médicales continueraient donc à progresser plus vite que le PIB, avec un écart de taux de croissance relatif de l'ordre de 0,5 % à 1 % par an. En l'an 2000 dans cette hypothèse, qui paraît la plus vraisemblable, la dépense de soins et de biens médicaux représenterait 8,9 % du PIB ».

Selon eux, dans l'hypothèse « peu vraisemblable » où simultanément la croissance économique ne dépasserait pas 2,5 % et où la progression des dépenses de santé serait de 5 %, en l'an 2000 la part de la dépense de soins et de biens médicaux pourrait atteindre 10,3 %, une proportion certes élevée mais que les Etats-Unis ont déjà atteinte depuis deux ans.

JEAN-YVES NAU

(1) Le Système de santé en France : 1950 à 1989. An Mizrahi, Ar Mizrahi et Simone Sandier (directeurs de recherche au CREDES).

Une circulaire du premier ministre aux préfets

M. Rocard souhaite la création de dix métropoles à « stature » européenne

M. Michel Rocard vient d'adresser aux préfets de région une longue circulaire dans laquelle il leur explique comment le gouvernement souhaite renforcer l'armature urbaine, dans le cadre de la politique d'aménagement du territoire. Il faut, estime le premier ministre, que les sept grands chantiers territoriaux définis lors de la réunion gouvernementale du 5 novembre 1990 puissent compter sur au moins une ville de stature européenne.

« Pour fortifier les vocations spécifiques d'une douzaine de métropoles, il est nécessaire de créer un partenariat entre l'Etat, les collectivités locales et les responsables socio-économiques, en signant des chartes d'objectifs à long terme », écrit M. Rocard. Les axes métropolitains d'intérêt international cités par le premier ministre sont dans un premier temps celles de

Lyon, Marseille, Lille, Strasbourg, Bordeaux, Rennes, Nancy-Metz, Nantes-Saint-Nazaire, Toulouse et « compte-tenu de sa situation géographique particulière Clermont-Ferrand ».

Pour les autres grandes villes (qui pourront s'élever de ne pas recevoir le label européen), M. Rocard suggère des rapprochements sous forme de « réseaux de villes qui affirment leurs créneaux d'excellence respectifs ». C'est le cas par exemple pour Nîmes et Montpellier, pour Caen-Rouen-Le Havre, ou Poitiers-La Rochelle-Niort-Angoulême. En revanche, aucune mention n'est faite dans la circulaire du premier ministre sur les « capitales » régionales de Picardie (Amiens), de Bourgogne (Dijon), de Franche-Comté (Besançon), du Limousin (Limoges) ... ni sur Nice.

F. Gr.

REPÈRES

INFLATION

Hausse des prix de gros en avril de 0,2 % aux Etats-Unis

L'inflation reste contenue aux Etats-Unis : les prix de gros, censés donner une indication de l'évolution prochaine des prix de détail, ont augmenté de 0,2 % en avril après avoir reculé au cours des quatre mois précédents, a annoncé vendredi 10 mai, le département du travail. Les prix à la production avaient baissé de 0,3 % en mars et de 0,6 % en février.

En dépit d'une modeste remontée en avril, les prix de gros ont diminué de 2,8 % en rythme annuel au cours des quatre premiers mois de l'année, alors qu'ils avaient fait un bond de 5,6 % en 1990. Elément positif, les prix de gros hors énergie et alimentation ont faiblement progressé le mois dernier avec une hausse de 0,2 %, après une augmentation de 0,2 % également en mars et de 0,4 % en février. - (AFP)

EN BREF

La Pologne va reprendre le paiement de sa dette vis-à-vis des banques. - La Pologne a accepté de reprendre en juin le paiement d'une partie de ses arriérés vis-à-vis de cinq cents banques commerciales, auxquelles elle doit 11,2 milliards de dollars, a déclaré vendredi 10 mai à Varsovie le négociateur polonais, M. Janusz Sawicki. Le Club de Londres, qui regroupe les créanciers privés de la Pologne, faisait d'une reprise de ces paie-

BALANCE COMMERCIALE

Nouvelle contraction de l'excédent allemand en mars

La balance commerciale de l'Allemagne a connu en mars un excédent de 2,8 milliards de DM (8,5 milliards de francs) contre 13,8 milliards en mars 1990, a annoncé vendredi 10 mai l'Office fédéral des statistiques. La balance des opérations courantes (marchandises + services + transferts) connu, en mars, un déficit exceptionnellement élevé de 5,3 milliards de DM en raison de la guerre du Golfe. L'Allemagne ayant transféré 6,5 milliards de DM vers les Etats-Unis au titre de sa contribution à l'effort de guerre.

Sur les trois premiers mois de 1991, l'excédent commercial de l'Allemagne s'est élevé à 6,8 milliards de DM et le déficit de sa balance des opérations courantes à 8,9 milliards de DM. En 1989, les paiements courants étaient excédentaires de 104 milliards, soit un surplus mensuel de 8,6 milliards. En 1990, cet excédent avait fondu pour la RFA, revenant à 71,9 milliards de DM.

M. Kaifu réaffirme que le Japon ouvrira pas son marché du riz. - Le premier ministre japonais, M. Toshiki Kaifu, a déclaré vendredi 10 mai que le Japon s'efforcera de faire réussir les négociations de l'Uruguay round mais ne céderait pas aux pressions étrangères pour ouvrir son marché du riz. Rejetant les demandes américaines, le Japon doit maintenir sa politique d'autosuffisance en riz, selon M. Kaifu. - (AFP)

M. Yves Boursard élu à la tête de la Fédération des agents immobiliers. - M. Yves Boursard, 46 ans, responsable d'un cabinet immobilier à Pau dans les Pyrénées-Atlantiques, a été élu le 10 mai à la tête de la FNAIM (Fédération nationale des agents immobiliers) et il succédera le 31 décembre au président actuel de cette organisation, M. Jacques Longuet. M. Boursard, qui était le seul candidat, a été élu avec 77 % des voix par l'assemblée générale composée de délégués des sixante-dix-sept chambres départementales au congrès fédéral qui vient de se réunir à Strasbourg.

Aéroport de Nice-Côte d'Azur : levée du préavis de grève des employés. - Les employés de l'aéroport de Nice-Côte d'Azur ont levé dans la soirée du 10 mai leur préavis de grève prévoyant un arrêt de travail du 11 au 13 mai à l'issue de négociations avec le cabinet de commerce et d'industrie des Alpes-Maritimes. Par ailleurs, les cheminots CGT des Alpes-Maritimes, qui attendaient également observer des arrêts de travail au cours du week-end, ont levé leur préavis de grève.

CAMILLE OLSEN

Alors que l'acquisition de huit sucreries par le danois Danisco provoque des remous

Près de 1 600 entreprises sur 8 000 ont déjà été privatisées dans l'ex-RDA

L'organisme chargé des privatisations dans l'ex-RDA, la Treuhandsanstalt, a annoncé, vendredi 10 mai à Berlin dans un communiqué, avoir vendu à la fin du mois d'avril 1 598 entreprises publiques sur les quelque 8 000 qu'elle est chargée de privatiser. Le montant des opérations réalisées atteint 7 milliards de deutschemarks (23 milliards de francs).

Les sociétés acheteuses se sont engagées à investir un total de 55 milliards de marks, d'après la Treuhand, et elles ont garanti par contrat le maintien de plus de 324 000 emplois. Les opérations, comme aujourd'hui le rachat de huit sucreries par le numéro un danois de l'agro-alimentaire, Danisco, continuent à provoquer des remous.

COPENHAGUE

de notre correspondant

Le groupe Danisco, le numéro un de l'agroalimentaire au Danemark, vient d'acquiescer huit suc-

ries situées dans la zone nord-ouest du Land de Brandebourg pour une somme qui n'a pas été révélée. C'est tout ce qui restait en fait de sucreries à vendre après que les industriels ex-allemands se sont servis en priorité.

La direction de Danisco s'est engagée à investir l'équivalent de 1 milliard de francs, sur cinq ans, pour restructurer et moderniser ce lot d'entreprises. Trois d'entre elles sont déjà fermées.

Parmi les cinq autres, l'usine d'Anklam, près de la frontière polonaise, devrait en principe être seule à subsister après 1994, mais, entièrement renouée, elle sera à même d'affronter la concurrence extérieure et d'atteindre un chiffre d'affaires annuel de quelque 450 millions de francs. A ce moment-là, ses effectifs auront été réduits de 950 à 300 personnes, les ouvriers licenciés touchant une indemnité d'un an et demi de salaire. Toutefois, les transformations importantes prévues par les propriétaires scandinaves devraient permettre d'embaucher un certain nombre de sans-emploi appartenant à différentes branches professionnelles de la région.

Danisco, qui compte ainsi aug-

menter dans les trois ans sa production sucrée totale de 25 %, couvrira désormais 15 % de la production allemande de sucre et 3 % de la production européenne.

Protestations italiennes

En approuvant cette transaction, la société italienne Eridania a autorisé à attaquer la Treuhand devant les tribunaux. Elle prétend avoir été injustement discriminée car elle avait présenté, avant Danisco, des offres qu'elle juge aussi valables, sinon plus. La direction de Treuhand s'est défendue en expliquant qu'elle avait accordé sa préférence au groupe danois à cause « de sa proximité géographique ».

Les milieux d'affaires danois, sans se laisser influencer par les protestations de certains experts occidentaux concernant l'avenir de l'ancien Etat communiste, ont déjà commencé à jouer à fond la carte de cette « proximité » en reprenant une tradition séculaire d'échanges avec les Länder d'entre-Baltique. Il semble que leur instinct ne les ait pas trompés car, en 1990, pour la première fois,

la balance commerciale du pays avec la RFA - jusque-là constamment déficitaire - est devenue largement excédentaire à l'approche de la réunification. Actuellement, 20 % des exportations danoises en Europe passent par la direction de l'Allemagne. Dès l'automne dernier, la chaîne danoise de supermarchés à bas prix Netto s'installait dans l'ex-RDA, où elle compte aujourd'hui dix-sept boutiques, devant lesquelles la population fait la queue du matin jusqu'au soir. Une chaîne danoise de vente de literie remporte un succès égal et se trouve en pleine expansion. Enfin, la firme danoise Rockwool, spécialiste de laine de verre, a repris une fabrique est-allemande de matériaux isolants qu'elle est en train de moderniser pour quelque 350 millions de francs.

La Treuhand en a déjà tiré les conclusions et a décidé de faire paraître désormais tous ses appels d'offres dans la presse danoise. Quant au ministère des affaires étrangères, il a estimé utile d'ouvrir un consulat général à Dresde.

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 6 AU 10 MAI

PARIS

Trois petits tours

INDICE CAC 40

+ 0,99%

Trois petits tours et puis s'en vont. Le souvenir de ces séances ocre sans doute aussi fugace que l'appétit des merlottes dans cette tour de la finance : une baisse infime de 0,19 % lundi, une quasi-stagnation le lendemain (+ 0,08 %) et une embellie vendredi (+ 1,10 %). Le bilan de cette période entrecoupée par deux jours fériés mercredi et jeudi en raison des fêtes de la victoire de 1945 et de l'Ascension, est minime (+ 0,99 %) comparé surtout à l'envolée (+ 3,24 %) de la semaine précédente.

Peu d'événements ont vraiment tiré le marché français de sa torpeur. Si le malaise cardiaque de George Bush a un peu troublé les intervenants lundi, vite rassurés par la sortie de l'hôpital du président américain, la décision de la Banque de France, le même jour, de maintenir ses taux d'intérêt inchangés lors de son appel d'offres, n'a provoqué aucune réaction. Ni mauvaise, ni bonne.

En revanche, la performance de Wall Street jeudi où l'indice Dow Jones s'est apprécié de 1,37 % dans l'espoir d'une reprise de l'économie américaine, a redonné un sursaut de vie. Mais sans plus. Les investisseurs avaient en fait pris la clé des champs dès le premier mai. Tous, certes non, l'un d'entre eux en a profité pour

7 mai pour devenir le principal actionnaire de la Compagnie des signaux et d'entreprises électriques (CSEE). Ce jour-là, 208 000 titres, soit 23 % du capital de cette entreprise, ont changé de mains, dont un bloc de 150 000 actions équivalant à 17 % du capital.

Le mystérieux acquéreur, s'il est tout gardé, est devenu implicitement le premier actionnaire de cette entreprise spécialisée dans la communication informatique, l'électronique de défense, et les transports. Et ce, loin derrière les autres porteurs de parts, puisque aucun ne détient plus de 5 % des actions.

Le seul actionnaire important mais possédant jusqu'à ce début de semaine CSI (Capital Système Investissement) avec une participation de 11,5 %. Mais cette filiale de la Banque Demachy a apporté ses titres à l'opération mardi. Dans les milieux boursiers, tout comme au siège de l'entreprise, cette opération était sujette à de multiples spéculations tant sur l'identité de l'acquéreur que sur ses intentions. Ce dernier a cinq séances de Bourse pour se dévoiler.

La semaine aura été aussi dominée par les suites de l'OPA des Galeries Lafayette sur les Nouvelles Galeries, opération imposée par les autorités boursières à la suite du rachat par les Galeries Lafayette de la participation détenue par le suédois Proventus.

Mardi, le Conseil des Bourses de valeurs (CBV) donnait son aval à l'offre publique d'achat portant sur les deux tiers du capital au prix de 883,50 francs par action. Cependant, le principal actionnaire des Nouvelles Galeries, le groupe Davanley (34 % des actions et 47,88 % des droits de vote) décidait de faire appel de la décision du CBV. Pour lui, les Galeries Lafayette et le CCF ayant acheté de concert des titres détenus par Proventus vont détenir plus de 50 % du capital de cette chaîne de grands magasins. Ils doivent donc acquiescer l'intégralité des titres et, pour se faire, procéder à un maintien de cours.

M. Charrasse et l'impôt de Bourse

Cette extension de l'offre de 66 % à 100 % s'il elle était retenue par le Cour d'appel de Paris aurait le mérite de mettre l'ensemble des actionnaires, grands et petits, sur un pied d'égalité. Tous pourraient amener leurs titres à un prix attractif supérieur de 10,7 % au dernier cours coté de 780 francs, bénéficiant ainsi des mêmes conditions que Proventus. Dans le cas contraire en application strictement de la loi, une partie seulement des titres apportés seraient retenus désavantageant ainsi les petits porteurs. Une de leurs organisations, l'ANAF (Association nationale des actionnaires de France), a réuni son

assemblée générale annuelle lundi. Personne n'a été épargné par les propos amers de son président, M. Marcel Tuder. Chefs d'entreprise, Commission de opérations de Bourse, journalistes, jusqu'à des éditeurs de cette association, dont certains récompensés lors d'un concours organisé par l'ANAF, ont été montrés du doigt, tant leur ingratitude et leur manque d'éducation - ils n'avaient pas remercié leur bienfaiteur - étaient grands.

Toutefois, cette vindicte ne semblait guère passionner un auditoire pour le moins indifférent et souvent assoupi. Au contraire, plutôt que de servir une cause honorable, elle donne à cette association de défense des actionnaires, qui se veut la plus importante de France avec ses 2 613 adhérents, une image bien désuète.

L'espoir est venu du congrès des notaires réuni mercredi à Montpellier où M. Michel Charrasse a reconnu que l'impôt de Bourse est « un handicap incontestable pour le marché des actions à Paris ». Le ministre du budget s'est déclaré favorable à sa réduction tout en rappelant les « contraintes budgétaires lourdes ». Serait-il donc pour l'état de se passer d'une contribution rapportant presque 4 milliards de francs par an ?

DOMINIQUE GALLOIS

NEW-YORK

Cahot

INDICE DOW JONES

- 0,64%

Wall Street a enregistré d'amples fluctuations au cours de la semaine, les résultats des adjudications trimestrielles du Trésor américain et leurs effets sur les taux d'intérêt à long terme influençant la tendance. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a été vendredi en baisse de 18,69 points (- 0,64 %) par rapport à la semaine précédente. Le succès relatif des adjudications trimestrielles du Trésor américain a permis à Wall Street d'échapper momentanément jeudi à l'attente qui s'était emparée du marché au moment du lancement du programme d'emprunts.

La progression de plus de 40 points de l'indice a toutefois été largement effacée vendredi après la remontée des taux d'intérêt à long terme et une vague de ventes effectuées automatiquement par des programmes d'ordinateurs.

L'annonce vendredi d'une faible progression, en accord avec les prévisions des experts, des prix de gros hors énergie et alimentation en avril, est venue confirmer un ralentissement de l'inflation mais n'a eu qu'un effet négligeable sur la grande Bourse new-yorkaise. Les

transactions sur le marché boursier ont diminué au cours de ces cinq séances, portant sur 791,83 millions d'actions contre 881,929 millions précédemment.

Sur le marché obligataire, les taux d'intérêt sont montés à 8,31 % vendredi en fin d'après-midi contre 8,23 % la semaine dernière. Ils étaient à 8,22 % en milieu de semaine.

Indice Dow Jones du 10 mai : 2 920,17 (contre 2 938,86).

	Cours 3 mai	Cours 10 mai
Alcoa	70 1/2	71 3/8
AT&T	37 3/8	35 7/8
Boeing	46 3/4	46 3/4
Chas. Man. Bank	18 1/4	18 3/8
Da Pont de Nemours	42 3/4	42
Eastman Kodak	41 1/8	41 3/8
Exxon	39 3/8	38
Ford	34 1/4	32 5/8
General Electric	72 5/8	71 1/4
General Motors	30 1/8	37 3/8
Goodyear	21 7/8	22 7/8
IBM	105 3/8	103 1/4
ITT	60 1/8	58 1/4
Mobil Oil	68 7/8	67 1/2
Pfizer	57 3/4	57 3/8
Schlumberger	64 1/8	64
Tecumseh	67 5/8	67 1/2
UAI Corp. (ex-Allegis)	155	155 3/4
Union Carbide	18 5/8	17 5/8
USX	33	34 1/8
Westinghouse	27 1/2	26 5/8
Xerox	57 1/4	56

TOKYO

Morose

INDICE NIKKEI

- 0,76%

Tokyo a persisté dans la morosité, ouvrant mardi - lundi était férié - le Kibotoko a perdu en quatre séances 0,76 %. Une minorité de professionnels espérait voir Tokyo s'engager dans un « rally » une fois tournée la page de « Golden Week » - les jours de début mai. Leur attente a été déçue. Sauf jeudi où la cote a regagné 125 points, l'indice Nikkei n'a cessé de s'affaiblir sur le fond de la publication de l'indice entre 220 et 340 millions d'actions échangées, les transactions sont restées faibles.

La raison ? Toujours et encore la politique monétaire japonaise. On espérait à Tokyo - sans trop y croire d'ailleurs - que la Banque du Japon allait suivre la Réserve fédérale américaine et baisser d'un cran ses taux d'escompte. Ce qui n'a pas eu lieu. Pour aggraver le pessimisme ambiant, le quotidien financier *Nihon Keizai Shimbun* écrivait mercredi que les banques commerciales japonaises avaient décidé une politique de restriction de leurs prêts pour toute l'année.

fiscale 1991. Et enfin, le lendemain, la fédération patronale Kaikan enfonçait le clou en estimant qu'elle ne voyait pas la nécessité d'une baisse des taux.

Dans un tel climat, les quelques bonnes nouvelles - car il y en a eut - sont passées inaperçues, comme la remontée de Wall Street, qui n'a eu aucun effet sur la cote vendredi. Seule exception : la publication d'un rapport prévoyant une reprise du marché des semi-conducteurs américains qui a profité aux valeurs de l'électronique japonaise.

Indices du 10 mai : Nikkei, 26 274,29 (c. 26 477,86); Topix, 1 991,15 (c. 2 001,49).

BRUNO BIROLLI

	Cours 2 mai	Cours 10 mai
Akai	970	1 080
Bridgestone	1 100	1 110
Canon	1 610	1 640
Fuji Bank	2 750	2 790
Honda Motor	1 400	1 400
Mitsubishi Electric	1 750	1 780
Mitsubishi Heavy	776	780
Sony Corp.	6 220	6 260
Toyota Motor	1 870	1 880

LONDRES

Calme

+ 0,06%

Après avoir progressé dans l'espoir d'une prochaine baisse des taux d'intérêt, les valeurs ont annulé leurs gains vendredi sur des prises de bénéfices, lors d'une semaine comprenant seulement quatre séances, lundi étant férié (+ 0,06 %). Les investisseurs sont restés prudents dans l'attente du 17 mai, date de la publication de l'indice britannique de l'inflation pour avril, qui devrait chuter de 2 points aux alentours de 6 %.

Les commentaires prudents du gouverneur de la Banque d'Angleterre, M. Robin Leigh-Pemberton, sur le succès relatif de la politique de désinflation et un rapport pessimiste de la Confédération des employeurs du bâtiment sur les perspectives d'une récession plus dure que prévue ont cependant limité les gains. Plusieurs augmentations de capital, dont les plus importantes ont été lancées par BBA Group pour 79 millions de livres et par le groupe de loisirs Granada pour 163 millions de livres, ont pesé sur le marché.

Indices « FT » du 10 mai : 100 valeurs 2 524,3 (c. 2 522,7); 30 valeurs 1 974,5 (c. 1 973,9); Fonds d'Etat 84,94 (c. 84,88) et Mines d'or 145,7 (c. 143,5).

	Cours 3 mai	Cours 10 mai
Alcoa	6,23	6,03
BP	3,54	3,43
Charter	4,65	4,60
Courcelles	3,99	3,96
De Beers	13,50	13,50
Glaxo	10,98	11,25
GUS	15,20	15,10
ICI	10,98	11,12
Reckitt	7,77	8,19
Shell	5,26	5,24
Unilever	7,39	7,30
Vickers	2,06	2,08

FRANCFORT

Tassement

- 0,69%

La Bourse de Francfort s'est dépréciée cette semaine, du suite à la baisse des transactions, le niveau des cours est revenu à celui de fin avril. Les valeurs ont perdu en moyenne 0,69 %. La plupart des titres représentatifs ont cédé du terrain, laissant entrer le marché dans une phase de consolidation autour des 1 600 points de l'indice DAX. Le manque d'impulsion n'a pas encouragé les investisseurs, lesquels ont profité du jour de l'Ascension pour prolonger le week-end, entraînant ainsi une baisse sensible des commandes, non précisée les analystes.

Le montant des transactions sur le marché des actions des huit places boursières de l'Allemagne ramené à quatre jours boursiers s'est ainsi réduit à 17,18 milliards de DM contre 22,80 milliards le 3 mai.

Indices du 10 mai : DAX 1 620,63 (c. 1 631,84); Commerzbank 1 948,90 (c. 1 963,30).

	Cours 3 mai	Cours 10 mai
AGF	199,50	200,50
BASF	254,75	245,70
Bayer	283,90	282,60
Commerzbank	268,50	266,50
Deutschebank	660	653,20
Hoechst	268,30	260,70
Karstadt	660	642,50
Mannesmann	228,00	225,90
Siemens	610	608,50
Volkswagen	371	366

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Rem. : 45-55-91-82, poste 4330

Produits chimiques

	10-5-91	Diff.
East. Méxique	4 680	- 19
Labo. Roger Bellon	2 760	- 45
Roussel-Uclaf	2 170	15
Synthelabo	835	+ 18
BASF	838	- 22
Bayer	945	- 11
Hoechst	884	- 16
Imperial Chemical	111	+ 2,40
Nord-Hydro (1)	174,90	+ 13,40

(1) Coupon de 3,10 F.

Pétroles

	10-5-91	Diff.
BP-France	120,50	- 1,50
ELF-Aquitaine	365,80	+ 8,30
Esso	438	- 2
Primagaz	438	- 2
Sogepap	397	inch.
Total	767	+ 16
Exxon	351,60	+ 3,60
Peugeot	1 870	- 9
Royal Dutch	493,50	+ 11,70

Filatures, textiles, magasins

	10-5-91	Diff.
Agache (Fin.)	1 101	- 19
RFV	824	+ 26
Damart	1 963	- 27
DMC	402,50	- 5
Gal. Lafayette	1 770	+ 32
Primatex	1 870	- 9
La Redoute	3 699	- 21
SCOA	19	+ 0,55

Mines d'or, diamants

	10-5-91	Diff.
Anglo-American	178,70	+ 2,20
Angold	335	+ 5
Bull. Gold M.	60,80	+ 0,30
De Beers	129,60	+ 2,30
De Beers	60,60	+ 3,30
Gencor	20,10	+ 0,40
Harmony	24,70	+ 0,40
Randamstein	17,40	+ 1,10
Saint-Helena	41,30	+ 3,95
Western Deep	172	+ 9

Banques, assurances, sociétés d'investissement

	10-5-91	Diff.
AGF	541	+ 3
AXA (ex-Cie Ind.)	1 090	- 6
Bail Equipment	122	- 2
Banque (C)	545	+ 17
Cedem	735	+ 45
CCF	125,90	+ 1,50
CFI	350	- 1
Chargers	738	- 28
CPR	312	+ 33
Eurofinance	726	- 1
GAN	906	+ 5
Héris (La)	575	- 8
Locafinance	542	inch.
Locidus	794	+ 4
Midland Bank	88	+ 15
OPF	1 670	- 1
Paribas	473,70	+ 19,40
Schneider	752	- 7
Société générale	480	+ 4,90
Sovac	708	+ 14
Suez (C. Fin.)	349,10	+ 0,60
UAP	572	- 11
UCB	156,10	inch.

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	10-5-91	Diff.
PME 10,6 % 1976...	100,10	+ 0,05
3,80 % 1977	122,05	- 0,05
10 % 1978	101,70	+ 0,50
9,80 % 1978	100,80	inch.
9 % 1979	99,60	inch.
10,80 % 1979	102,40	- 0,15
CNE 3 %	407,1	+ 1
CNE bq. 5 000 F	99,75	inch.
CNE Paribas 5 000 F	99,60	inch.
CNE Suez 5 000 F	99,99	inch.
CNI 5 000 F	99,75	inch.

Valeurs diverses

	10-5-91	Diff.
Accor	808	+ 1
Air liquide	683	+ 3
Arjomari	2 238	- 14
Be	768	- 27
Bis	328	- 8
CGI	1 145	- 63
Châ. Méditer.	464,50	- 3,50
Esilior	372	+ 2
EuroDisney	122	+ 1,50
Europe 1	1 135	- 1
Eurocom	50	+ 0,90
Groupe Citi	670	+ 4
Hachette	288	- 6
Havas	516	inch.
Marine Wondel	344	- 9
Navigation miste	1 375	+ 35
Nord-Est	136	+ 2,70
L'Oréal	577	+ 13
Saint-Gobain	464,70	- 4,60
Santofi	878	- 11
Santex Châtillon	270	+ 1,80
Skit Rossignol	700	inch.

Matériel électrique

	10-5-91	Diff.
Alcatel-Alsthom	599	+ 14
CSEE (ex-Sigatex)	258,30	+ 18,40
Général des câbles	2 640	+ 10
Intertechnique	1 047	+ 37
Labinal	791	+ 10
Légrand	3 770	- 76
Penelco	530	- 24
Peugeot	573	+ 4
SAGEM	1 640	- 20
Stratex, Facom	954	- 3
Valco	456	- 1
Valloire	303,20	+ 0,30

Alimentation

	10-5-91	Diff.
Béghin-Say	662	- 1
Bougain	2 616	+ 36
BSN	889	+ 10
Carrefour	1 998	- 56
Casino G. Perra	141	+ 5,40
Euromarché	4 168	+ 58
Guyenne-Gasc.	1 225	- 24
LVMH	3 972	- 3
Océid (Gle)	791	+ 17
Olipar	279,50	+ 2,40
Perrin-Ricard	1 238	+ 1
Promodis	2 090	+ 10
Saint-Louis	1 434	- 11
Source Perrier	1 512	+ 9
Nestlé	34 030	- 370

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 10 mai 1991
Nombre de contrats : 25 702

COURS	ÉCHÉANCES			
	Jun 91	Sept. 91	Déc. 91	
Premier	106,90	106,90	106,82	-
+ haut	107,08	107	106,92	-
+ bas	106,90	106,90	106,82	-
Dernier	107	106,98	106,92	-
Compensation	106,98	106,98	106,94	-

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	3-5-91	6-5-91	7-5-91	8-5-91	9-5-91
RM	2 171 454	1 89 606	1 540 341	-	-
Chapman	5 088 317	4 374 154	7 146 585	-	-
R. et obl.	165 076	167 999	85 177	-	-
Actions	7 424 847	5 731 759	8 772 103	-	-
Total	15 785 694	12 173 518	27 544 129	-	-

صكنا انت الامل

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Reprise des émissions en dollars ?

Une très grande émission internationale d'obligations en dollars est prévue pour ces prochains jours. Organisée par le groupe américain Citycorp, l'affaire, une opération de titrisation, porte sur 1,25 milliard de dollars. Destinée à être lancée simultanément aux États-Unis et sur notre continent, elle est attendue avec quelque impatience car elle permettra de mesurer l'étendue de la demande dans le compartiment de la devise américaine. Si l'appétit des investisseurs est grand, l'abaissement de la cote des titres sera aisément surmonté. Suivant les usages new-yorkais, ces titres devraient être cotés à 100 pas au porteur, comme c'est la coutume sur l'euro-marché.

Jusqu'à la forte baisse des cours des fonds d'Etat américains, qui s'est produite le vendredi 10 mai, de façon surprenante, les spécialistes étaient nombreux à tabler sur une bonne tenue du marché du dollar. On avait, certes, pris note du peu de succès remporté par l'annonce d'adjudication d'obligations du Trésor américain le jour de l'Ascension. Mais les indications dont on disposait sur l'euro-marché allaient toutes dans le même sens. Les investisseurs paraissent prêts à répondre avec empressement aux nouveaux emprunts qui leur seraient proposés et qui leur assureraient des rendements élevés, déduction faite de l'inflation. En l'absence de nouvelles euro-émissions, on se tournait vers le marché secondaire pour constater que l'intérêt manifesté par les prêteurs conduisait à un redressement quasi général des marchés qui séparent les rendements des obligations internationales en dollars de ceux des titres du gouvernement américain.

Pour ce qui est des titres en marks, le marché se ressent de l'impression et des contradictions des autorités allemandes au sujet du coût de l'unification. On sait qu'en plus du gouvernement de Bonn et des Länder, plusieurs établissements publics jouent, dans ce contexte, un rôle de premier plan. Celui qui s'occupe de la privatisation des entreprises d'Etat d'Allemagne de l'Est, la Treubhandelsanstalt, est actuellement très en vue. Pour mener à bien ses tâches, cet organisme doit recourir à l'emprunt. Jusqu'à ces derniers jours, l'ampleur de son endettement ne constituait pas un facteur d'inquiétude car toutes les assurances semblaient données qu'il soit contenu

dans un cadre bien précis. En tout, il ne devait pas dépasser 25 milliards de marks et les fonds levés devaient être remboursés au plus tard le 31 décembre 1995. Or, l'une et l'autre de ces limites qui, croyait-on, étaient imposées par le traité d'unification de la République fédérale et de la République démocratique allemande, viennent d'être levées.

Contradictions allemandes

Les spécialistes ont appris la nouvelle vendredi, au lendemain de l'Ascension, en prenant connaissance des informations fournies à l'occasion du programme de deux milliards de marks de billets de trésorerie qui vient d'être mis sur pied par la Treubhandelsanstalt. Le prospectus précise que le ministre des finances de Bonn admet désormais que cet organisme bénéficie de crédits dont l'échéance sera plus lointaine que la fin de 1995. En fait, si la situation se modifie de façon fondamentale, le même ministre pourrait accepter que le plafond de 25 milliards soit dépassé.

Dans ces conditions, qui renforcent la crainte d'une renouée de l'ancien intérêt noté-Rhin, les investisseurs étrangers hésitent à lancer des emprunts de type classique ou marks. Le compartiment allemand doit, pour l'instant, l'essentiel de son animation à des débiteurs japonais qui assument à leurs obligations des bons de souscription d'actions ou warrants. Les opérations de ce type se multiplient et leurs montants ont tendance à augmenter. La plus importante a vu le jour en avril. Elle porte sur 500 millions de marks. La prochaine, prévue pour cette semaine, pourrait être plus volumineuse encore. Il est question de 600 millions de marks. Dans l'ensemble, les nombreuses émissions de ce type, lancées ces derniers mois en marks, ont bénéficié d'un fort bon accueil auprès des investisseurs. La plupart figurent même parmi les grandes réussites de l'année. Toutefois, à mesure que les montants augmentent, l'enthousiasme paraît diminuer. Les cours des obligations de type allemand se négocient toujours au-dessus de leur prix d'émission, mais les plus grandes sont plus difficiles.

Cette évolution pourrait bien renforcer la tendance des investisseurs japonais à reprendre en masse le chemin du marché suisse

qu'ils ne fréquentent plus guère depuis quelques mois. Il y a, certes, d'autres raisons qui pourraient les inciter à revenir en Suisse, parmi lesquelles celles qui tiennent au coût des opérations pesant d'un très grand poids. Dans leur grande majorité, les entreprises japonaises qui lancent de telles transactions ne cherchent pas à se procurer des fonds en devises. Leur but est, en réalité, d'obtenir des fonds en yens en louant des contrats d'échange. Il leur est possible d'obtenir dans leur monnaie nationale à des résultats bien meilleurs que s'ils s'adressaient directement au marché de Tokyo. Durant les quatre premiers mois de l'année, le décalage par le marché allemand leur était particulièrement avantageux. La situation semble s'être modifiée en faveur du marché suisse où, pour la première fois depuis trois mois, une entreprise japonaise vient d'émettre des obligations munies de warrants.

On estime qu'à partir de sa transaction de 100 millions de francs suisses, d'une durée de sept ans, Tasaki Shinju, une société de l'industrie textile, a pu obtenir des fonds en yens qu'elle n'aurait pu obtenir qu'en empruntant à 10 % l'an. L'opération, dirigée par la Banque du Gothard, s'est avérée bien moins onéreuse qu'une transaction comparable, émise le même jour en marks, et qui revient à son débiteur, une entreprise chimique du groupe Sumitomo, à plus de 4,5 %.

Parmi les emprunteurs français qui ont sollicité l'euro-marché, ces derniers jours, la Compagnie bancaire et le Crédit local ont mis à profit les très hautes dispositions des compartiments du dollar canadien et de la lire italienne. Leurs transactions, l'une dirigée par Hambourg, l'autre par l'Institut Bancarino San Paolo, n'ont eu aucune difficulté à trouver preneur. Toutes deux font l'objet d'un contrat de swap aux termes duquel les émetteurs disposent de fonds en dollars américains qu'il leur faut rembourser à taux variable à des conditions très avantageuses pour eux. Le Crédit local n'aura finalement à servir qu'un intérêt d'un viogisme de points de base inférieur au Libor. Le même établissement a obtenu un résultat du même ordre, à partir d'un second emprunt libellé en francs suisses, qui était placé sous la direction de Paribas.

CHRISTOPHE VETTER

DEVICES ET OR

C'est la faute à la peseta

Si la Banque de France n'abaissait pas à nouveau ses taux directeurs, c'est, on croit, à cause de la peseta, qui caracole en tête du système monétaire européen. Sa vigueur intempestive, on le sait, doit tout, ou presque tout, à des taux d'intérêt assés, maintenus à un niveau compris entre 12 % et 13 % par une Banque d'Espagne soucieuse de lutter contre une inflation encore trop forte.

Il faut ajouter la persistance d'un flux continu d'investissements étrangers en Espagne, qui se traduit par des achats nourris de monnaie locale.

Une telle vigueur n'est pas sans inconvénients. Le premier ministre espagnol, M. Felipe Gonzalez, n'a-t-il pas déclaré cette semaine à Londres que le taux de change de la peseta était trop élevé et que cela affectait les exportations de la péninsule ibérique ?

Fort bien : chacun sait que la peseta est ostensiblement surévaluée. Mais M. Gonzalez a ajouté que son pays maintiendra les mesures d'austérité actuelles, même en cas de baisse de l'inflation, ce qui signifie que le loyer de l'argent à court terme restera élevé à Madrid et donc que la peseta continuera à tenir la tête du système monétaire européen, avec pour conséquence de gêner les autres devises, notamment le franc français qui se trouve en queue. Comprenez qui pourra !

L'excuse espagnole n'est pas la seule pour la Banque de France, où on a toujours l'œil sur la grande référence, à savoir le cours du mark à Paris. A 3,3840 F, ce cours n'est ni mauvais ni glorieux, mais il pourrait être meilleur, c'est-à-dire un peu plus bas. Rappelons que le cours pivot de la devise allemande à Paris est de 3,3538 et que cette devise est revenue aux alentours de 3,37 F il y a quinze jours à peine.

Si, toutefois, le rythme de l'inflation en Allemagne devenait supérieur au taux français, très probablement au second semestre, les vœux de la Banque de France seraient comblés, à défaut de ceux de la Banque fédérale d'Allemagne. A Francfort, en effet, les dirigeants de la Banque centrale et les membres du gouvernement ne sont pas très heureux des augmentations de salaire obtenues par les syndicats d'entre-Rhin susceptibles, selon eux, de renforcer les tensions inflationnistes. Ainsi celui, très puissant, de la métallurgie IG Metall a obtenu, cette semaine, une majoration de 6,7 %, alors que le patronat ne voulait accorder qu'un maximum de 4 %. Rappelons que les fonctionnaires et les ouvriers du bâtiment ont déjà obtenu des augmentations similaires.

Dans ces conditions, le ministre de l'économie, M. Jürgen Moeller, a réaffirmé que la stabilité du mark devrait être placée en tête

des priorités, une « priorité absolue », a-t-il même précisé, lors d'une visite aux Etats-Unis. C'est un refrain que l'on risque d'entendre souvent dans les mois qui viennent. Sur le front du dollar, très calme en raison des fêtes chômées un peu partout dans le monde - anniversaire de la victoire et Ascension - les cours se sont pratiquement maintenus, légèrement inférieurs à ceux de la semaine précédente, aux environs de 1,73 DM et 5,85 F contre 1,74 DM et 5,89 F.

Lundi, l'indisposition du président Bush affectait très temporairement la devise américaine. Par la suite, les milieux financiers internationaux attendaient la publication des variations des prix de gros aux Etats-Unis pour le mois d'avril, les analystes tablant sur une augmentation de 0,2 % hors alimentaire et énergie. Les pronostics ayant été vérifiés vendredi après-midi, les marchés des changes sont restés de marbre. En ce qui concerne l'économie américaine, dont l'évaluation dans les prochains mois reste encore bien aléatoire, on peut noter que les nouvelles demandes d'indemnités de chômage ont encore diminué cette semaine.

FRANÇOIS RENARD

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 6 MAI AU 10 MAI 1991

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libra	\$ E.U.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Unité italienne
New-York	1,7345	-	11,556	68,434	58,883	2,9234	51,5065	8,0784
Paris	1,7345	-	11,556	68,434	58,883	2,9234	51,5065	8,0784
Bruxelles	1,7345	-	11,556	68,434	58,883	2,9234	51,5065	8,0784
Amsterdam	1,7345	-	11,556	68,434	58,883	2,9234	51,5065	8,0784
London	1,7345	-	11,556	68,434	58,883	2,9234	51,5065	8,0784
Geneve	1,7345	-	11,556	68,434	58,883	2,9234	51,5065	8,0784
Zurich	1,7345	-	11,556	68,434	58,883	2,9234	51,5065	8,0784
Frankfurt	1,7345	-	11,556	68,434	58,883	2,9234	51,5065	8,0784
Berlin	1,7345	-	11,556	68,434	58,883	2,9234	51,5065	8,0784
Munich	1,7345	-	11,556	68,434	58,883	2,9234	51,5065	8,0784
Stuttgart	1,7345	-	11,556	68,434	58,883	2,9234	51,5065	8,0784
Düsseldorf	1,7345	-	11,556	68,434	58,883	2,9234	51,5065	8,0784
Cologne	1,7345	-	11,556	68,434	58,883	2,9234	51,5065	8,0784
Dortmund	1,7345	-	11,556	68,434	58,883	2,9234	51,5065	8,0784
Essen	1,7345	-	11,556	68,434	58,883	2,9234	51,5065	8,0784
Duisburg	1,7345	-	11,556	68,434	58,883	2,9234	51,5065	8,0784
Wuppertal	1,7345	-	11,556	68,434	58,883	2,9234	51,5065	8,0784
Bochum	1,7345	-	11,556	68,434	58,883	2,9234	51,5065	8,0784
Münster	1,7345	-	11,556	68,434	58,883	2,9234	51,5065	8,0784
Bielefeld	1,7345	-	11,556	68,434	58,883	2,9234	51,5065	8,0784
Detmold	1,7345	-	11,556	68,434	58,883	2,9234	51,5065	8,0784
Paderborn	1,7345	-	11,556	68,434	58,883	2,9234	51,5065	8,0784
Bielefeld	1,7345	-	11,556	68,434	58,883	2,9234	51,5065	8,0784
Detmold	1,7345	-	11,556	68,434	58,883	2,9234	51,5065	8,0784
Paderborn	1,7345	-	11,556	68,434	58,883	2,9234	51,5065	8,0784

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 10 mai, 4,2078 F contre 4,2492 F le vendredi 3 mai.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Baissera, baissera pas ?

Depuis plusieurs semaines et surtout depuis la diminution du taux d'escompte de la Réserve fédérale aux Etats-Unis, ramené mardi 30 avril de 6 % à 5,5 %, les milieux financiers français spéculent sur un nouvel abaissement des taux directeurs de la Banque de France, qui étaient revus, le 18 mars, de 9,25 % à 9 % pour les adjudications, restant maintenus à 10 % pour les pensions à 7-10 jours. Cet abaissement se heurte, pour l'instant, à des obstacles extérieurs : la vigueur excessive de la peseta espagnole, et, peut-être, la tenue insaisissable du franc français vis-à-vis du mark (voir la rubrique *Devises et or*).

Reste que l'économie française est en pleine décelération, et que la demande de crédits fléchit nettement, sa progression revenant d'un rythme de 11 % à 12 % l'an dernier à 9 % en janvier, et sans doute moins à l'heure actuelle. Sans aller jusqu'à imiter les Etats-Unis, où les taux d'intérêt réels (hors inflation) des interventions de la Réserve fédérale sont désormais voisins de zéro (5,50 % sur les fonds fédéraux pour un rythme de baisse des prix un peu supérieur à 5 %), on peut estimer que les 5 à 6 points « réels » subis par l'économie française vont se révéler ravageurs à moyen terme, surtout pour les petites et moyennes entreprises.

Ne pouvant accéder au marché des billets de trésorerie (un peu plus de 9 %), ni obtenir des concours autour du marché interbancaire (également un peu plus de 9 %), comme le font les grandes entreprises, ces PME paient leurs découverts bancaires ou l'escompte de leurs traites à des taux compris entre 12 % et 15 %, ce qui constitue, toujours en « réel », un record historique bien peu enviable ni souhaitable.

M. Pierre Bérégovoy, le ministre des finances, en est bien convaincu, laissant entendre qu'une diminution des taux directeurs de la Banque de France n'est pas à exclure dans un avenir plus ou moins proche, ce qui entretient les espoirs du marché. Il n'est pas impossible que ces espoirs soient satisfaits d'ici à la fin du mois, surtout si la banque d'Angleterre abaisse à nouveau son taux d'es-

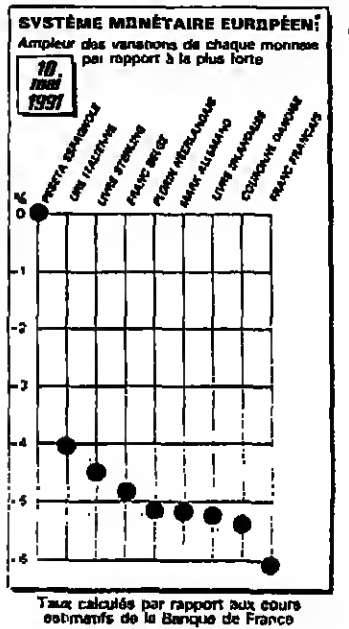
compte, comme la rumeur en courait à Londres à la veille du week-end. En Allemagne, le ton est plus que jamais à la fermeté, deux membres du conseil d'administration de la banque fédérale ont même donné la preuve cette semaine. M. Norbert Klöten, président de la banque centrale de Bade-Wurtemberg, a déclaré qu'aucune baisse des taux n'était prévue pour l'instant, propos confirmés par M. Lothar Müller, président de la banque centrale de Bavière, pour qui il n'y a pas de place pour des réductions de taux d'intérêt.

A ses yeux, les récents accords salariaux en Allemagne ont de nature à peser sur les prix, l'inflation pouvant se situer entre 3,5 % et 4 % à la fin de l'année. En attendant, la Banque fédérale a maintenu à 8,6 % ses pensions à court terme, tandis que l'Etat plaçait deux emprunts de 10 milliards de marks au total (34 milliards de francs) aux alentours de 8,25 %.

Une adjudication décevante

Aux Etats-Unis, les marchés n'ont guère été satisfaits par les résultats, jugés décevants, de l'adjudication trimestrielle de bons du Trésor, pour un montant record de 37 milliards de dollars. Les souscripteurs, contrairement aux attentes, ne se sont pas précipités, notamment sur les bons à trente ans, l'emprunt-phare, avec 17,35 milliards de dollars seulement de souscriptions pour un montant adjugé de 11,75 milliards de dollars. Peut-être ont-ils été impressionnés par l'ampleur du déficit budgétaire ou l'escompte de leurs traites à des taux compris entre 12 % et 15 %, ce qui constitue, toujours en « réel », un record historique bien peu enviable ni souhaitable.

Toutes ces indications, et notamment l'absence de toute initiative par la Banque de France, ont pesé sur les cours du MATIF, qui ont cédé un peu de terrain, revenant de 107,10 à moins de 106,60 avant de se raffermir, ce fin de semaine, un peu en dessous de 107. Le redoublement de l'OAT dix ans s'est un peu tendu à



Taux calculés par rapport aux cours nationaux de la Banque de France

MATIÈRES PREMIÈRES

Lueur sur l'étain

Eofin une lueur sur l'étain ! Après plusieurs mois de forte déprime, due au gonflement des stocks et au manque de discipline des exportateurs brésiliens et chinois, le métal s'est quelque peu raffermi. En février, les cours étaient tombés à 5 538 dollars la tonne, retrouvant leur plus haut niveau depuis juin 1989, lors de la reprise des cotations à Londres. Ces jours derniers, la tenue s'échangeait autour de 5 770 dollars, et les courtiers britanniques de la firme Rudolf Wolff se montraient particulièrement optimistes : d'après leurs estimations, les prix remonteront à 6 500 livres dans les six prochains mois, pour culminer à 7 500 livres d'ici une année. Les courtiers considèrent qu'au niveau actuel des cours, 60 % de la production mondiale sont produits dans des conditions non économiques.

D'après les experts, une certaine reprise de la consommation et un meilleur contrôle de l'offre devraient permettre aux stocks de se contracter sensiblement en 1991. Ils passeraient ainsi de 45 700 tonnes (fin 1990) à 32 700 tonnes, grâce en particulier à la mise en vigueur des quotas à l'exportation des membres de l'ATPC (Association des pays producteurs d'étain), à savoir l'Australie, la Bolivie, l'Indonésie, la Malaisie, la Nigéria, la Thaïlande et le Zaïre.

Le Brésil s'est pour sa part engagé à diminuer sa production, comme semble le confirmer sa décision, prise début mai, de fermer l'une de ses principales mines du Minas Gerais. Le gouvernement de Brasilia a en effet interdit à cette unité en service depuis un an d'exporter sa production de l'ordre de 100 tonnes par mois. En réalité, les autorités brésiliennes ont voulu sanctionner tous les mineurs qui exploitent les réserves nationales d'étain sans détenir de droits en

bonne et due forme. Cette mesure aura pour effet indirect de réduire les exportations brésiliennes, même si un circuit de contrebande (transitant par la Bolivie) continue de prospérer, 15 000 à 20 000 tonnes « sortant » illégalement chaque année.

Baisse de la consommation

« Le marché de l'étain a trouvé quelques sources d'espoir », écrit le rapport Cyclope (paru chez Economica) dans sa livraison de 1991. « L'offre de métal de première fusion s'est nettement ralentie au deuxième semestre, conséquence directe de la crise du Golfe et de l'envol des prix du gazole. De la Malaisie à l'Indonésie, en passant par la Bolivie ou le Zaïre, la rentabilité des mines a été mise à mal et des exploitations comme Tambora Timah, la plus grande mine d'étain du monde, ont terminé l'année en dessous de leur point mort. Les courtiers s'attendent à une réduction de l'offre de l'ordre de 5 % en 1991 ».

Il n'est pas certain en revanche que cet assainissement sature à contrecarrière une baisse de la consommation qui paraît dans l'avenir inéluctable. Bien sûr, les professionnels fondent quelques espoirs dans la montée des préoccupations écologiques qui pourraient rendre à l'emballage d'étain quelque lustre face à l'aluminium ou au capotage à base de plomb. Il reste que la coupe d'étain dans le fer-blanc a tendance à diminuer (sauf dans les pays en développement où les conditions climatiques imposent une plus grande protection), le fer-blanc étant lui-même concurrencé par les plastiques ou d'autres métaux.

Depuis le krach de l'étain de 1985, et malgré les tentatives des producteurs de réguler leurs interventions sur le marché, le métal

blanc n'a pas retrouvé ses fastes d'antefois. Production du tiers-monde par excellence, l'étain met aux prises deux zones géographiques distinctes, l'Amérique latine et l'Asie du Sud-Est, l'URSS intercalant au cinquième rang mondial. Conscients de la nécessité de faire front, les principaux producteurs ne dépendent pas de points communs, leurs coûts d'extraction se différenciant sensiblement selon que leurs gisements sont souterrains, à ciel ouvert ou alluvionnaires. Tous les pays ne sont en outre pas tributaires à même hauteur de l'étain pour leurs recettes en devises. Ce manque de cohésion ne met aucun producteur à l'abri d'une recrudescence des prix, malgré la fermeture progressive des exploitations marginales et des amorces de privatisations en Bolivie.

ERIC FOTTORINO

PRODUITS	COURS DU 10-5
Cuivre f. g. (Londres) Trois mois	1 475 (+ 98) Livres/tonne
Aluminium (Londres) Trois mois	1 355 (+ 13) Dollars/tonne
Nickel (Londres) Trois mois	8 685 (+ 165) Dollars/tonne
Sucre (Paris) Août	278 (+ 7,7) Dollars/tonne
Café (Londres) Juillet	528 (+ 16) Livres/tonne
Cacao (New-York) Juillet	988 (+ 5) Dollars/tonne
Bé (Chiang) Juillet	267 (+ 10) Cents/boisseau
Mais (Chiang) Juillet	246 (+ 0,8) Cents/boisseau
Soye (Chiang) Juillet	171,5 (+ 2,6) Dollars/courte

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

F. R.

L'OFCE prévoit
une baisse
des taux d'intérêt

La réduction des déséquilibres courants est sur le point de s'achever, mais « la dérive des taux d'intérêt qu'elle contribue à favoriser continuera à marquer les prochains trimestres », estime l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques) dans sa dernière lettre de conjoncture.

L'OFCE écrit qu'« un retournement de tendance à la hausse motivé par la réapparition d'une demande mondiale de capitaux rapidement croissante ne semble pas susceptible de se produire avant l'été 1992 ». L'étude note encore que la contraction du déficit américain, entamée en 1987 (le déficit est passé de 150 milliards de dollars cette année-là à 50 milliards à l'été 1990) va atteindre son maximum au cours des prochains mois. Ainsi la balance courante des États-Unis pourrait être que légèrement déficitaire cette année. Si enfin la diminution de l'excédent japonais risque de prendre fin, celle de la balance courante allemande devrait se poursuivre, conclut l'OFCE.

L'ESSENTIEL

DATES

Il y a dix ans, l'attentat contre Jean-Paul II..... 2

ÉTRANGER

Suisse et CEE
Une option « prioritaire » : l'étude de l'adhésion à la Communauté..... 3

La situation en Arménie
La tension a diminué, au dépit d'incidents persistants..... 5

Monarchistes en Roumanie
Les partisans du roi Michel ont défilé dans plusieurs villes..... 5

POLITIQUE

Le nouveau statut
de la Corse
Le Conseil constitutionnel, un gardien de plus en plus vigilant..... 8

Libres politiques
« La conscience et la relativité », par André Laurens..... 7

SOCIÉTÉ

Jean-Paul II au Portugal
En visite à Lisbonne et à Fatima, le pape a célébré le passé missionnaire du Portugal..... 9

CULTURE

Festival de Cannes
L'Assassin du tsar, du Soviétique Chakhnazarov : portrait de Nanni Moretti, producteur et acteur du *Portrait de la jeune fille en feu*, satire de la vie politique italienne ; Jacques de Nanteuil, film souvenir d'Agnès Varda sur Jacques Demy ; *Proof*, premier long métrage de l'Autrichien Jocelyn Moorhouse..... 10

HEURES LOCALES

« Toulouse se greffe un nouveau cœur » : Wazemmes veut garder ses valeurs ; Poubelles transparentes dans l'Essonne ; La difficile coopération pyrénéenne..... 13 à 15

ÉCONOMIE

La progression
des dépenses de santé
En l'an 2000, de 8,9 % à 10,3 % du PIB..... 17

Les privatisations
dans l'ex-RDA
1 600 entreprises publiques sur 8 000 ont déjà été vendues..... 17

Revue des valeurs
Changements, Crédits
Grands marchés..... 19

Services

Abonnement..... 2

Carnet..... 11

Météorologie..... 16

Mots croisés..... 7

Télévision..... 18

Spectacles..... 12

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 12 mai 1991 a été tiré à 479 007 exemplaires.

NÉPAL : les élections générales du 12 mai

La première épreuve
d'une jeune monarchie constitutionnelle

Pour la première fois depuis trente-deux ans, onze millions d'électeurs népalais sont appelés aux urnes pour désigner les 205 membres de la Chambre des représentants. Après la victoire du Mouvement pour la démocratie, en avril 1990, et la transformation du royaume en monarchie constitutionnelle, ce scrutin met le multipartisme à l'épreuve.

NEW-DEHRI

de notre correspondant
en Asie du Sud

Les élections du dimanche 12 mai succèdent à celles de février... 1990. Entre-temps, le Népal a connu une monarchie absolue, symbolisée par le système du « panchayat », une structure politico-administrative traditionnelle, renforcée par l'interdiction des partis politiques.

En avril 1990, le roi Birendra I^{er} avait dû s'écarter devant la pression populaire. Dans les rues de Katmandou, les affrontements furent sanglants, menant aux prises des forces de l'ordre fidèles à la royauté et une population sensible à la contagion du « vent de la liberté » qui soufflait sur les pays de l'Est. Les instigateurs du Mouvement pour la démocratie, le Congrès népalais et une myriade d'organisations communistes, gouvernent depuis, cablo-cabo, le royaume himalayen.

En réalité, l'alliance nouée entre les chefs du Congrès et ceux des partis « marxistes-léninistes » était de circonstance. Cette unité, forgée par le souhait commun de mettre un terme à la toute-puissance d'un roi qui incarnait, sur terre, le dieu Vishnou, n'a pas tardé à se lézarder et la campagne électorale a connu des divergences.

Le Congrès népalais est incontestablement la formation politique la plus « légitime ». Formée à Calcutta, en Inde, dans les années 30, elle dispose d'une représentativité à l'échelle nationale. Mais, longtemps écarté du pouvoir, le Congrès souffre d'une organisation très faible et de conflits de personnes. En cas de victoire, son secrétaire général, M. G. P. Koirala, se verrait bien prendre la succession de M. Bhattarai, mais celui-ci n'a pas l'intention de quitter si vite le pouvoir.

La question
indienne

Les communistes, qui ont joué un rôle moteur dans la mobilisation des « forces démocratiques », sont, de leur côté, handicapés par leur incapacité à se regrouper, la plupart du temps en raison de querelles doctrinales (les marxistes-léninistes ou ceux - s'opposant aux marxistes, etc.). Leur plus importante formation est le PC-UM (marxiste-léniniste), représenté au gouvernement par plusieurs ministres, dont M. Shahana Pradhan, ministre de l'Industrie et du Commerce. Comme le Congrès, mais de façon beaucoup moins réaliste, le PC-UM vise la majorité absolue. Bien que l'issue du scrutin soit incertaine, le Congrès sera peut-être contraint de former un nouveau gouvernement de coalition, et

de trouver un terrain d'entente avec ses turbulents alliés. Les partisans de l'« ancien régime », c'est-à-dire du roi, ont fait une campagne active, du moins lorsque les manifestations de violence électorale ne les obligeaient pas à une certaine retenue. Deux anciens premiers ministres du royaume, MM. Surya Bahadur Thapa et Lokeendra Babadur Chaudhary, ont formé chacun un parti - dont le nom est identique -, le Parti national démocratique (NDP).

Dans son palais, Birendra I^{er} ne dit mot, mais il est clair qu'il soutient ses anciens premiers ministres et que ceux-ci disposent de fonds importants. Le roi est apparemment monarque sans pouvoir. Mais l'armée népalaise, forte de 35 000 hommes, et dans une moindre mesure, les forces de police lui sont fidèles. Si d'aventure cette première constitution électorale tournait mal, qui sait si Sa majesté d'intervendrait pas, pour « sauver la démocratie » ?

Des considérations géographiques et ethniques viennent compliquer l'éventail politique. Dans la région de plaine du Terai (où vit 38 % de la population), frontalière avec l'Inde, le parti Sadbhavna fait campagne en faveur d'un rapprochement avec le grand voisin. Comme prévu, la question

indienne aura dominé la campagne électorale, les communistes ayant joué à fond la carte de l'anti-indianisme latent de la population. Celui-ci est très ancien (les Népalais n'oublient pas que l'ancien royaume du Sikkim a été absorbé par l'Inde) et s'est renforcé depuis que New-Delhi a imposé, en mars 1989, un blocus économique à son petit voisin.

Les communistes insistent que le Congrès va « rendre le pays » à l'Inde, prenant prétexte des liens très étroits qui existent entre le Congrès népalais et les partis politiques indiens (le Congrès-Inde et le Janata Dal) et le premier ministre lui-même, M. Chandra Shekhar. Bien que les communistes aient, eux aussi, des contacts avec leurs homologues de l'État du Bengale, l'argument porte.

Les Népalais ont, pourtant, peu de raisons de se déterminer en fonction des promesses électorales des partis. Seuls 36 % d'entre eux sont alphabétisés, et les programmes qui leur sont proposés sont semblables ; il est question notamment de la transformation du royaume himalayen en une sorte de « Suisse himalayenne », avec des « trains électriques » qui permettraient d'ouvrir au développement les vallées inaccessibles et moyennageuses.

LAURENT ZECCHINI

VIETNAM

Le Quai d'Orsay confirme implicitement
l'arrestation d'un cinéaste français

Le ministre français des affaires étrangères a implicitement confirmé, vendredi 10 mai, l'arrestation récente d'un cinéaste français, selon la presse vietnamienne. L'arrestation a été faite par la police vietnamienne, d'après un communiqué du Quai d'Orsay, « satisfaisant la situation au Vietnam et suscitant l'opposition ».

L'ambassade de France à Hanoi est au courant de ce cas et est en contact avec le ministère des affaires étrangères sur place, a-t-on indiqué au Quai d'Orsay.

Les trois grands quotidiens de Hanoi ont publié mardi un entretien avec un responsable du service de contre-espionnage, révélant l'arrestation récente d'un « Français résident à Hanoi », nommé Bernard. Il s'agit, selon des sources bien informées à Paris, de M. Bernard Giesbert, réalisateur de télévision, en séjour au Vietnam où il prépare un scénario de film. Son épouse a indiqué être sans nouvelles de lui depuis deux semaines.

Un amendement du gouvernement

Les acquéreurs de logements anciens
pourront toucher
l'aide personnalisée au logement

Les ménages souhaitant acheter des logements anciens pourront désormais bénéficier, même sans procéder à des travaux d'amélioration, des prêts conventionnés distribués par les établissements de crédit et ouvrant droit à l'aide personnalisée au logement (APL), a indiqué le 10 mai le ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer.

C'est le sens, soulignent les services de M. Louis Besson, de l'amendement déposé par le gouvernement à l'article 8 du projet de

loi relatif aux sociétés anonymes de crédit immobilier qui a été adopté le 7 mai par l'Assemblée nationale.

Jusqu'ici, l'APL était réservée, pour ce qui concerne l'accession à la propriété, aux opérations de construction neuve ou aux acquisitions accompagnées d'un montant minimal de travaux. Pour le ministre, M. Besson, « la possibilité d'accéder à la propriété constitue un élément essentiel de la liberté de choix » qui doit pouvoir s'effectuer « aussi bien dans le neuf que dans l'ancien ».

Le Golfe
en questions

Depuis la fin de la guerre du Golfe, nos lecteurs se posent, et continuent de nous poser des questions sur le genèse de la crise aussi bien que sur le déroulement des opérations, sur les débats qui ont agité l'état-major américain comme sur les tenants et aboutissants de l'attitude française, sur le degré de surestimation des forces irakiennes par les coalisés, ou encore sur l'opportunité pour ces derniers de poursuivre la guerre terrestre jusqu'à Bagdad. Nombre de ces questions se posent en termes nouveaux, à travers les révélations qui sont intervenues depuis l'arrêt des combats.

Le Monde consacrera chaque jour de la semaine prochaine, à partir de lundi, une page permettant de répondre à ces questions et de dresser, à ce jour, un état des lieux aussi précis que possible.

Devant les menaces de famine

Un appel de M. Perez de Cuellar
en faveur de l'Afrique

Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, a lancé, vendredi 10 mai, un appel pressant pour une aide d'urgence à l'Afrique, afin d'éviter « des pertes en vies humaines se chiffrent par centaines de milliers ».

En 1991, on estime à trente millions le nombre d'Africains qui auront besoin de secours alimentaires d'urgence, mais aussi d'aide en médicaments, abris, eau salubre et alimentation complémentaire pour les enfants, a souligné M. Perez de Cuellar.

L'effet combiné de mauvaises récoltes, de guerres civiles et de l'exode de vastes populations réfugiées ou déplacées fait qu'on est à nouveau témoin d'une détresse que seule peut atténuer l'assistance de la communauté internationale, a-t-il affirmé. Outre les cas tragiques du Soudan et de l'Éthiopie, « où la situation est critique », l'appui alimentaire continue d'être entravé par la guerre en Angola, au Libéria, au Mozambique et en Somalie.

Selon le Programme alimentaire mondial (PAM), il manque au moins 1,8 million de tonnes de nourriture - évaluées à 806 millions de dollars - pour faire face. Dans le secteur non alimentaire,

l'UNICEF indique qu'il faudrait disposer de 110 millions de dollars pour venir en aide aux dix pays africains les plus touchés.

A ce déficit du volume de l'aide, s'ajoutent des carences d'ordre organisationnel. C'est en tout cas l'avis d'un haut responsable de l'ONU, M. Antoine Bianca, directeur général pour le développement et la coopération internationale des Nations unies, qui a estimé, vendredi, lors d'une conférence à Pékin (Chine), que la récente participation de l'ONU à des opérations humanitaires dans le Golfe et au Libéria avait montré « l'imperfection des réponses au coup par coup » et « le besoin d'une meilleure coordination et d'une meilleure préparation ».

De son côté, le ministre allemand des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, vient de proposer que l'ONU crée un nouveau poste de secrétaire général adjoint, chargé de coordonner, de façon permanente, les aides d'urgence, afin de rendre plus rapides et efficaces les opérations de secours lors de catastrophes naturelles, comme celle qui frappe aujourd'hui le Bangladesh. - (AFP)

Fondateur du groupe lunetier

M. Christian Dalloz
se tue dans un accident
de la route

M. Christian Dalloz, président et fondateur du groupe de verres optiques et de lunettes de protection Dalloz, s'est tué en début de semaine dans un accident de la route, dans le Jura.

Agé de soixante ans, il avait fondé sa société en octobre 1957 à Saint-Claude. Après s'être consacré jusqu'à dans les années 70 à la sous-traitance de pièces en matière plastique injectée, notamment pour l'industrie horlogère, M. Christian Dalloz s'était orienté, il y a dix ans, vers le secteur lucratif en mettant au point des verres à base de polycarbonate injecté.

Dalloz SA avait été introduite au second marché de la Bourse de Lyon en janvier 1986. Son capital est détenu à 58 % par le holding Financière Christian Dalloz, dont M. Dalloz et son épouse possèdent 61 % des parts. M. Dalloz devient l'actionnaire majoritaire de ce holding, dont Essilor International détient les 39 % restants.

EN BREF

■ BRÉSIL : M. Gross, nommé nouveau président de la banque centrale. - M. Francisco Roberto André Gross a été nommé président de la Banque centrale brésilienne, remplaçant M. Ibrahim Eris, qui a démissionné en même temps que M. Zelia Cardoso de Mello, ministre de l'économie (le Monde du 9 mai). Cette nomination doit être confirmée par le Sénat. Il s'agit d'un retour puisque M. Gross avait déjà occupé ce poste sous le gouvernement du président José Sarney. M. Gross, quarante-sept ans, a été formé dans les universités nord-américaines de Princeton et de Columbia. - (AFP)

■ Deux candidats d'extrême gauche à Belfort. - M. Eliane Lacaille (Lutte ouvrière) et M. Gilbert Guilhem (Ligue communiste révolutionnaire) ont présenté, vendredi 10 mai, leur candidature à l'élection législative partielle organisée, le 2 juin prochain, dans la seconde circonscription du Territoire de Belfort. L'arrivée de ces deux nouveaux postulants porte à neuf le nombre des prétendants au siège de député qu'attend reprendre M. Jean-Pierre Chevènement, maire de Belfort, ancien ministre de la défense. - (Corresp)

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

Vous n'êtes pas abonné : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.
Vous êtes déjà abonné : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonnement.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (valeur normale)	Nombre de n°
2 semaines	115 F	185 F	13
3 semaines	170 F	245 F	19
1 mois	210 F	310 F	26
2 mois	320 F	590 F	52
3 mois	480 F	790 F	78

* TARIF PAR AVION. NOUS CONTACTER AU : (01) 49-80-32-80
« LE MONDE » ABONNEMENTS
1 place, Hubert-Seuve-Mary 94852 Ivry-sur-Seine
Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

• VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE

du au

• VOTRE ADRESSE DE VACANCES :

NOM PRÉNOM

N° RUE VILLE

CODE POSTAL PAYS

• VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHEQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE

• N° CB Signature obligatoire

Expiré à fin Signature obligatoire

• VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné)

.....

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

Dimanche 12 mai 1991

"J'AI DIX ANS !"

LA FOLLE HISTOIRE DE LA F.M.

13 ÉPISODES RADIO

JUSQU'AU 30 JUIN



Le Monde
Europe 2

Le Monde
Europe 2

Le Monde

مكتبة الامم المتحدة